

SÉRIES

DE L'ÉTÉ



SUR LE FLEUVE CONGO

Les ténèbres du cœur

Le démon de Conrad est toujours là p. 10



LES OBJETS CULTES

Le marcel

Débardeur unisexe et démocrate p. 16

UNE VILLE - UN ANIMAL

Le poulet de Loué

L'aristocratie de la volaille p. 8

SUPPLÉMENT

Le Monde

TÉLÉVISION

La journée sans télé de Jean-Michel Carré

RELIGIONS

Jean Paul II en Pologne, retour aux sources p. 3

VIVENDI

La branche édition sera-t-elle vendue ? p. 13

TEKNIVAL 2002

Interdite en France, la fête techno se tient en Italie p. 7

ESA-PEKKA SALONEN

Maestro de « L.A. » p. 20

International.....	2	Entreprises.....	12
France-Société.....	5	Marchés.....	13
Régions.....	8	Aujourd'hui.....	15
Carnet.....	9	Météorologie-Jeux.....	17
Abonnements.....	9	Culture.....	18
Horizons.....	10	Radio-Télévision.....	21

REPORTAGE

Monaco, havre fiscal sans gêne



LE PARADIS FISCAL du prince Rainier lance des opérations de charme pour rester dans la course aux grandes fortunes. Lire page 12

Où va le Parti socialiste ?

Le « grand débat » souhaité par François Hollande après la défaite a déjà commencé

ENCORE sous le choc de leur double défaite électorale (présidentielle et législative), les socialistes s'apprentent à tenir leur université d'été, du 30 août au 1^{er} septembre à La Rochelle. Mais leur grand rendez-vous aura lieu en mai 2003, à Dijon, à l'occasion de leur congrès. Dans cette perspective, les différents courants du PS s'organisent. *Le Monde* fait le point sur les cinq tendances qui semblent d'ores et déjà se dégager. Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn souhaitent incarner, chacun pour soi, la « modernité » du parti. Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon, son aile gauche. Arnaud Montebourg tente de constituer son courant sur les questions institutionnelles. Enfin François Hollande essaye de ménager les différentes branches de la famille socialiste afin de conserver son poste à la tête du parti. Cette effervescence a déjà fait une victime : la Gauche socialiste, menacée d'implosion. Martine Aubry n'a pas encore fait connaître ses intentions.



► **Etat des lieux du PS et de ses courants avant son université d'été à La Rochelle**

► **Contre les amis de Fabius et de Strauss-Kahn, deux nouvelles tendances s'affirment**

► **L'alliance entre Emmanuelli et Mélenchon bouscule la Gauche socialiste**

► **Montebourg fédère de nombreux « ex »**

Lire page 5



L'escrimeuse Laura Flessel contrôlée positive

A LA VEILLE des championnats du monde d'escrime, qui s'ouvrent à Lisbonne ce samedi, l'épéiste Laura Flessel, double championne olympique, a appris qu'elle avait été contrôlée positive en mai dernier, à Malaga (Espagne). Le produit interdit aurait été prescrit à toute l'équipe par le kiné de la formation nationale. La Fédération française confirme cette version et assume la responsabilité de cette erreur.

Lire page 15

Menace de famine en Afrique australe

PLUSIEURS pays d'Afrique australe - les royaumes du Lesotho et du Swaziland, la Zambie, le Malawi, le Zimbabwe et le Mozambique - sont victimes d'une grave crise alimentaire, qui risque de se transformer en famine d'ici à la fin de l'année. De très faibles récoltes, dues à une pluviométrie perturbée depuis deux ans, mais aussi la mauvaise gouvernance sont à l'origine de la pénurie nutritionnelle. Au Zimbabwe, par exemple, la réforme agraire « accélérée », autoritairement imposée aux fermiers

blancs, par le président Robert Mugabe, explique en grande partie une situation catastrophique. En l'absence d'images spectaculaires, le Programme alimentaire mondial (PAM) peine à mobiliser les bailleurs de fonds et à trouver les secours nécessaires, malgré un appel à l'aide conjoint du FMI et de la Banque mondiale. Dans l'urgence humanitaire, plusieurs pays de la région ont dû accepter, malgré leurs réticences, l'envoi par les Etats-Unis de maïs génétiquement modifié.

► **Treize millions de personnes dans six pays sont touchées**

► **Outre la sécheresse, la mauvaise gestion explique la disette**

► **Les secours tardent**

Lire page 2

« Maures à la côte ! », une vieille xénophobie espagnole

MADRID

de notre correspondant

L'éditeur n'avait pas calculé que ce livre sur les racines de la xénophobie espagnole à l'encontre du Maroc sortirait en pleine crise à propos de l'ilot Persil, au moment où les relations entre les deux pays sont au plus bas et où le roi Mohammed VI réclame Ceuta et Melilla, les enclaves espagnoles du nord du Maroc, traitant l'Espagne d'« usurpatrice ». Or, dans ce magnifique album sur papier glacé intitulé *L'Image du Maghrébin en Espagne*, Eloy Martin Corrales propose une rétrospective historique, à base de gravures, dessins et caricatures, de l'image du voisin marocain dans l'imaginaire populaire espagnol. Et, autant le dire, cette image n'est pas brillante.

Une inimitié, raconte l'auteur, dont les racines plongent jusqu'à la Reconquista au XV^e siècle, fin de l'Espagne des trois religions avec la chute de Grenade et l'expulsion des juifs, suivie un gros siècle plus tard, en 1609, de celle des morisques, les musulmans convertis au christianisme. Tandis que pirates et corsaires musulmans razzient les côtes, suscitant le cri d'effroi de « *Maures à la côte!* », dans les églises règne la figure de saint Jacques *matamoros* - littéralement tueur de Maures, qui donnera notre matamore -, et les gravures font le portrait de maures « *redoutables, fourbes et cruels* », torturant à loisir leurs prisonniers. A la fin du XVIII^e siècle, petite accalmie : traité de paix entre Madrid et la dynastie alaouite.

Mais la mode de l'orientalisme vient alors souligner le côté « *indolent, jouisseur et lascif* » des Maures. Et c'est entre cette double vision, cruelle et lascive, qu'évoluera l'image du Marocain, vite redevenu le *Moro* dépréciatif, à chaque conflit.

Lors de la guerre du Rif, dans les années 1920, les Marocains sont caricaturés en singes et en chiens. Les cartes postales montrent la troupe posant, avec des têtes de *Moros* coupées, comme au safari. Parfois, ils ne sont plus que des sauvages sous-développés qui roulent des yeux effrayés, comme sur cette vignette où un soldat en casque colonial présente une machine à coudre Singer à une fatma éblouie. D'ennemis redoutés, ils sont devenus des sortes d'animaux sales, primitifs, aux traits carrément négroïdes dans les dessins : sur l'un d'eux, un prisonnier marocain est porteur d'une muselière et d'autres sont en cage dans un zoo. On les montre aussi en obsédés sexuels, de préférence sodomites.

Bref, une lourde xénophobie, que la « *garde maure* » qui accompagna le dictateur Franco dans la guerre civile n'a pas contribué à alléger. Pourtant, une lueur d'espoir apparaît dans les dessins les plus récents : tous sont du côté des immigrants désespérés qui risquent leur vie pour traverser le détroit de Gibraltar. Et le vieux cri « *Maures à la côte!* », cette fois, est un cri de solidarité.

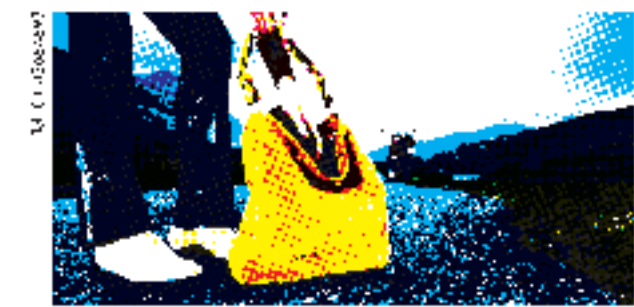
Marie-Claude Decamps

PATRIMOINE

Le perpétuel chantier des palais de la culture parisiens



PALAIS DE CHAILLOT, Grand Palais, Palais de Tokyo, nombre de monuments parisiens peinent à trouver leur affectation. Victimes aussi bien des vicissitudes de l'alternance que des lourdeurs administratives, leur sort est désormais entre les mains du nouveau ministre de la culture. Dossier pages 18 et 19, éditorial page 11



HOGAN

POINT DE VUE

Internet a-t-il une mémoire ?

par Emmanuel Hoog

ON NE SE BAIGNE JAMAIS deux fois dans le même flot virtuel. Tout omniscient qu'il soit, le média du futur ne se souvient pas de ce qu'il disait hier. Une mine de connaissances, certes, mais avant tout un flux où passe sans sillage l'information, Internet s'efface à mesure qu'il sécrète. Le Web, fleuve d'amnésie ? Jusqu'ici notre patrimoine s'est patiemment constitué, collectant et préservant des supports matériels. Cette autorité de l'être n'a plus cours : média d'une inédite fluidité, Internet consacre le règne du devenir. Chance historique de progrès,

c'est aussi un défi sans précédent : garder trace du flux, en photographier les instants, en suivre le mouvement, lui donner une mémoire, qui, pour l'heure, lui fait défaut. Sans cet immense travail d'archivage, des pans entiers de notre culture disparaîtront à jamais.

Boule de cristal et corne d'abondance, le Web omniscient accuse sept titres d'originalité, autant de handicaps à la constitution d'une mémoire digitale.

1. L'immatérialité : Internet transmet sans matière. Esprit sans corps, le message survit grâce aux rotations des sites d'accueil, rebon-

dissant de machine en machine. Il n'y a plus de stockage localisé, mais des flux déterritorialisés de mémoire virtuelle.

2. La volatilité : Internet consacre le règne de l'éphémère. Média de flux, il affiche une extraordinaire instabilité des contenus : 70 % de ses pages ont une durée de vie inférieure à quatre mois.

Lire la suite page 11

EMMANUEL HOOG est président-directeur général de l'Institut national de l'audiovisuel.

INTERNATIONAL

AFRIQUE

SIX PAYS d'Afrique australe – le Lesotho, le Swaziland, la Zambie, le Malawi, le Zimbabwe et le Mozambique – sont menacés de famine d'ici à la fin de l'année. Déjà, **13 MILLIONS D'HABITANTS**, dont

7,5 millions au **ZIMBABWE**, dépendent de l'aide alimentaire d'urgence. Des pluies surabondantes, puis des mois de sécheresse ont fait chuter la production céréalière, en particulier, celle du **MAÏS**, l'aliment de

base dans la région. Cependant, la mauvaise gestion des stocks de prévoyance, la **CORRUPTION**, l'incurie des gouvernements et, au Zimbabwe, une **RÉFORME AGRAIRE** imposée de façon autoritaire sont les prin-

cipales causes de la **CRISE**. Le Programme alimentaire mondial (PAM) éprouve des difficultés à mobiliser les **DONATEURS**, malgré un récent appel à l'aide conjoint du FMI et de la Banque mondiale.

Sécheresse, mauvaise gestion : l'Afrique australe risque la famine

Une pluviométrie irrégulière et des erreurs politiques rendent déjà 13 millions d'habitants dépendants de l'aide alimentaire. La crise pourrait s'aggraver d'ici à la fin de l'année. Malgré les réticences de certains pays, des dons de maïs OGM sont acheminés dans la région

JOHANNESBURG

de notre correspondante

Pas d'images, ou si peu, d'enfants au ventre ballonné ; pas de corps décharnés ni de regards vides envahis par des mouches ; pas de tombes alignées ni de carcasses de bêtes sur le bord des routes. Il y a bien ces longues files d'attente devant les magasins d'Harare, où les Zimbabwéens attendent patiemment de pouvoir acheter, à prix d'or, quelques kilos de farine ; ou ces femmes du Malawi tenant dans leurs mains trois maigres racines qui serviront au dîner de toute la famille : pas de quoi remplir deux minutes dans un journal télévisé ni sensibiliser un large public. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a beau sonner l'alerte depuis des mois, difficile d'attirer l'attention sur une famine en préparation, un drame à venir, encore invisible.

Pourtant, les communiqués du PAM concernant l'Afrique australe sont de plus en plus alarmistes. On n'y parle pas encore de famine, même si la plus importante crise alimentaire de l'histoire de la région se profile pour les mois à venir. Les chiffres du PAM font frémir : il y aurait six millions de personnes à nourrir immédiatement ; elles seront treize millions en décembre, réparties dans six pays : les petits royaumes du Lesotho et du Swaziland, puis, plus au nord, d'est en ouest, la Zambie, le Malawi, le Zimbabwe et le Mozambique.

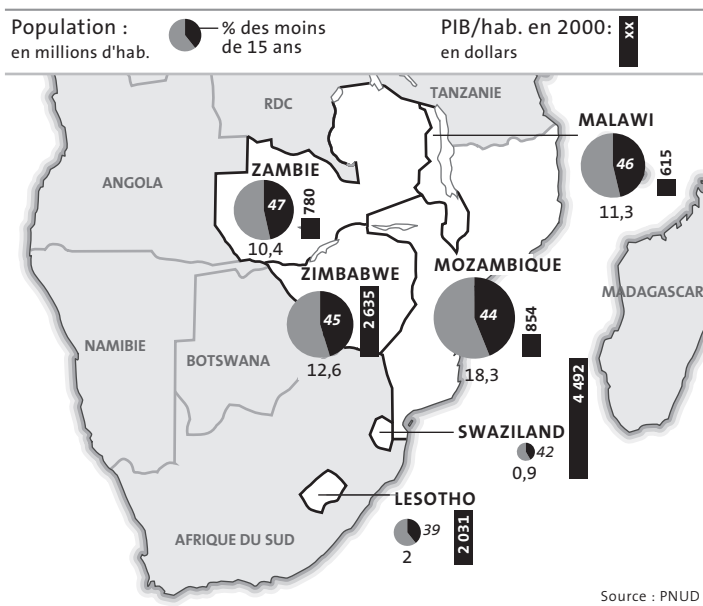
En dehors du Malawi, où des disettes frappent régulièrement les populations les plus vulnérables, la région n'est pas une zone de famine endémique. Certes, cette année, et déjà en 2001, les conditions climatiques ont été particulièrement mauvaises, avec des pluies torrentielles suivies de sécheresse : une météo capricieuse qui a d'abord noyé les jeunes pousses, puis brûlé le maïs sur pied. Mais les aléas climatiques n'expliquent pas tout. Sinon, comment comprendre que la famine guette le Lesotho, enclavé au cœur de l'Afrique du Sud, qui, elle, ne connaît pas de problème sérieux ?

POINTS COMMUNS

Les raisons diffèrent d'un pays à l'autre. Mais, tous ont un premier point en commun : ils comptent une population vivant, souvent pour les deux tiers, au-dessous du seuil de pauvreté, et qui se trouve totalement déstabilisée à la moindre variation de production céréalière ou de fluctuation des prix. Et cette année, même en Afrique du Sud, le prix du maïs a flambé. L'abolition du contrôle des prix et la libéralisation du commerce exigées par les institutions financières internationales ont privé les plus démunis, désormais soumis à la loi de l'offre et de la demande, de la protection de l'Etat.

Autre point commun : la place du maïs dans l'alimentation. Sa farine, cuite à l'eau, sert de plat princi-

SIX PAYS MENACÉS



pal dans toute la région, représentant parfois jusqu'à 80 % du régime alimentaire. Si le « pap », comme on l'appelle au Zimbabwe, ou le « nzima », au Malawi, vient à manquer, les paysans considèrent qu'ils n'ont plus rien à manger. Les autres aliments, comme les avocats, les patates douces ou l'igname, sont considérés comme un appoint, mais pas comme un repas. Enfin, ayant oublié les recettes ancestrales depuis la généralisation du maïs, des paysans se sont

intoxiqués en mangeant des feuilles et des baies sauvages dont ils ignoraient la toxicité.

Les cultivateurs, qui ont connu deux années consécutives de mauvaises récoltes, doivent faire face à une situation extrêmement préoccupante. Ils n'ont pas de stocks, pas assez de semences, et ont souvent vendu le peu de biens qu'ils possédaient, des chèvres et poulets aux vêtements ou ustensiles de cuisine. Les enfants scolarisés ont quitté l'école, et le suivi médical est

plus aléatoire que jamais. Le sida touche, en moyenne, 20 % des habitants dans les pays de cette zone. Déjà, les bras manquent pour travailler la terre, et les malades succombent d'autant plus rapidement qu'ils sont mal nourris. L'ampleur de la pandémie rend les populations encore plus vulnérables.

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT

La pénurie alimentaire, toutefois, n'aurait jamais été aussi sévère si ces pays n'étaient pas soit pris dans une tourmente politique – comme le Zimbabwe – soit englués dans une crise économique structurelle. Au Lesotho, par exemple, le maïs ne manque pas dans les magasins, mais la baisse du pouvoir d'achat le rend inaccessible au plus grand nombre : suite à des licenciements massifs dans le secteur minier sud-africain, plus de la moitié des Basothos ont perdu leur emploi au cours des dix dernières années. Au Zimbabwe, des centaines de milliers de travailleurs agricoles employés sur les exploitations des fermiers blancs, menacés d'expulsion par la réforme agraire, ont perdu leur gagne-pain.

Au Malawi, l'Etat, faute de moyens, ne distribue plus gratuitement à tous, comme il le faisait auparavant, pesticides et engrais. En Zambie, le Syndicat national des fermiers dénonce la « pénurie artificielle de terre » : 12 % seulement des surfaces arables sont en effet cultivées, en raison de

« contrôles bureaucratiques qui manquent de transparence ». Le pays vivait essentiellement de son secteur minier, mais l'annonce, il y a quelques mois, de la fermeture des puits du géant Anglo American l'a obligé à changer de stratégie économique en développant l'agriculture. Trop tard pour faire face à la crise actuelle.

« Il est clair que ces pays ne sont pas seulement victimes des mauvaises conditions climatiques et nous discutons aussi avec eux de mesures à long terme », indique Judith Lewis, directrice du PAM pour la région. Malgré l'urgence de la situation, l'agence onusienne peine à mobiliser les bailleurs de fonds à hauteur de l'enjeu. Lors de la dernière évaluation des besoins, en juillet, seulement 22 % des financements étaient assurés, soit 111 millions de dollars sur les 507 demandés. L'incurie des gouvernements africains, leur responsabilité dans la crise rebutent les donateurs. « Le gâteau n'est pas extensible, souligne Judith Lewis, et il y a d'autres famines dans le monde. Pour les bailleurs, entre l'Afrique australe, la Corée du Nord, l'Afghanistan, il y a des choix à faire. »

Fin septembre, avec le début de la saison des pluies, le transport des vivres, déjà compliqué, deviendra encore plus difficile. Pour le PAM, il est urgent d'agir, avant qu'il ne soit trop tard.

Fabienne Pompey

L'Union européenne augmente son aide

La Commission européenne a annoncé, le 7 août, que l'UE porterait son aide à l'Afrique australe à 148,5 millions d'euros pour lutter contre la famine, en particulier au Zimbabwe, au Malawi et en Zambie. L'UE, qui avait débloqué 88,5 millions d'euros en juillet, augmente son concours de 60 millions d'euros, pour une moitié consacrée à l'aide humanitaire et, pour l'autre, à l'envoi de 80 000 tonnes de secours alimentaires. Bruxelles répond ainsi à l'appel lancé le 1^{er} août par le FMI et la Banque mondiale. Estimant la situation « gravement préoccupante », les deux institutions ont pressé les pays riches d'accorder plus d'argent à la lutte contre la faim dans la région. Sur les 88,5 millions d'euros déjà approuvés, le Zimbabwe a bénéficié de 55,5 millions, le Malawi de 30 millions et la Zambie de 3 millions. Au total, l'Afrique australe a besoin de 3 millions de tonnes de céréales, d'une valeur d'environ 700 millions d'euros. – (AFP, Reuters.)

Dans l'urgence humanitaire, le maïs génétiquement modifié force les résistances et les frontières

JOHANNESBURG

de notre correspondante

L'Afrique australe doit-elle ou non accepter du maïs génétiquement modifié pour éviter la famine à des millions de personnes ? « C'est un dilemme moral », reconnaît le Programme alimentaire mondial (PAM), un « véritable scandale » pour les militants anti-OGM. Les pays concernés ne savent pas sur quel pied danser, alternant déclarations tonitruantes et concessions discrètes.

La moitié du maïs que le PAM distribue aux populations de l'Afrique australe provient des Etats-Unis, où 30 % environ de la production a subi des modifications génétiques. Outre le fait que des populations mangeront du maïs transgénique, il est possible qu'une partie de ces grains soit plantée et se développe de façon incontrôlée. De plus, si les paysans nourrissent leurs animaux avec ce maïs, ils risqueront de se voir fermer les portes du marché européen, principal débouché de leur viande d'exportation. Pour les pays d'Afrique australe, le dilemme est donc aussi économique.

Le président zimbabwéen, Robert Mugabe, a été le premier à tirer la sonnette d'alarme.

En mai, il a refusé un chargement de 10 000 tonnes de maïs provenant des Etats-Unis. Les grains refusés ont été livrés à des pays alors moins regardants. Depuis, la campagne anti-OGM a fait son chemin et la polémique s'est étendue à toute la région.

Le Mozambique, pays par lequel transite une grande partie des cargaisons du PAM, a décidé que le pays serait fermé aux OGM. Les importateurs, précise une circulaire officielle, prennent le risque de voir leur chargement renvoyé à l'expéditeur, voire détruit à l'arrivée. Pour l'aide humanitaire, après des difficiles négociations, le gouvernement a accepté que le maïs passe par son pays, à condition que les chargements soient bâchés pour éviter toute dissémination.

La Zambie fait également de la résistance. « Plutôt mourir de faim que de manger des produits toxiques », a affirmé son président, Levy Mwanawasa, tout en nuanciant ensuite : « Il est nécessaire d'examiner si le maïs que nous donnons à notre peuple est sain. S'il l'est, nous le distribuerons. » C'est tout le problème : le maïs transgénique est-il sain ? Depuis des années, les scientifiques polémiquent à ce sujet.

« Ce que nous pouvons assurer, c'est que nos livraisons sont propres à la consommation et conformes aux normes alimentaires des Nations unies », affirme Judith Lewis, directrice du PAM pour l'Afrique australe et orientale. Pour elle, l'alternative est simple. « Nous avons de la nourriture disponible ; si vous décidez de la refuser, les gens mourront. »

« UNE OPÉRATION AMÉRICAINE »

« On ne peut pas mettre les gens comme cela au pied du mur. Il y a des solutions de rechange. Si les Etats-Unis veulent offrir du maïs non génétiquement modifié, ils le peuvent », affirme Andrew Taynton, membre de l'association sud-africaine Coalition pour une nourriture saine. « La famine en Afrique est un bon moyen d'écouler des stocks d'OGM, puis d'ouvrir de nouveaux marchés pour les industriels de la semence. Tout cela est une opération américaine parfaitement orchestrée », dénonce, de son côté, sous couvert d'anonymat, un expert de l'Union européenne.

Pour éviter que le maïs ne soit replanté, il suffirait de le mouder. Le PAM le fait déjà pour la nourriture destinée aux centres de

santé et de nutrition. Mais il ne peut traiter tous les grains. Broyer une tonne de maïs coûte 25 dollars, soit un quart du prix d'achat. Une charge supplémentaire que le PAM affirme n'avoir pas les moyens d'assumer.

Peu à peu, devant l'urgence humanitaire, les gouvernements africains cèdent. Début août, le Zimbabwe a fini par accepter un chargement de 20 000 tonnes. Le Malawi, depuis le début de la crise alimentaire, prend ce qu'on lui donne. La question des OGM en Afrique australe va au-delà de la situation d'urgence. Depuis des années, les producteurs de céréales transgéniques mènent campagne auprès des pays africains, vantant les avantages de leurs produits – et notamment leur résistance – comme une solution aux pénuries. L'Afrique du Sud, qui exporte dans toute la région, a déjà cédé. Elle récolte depuis plusieurs années des céréales génétiquement modifiées, jusqu'ici destinées à la nourriture des animaux, et a produit, cette année, ses premiers grains destinés à la consommation humaine.

F. Po.

Aléas climatiques et réforme agraire « accélérée » ont transformé le Zimbabwe en Etat mendiant

Déstabilisé par deux ans de tourmente politique, l'ancien grenier de la région ne produit plus qu'un tiers de ses besoins céréaliers

ANCIEN grenier de l'Afrique australe, le Zimbabwe est entré dans le XXI^e siècle fort d'une agriculture qui représentait 20 % de son PIB et lui assurait plus de 40 % de ses recettes en devises. Deux ans plus tard, le pays ne couvre plus qu'un tiers de ses besoins céréaliers, et une grosse moitié de sa population – 7,8 millions de ses 12,5 millions d'habitants – est menacée de famine à l'échéance de la fin de l'année. Victime de sécheresse, du sida et de la réforme agraire « accélérée » imposée par son président, Robert Mugabe, le Zimbabwe s'est mué en Etat mendiant.

Le climat y est, certes, pour quelque chose. Après des précipitations aussi surabondantes que dévastatrices, fin 2001, le pays a connu une aridité sans précédent depuis vingt ans jusqu'en mai, au moment des récoltes. Ce cataclysme – la cinquième sécheresse la plus grave depuis un siècle – aurait suffi à poser des problèmes. En effet, près de la moitié de la population zimbabwéenne vit des produits de la terre, souvent ingrate pour les petits exploitants d'une

agriculture de subsistance vivant sur les « terres communales ». Les fermes industrielles, installées sur de vastes espaces fertiles, appartiennent encore, pour 70 % d'entre elles, aux Blancs, qui représentent 1 % de la population.

CLIMAT DE TERREUR

C'est sur cette injustice foncière que le président Mugabe, âgé de 78 ans, dont vingt-deux passés au pouvoir depuis l'indépendance de l'ex-Rhodésie, en 1980, a fondé sa réforme agraire. En perte de popularité à l'approche de l'élection présidentielle du mois de mars – qu'il a remportée dans des conditions controversées –, il s'est souvenu de la « faim de terre » de la majorité noire et s'en est pris, violemment, aux Zimbabwéens blancs, présentés comme les héritiers de la spoliation coloniale.

Le gouvernement zimbabwéen s'est donné les moyens légaux d'expropriation, sans compensation financière, quelque 5 000 fermiers industriels, en grande majorité des Blancs. Une bonne partie de leurs exploitations ont été envahies par

des partisans du régime. 2 900 fermiers, interdits de cultiver depuis le 24 juin, auraient dû quitter leurs exploitations au plus tard le 8 août, à l'expiration d'un ultimatum de quatre-vingt-dix jours, sous peine de deux ans de prison. Jusqu'à présent, la force publique n'a pas pris de mesures directes pour les déloger. Mais, lundi 12 août, dans un discours commémorant la fin de la guerre d'indépendance, Robert Mugabe a réaffirmé l'obligation fai-

te aux fermiers blancs de céder leur place aux « autochtones » avant la fin du mois. « Les Blancs qui veulent une autre guerre devraient y réfléchir à deux fois pendant qu'il est encore temps », a ajouté le président.

L'actuel climat de terreur a mis à mal l'agriculture zimbabwéenne. La production céréalière (pour l'essentiel du maïs) a chuté de 67 % par rapport à la dernière récolte suffisante, en 2000. Cette année,

Au Malawi, des stocks de céréales ont été détournés

Le scandale a mis des mois à éclater. Pourtant, dès le début des pénuries, en janvier, le Malawi bruisait de rumeurs affirmant que les réserves de maïs (aliment de base de la population) avaient été pillées. Il aura fallu attendre début août pour que le gouvernement reconnaisse les faits : 167 000 tonnes de maïs, dont 60 000 vendues au Kenya, ont été dilapidées, du fait d'une mauvaise gestion et de la corruption. Le Malawi, qui a été déclaré en état de famine en février, a dû emprunter pour pouvoir importer du maïs. Aujourd'hui, l'Admarc – l'entreprise d'Etat chargée de gérer les stocks – et l'Agence nationale des réserves alimentaires sont officiellement rendues responsables, au moins en partie, de la crise. Pressé par les bailleurs de fonds de prendre des sanctions, le gouvernement a fini par saisir le bureau anticorruption. Une première tête est tombée, celle du ministre... de la réduction de la pauvreté, Léonard Mangulama, qui a été limogé le 30 juillet. D'autres pourraient suivre, dont celle du ministre des finances, Friday Jumbo, qui était directeur général de l'Admarc au moment des faits. – (Corresp.)

face à des besoins d'autoconsommation supérieurs à 2 millions de tonnes, le Zimbabwe ne devrait produire que 750 000 tonnes.

Le déficit sera d'autant plus difficile à combler que le pays manque de devises et que l'Etat s'était arrogé le monopole de l'importation céréalière par le truchement d'un office public, le Grain Marketing Board. Celui-ci n'a autorisé qu'à la fin du mois de juin des opérateurs privés à importer eux-mêmes du grain, provoquant une brutale hausse des prix de vente, de l'ordre de 40 %.

QUOTAS RESTRICTIFS

Cette douloureuse ouverture du marché s'accompagne de l'imposition de quotas restrictifs, totalement incompatibles avec l'ampleur de la crise alimentaire. Ainsi, l'ONG britannique Oxfam n'a-t-elle le droit de faire venir que 10 000 tonnes de céréales par mois.

Cependant, même si le régime en place affame le pays, peut-on sanctionner sa politique en laissant mourir la population ? Poser la question, c'est à l'évidence y répon-

dre, surtout dans un pays déjà en état de moindre résistance : au Zimbabwe, 33,7 % des adultes en âge de travailler sont infectés par le virus du sida, soit le taux de prévalence le plus élevé au monde après celui du Botswana voisin.

« Nous sommes dans l'obligation morale de venir en aide », a récemment reconnu la baronne Valerie Amos, secrétaire d'Etat à l'Afrique du gouvernement britannique, pourtant à couteaux tirés avec le pouvoir de Harare. Lequel, après avoir dénoncé le « sabotage » de sa réforme agraire par l'ex-puissance coloniale, cherche à tirer profit des secours alimentaires.

Au début du mois d'août, les Etats-Unis ont menacé de ne plus faire transiter aucune aide par des organismes publics, à l'instar de l'Union européenne, si leurs secours étaient « exploités politiquement », c'est-à-dire distribués dans les fiefs du régime et soustraits aux partisans supposés de l'opposition. Les Zimbabwéens ne sont pas près de manger à leur faim...

Stephen Smith

Contre la maladie et les rumeurs, Jean Paul II effectue un retour aux sources en Pologne

A Cracovie, le pape devrait plaider pour la fidélité de son pays natal à ses valeurs chrétiennes

CRACOVIE

de notre envoyé spécial

Un voyage du pape en Pologne ne peut ressembler à aucun autre. Même s'il s'agit du huitième retour de Karol Wojtyła dans son pays natal depuis son élection, en 1978, il y est toujours accompagné d'une charge émotive particulière.

A la fois pour des raisons de santé et de fidélité personnelle, l'étape unique de cette nouvelle visite, du vendredi 16 au lundi 19 août, est la ville de Cracovie : l'ancienne capitale royale, près de laquelle il est né (à Wadowice, à une cinquantaine

L'hommage du général Jaruzelski

A la veille de la nouvelle visite du pape en Pologne, le général Wojciech Jaruzelski, à la tête du pouvoir communiste dans les années 1980, aujourd'hui âgé de 79 ans, reconnaît, dans un entretien au quotidien italien *Corriere della Sera* du 15 août, que le pape « a eu raison » dans l'appréciation des événements de l'époque. « J'ai toujours apprécié sa modération, confie-t-il. Même quand il appuyait le syndicat Solidarité, il faisait tout son possible pour éviter que l'on arrive à une confrontation dure ».

L'ancien numéro un polonais rappelle les sentiments de « satisfaction » et d'« inquiétude » qui avaient animé la direction communiste à l'élection du premier pape polonais de l'histoire, le 16 octobre 1978. Il ajoute : « Le pape est resté anticommuniste. Mais, en même temps, il a été un adversaire tenace des maladies du capitalisme : chômage, pauvreté, inégalités sociales. »

de kilomètres) le 20 mai 1920, où il a fait ses études de philosophie, où il se trouvait en septembre 1940 quand les bombes allemandes pleuvaient sur la ville, où il s'est préparé au sacerdoce (clandestinement) sous l'occupation nazie, la ville enfin dont il fut l'archevêque dès l'âge de 44 ans.

Les quatre premiers voyages du pape en Pologne (1979, 1983, 1987, 1991) avaient été autant de coups de boutoir contre un régime communiste à la chute duquel, de l'aveu d'hommes comme Mikhaïl Gorbatchev et le général Wojciech Jaruzelski, Jean Paul II a largement contribué. Avec ses armes à lui : la défense de la vérité contre le mensonge, des droits de l'homme contre l'oppression politique, le soutien ouvert à l'Eglise opposante et au syndicat naissant Solidarité.

Les voyages suivants ont été marqués par un certain désenchantement. Le postcommunisme ne semblait pas à ce qu'avait rêvé Karol Wojtyła. Même si les taux de pratique dans les églises (50 % des Polonais) et de remplissage des séminaires restent largement supérieurs aux moyennes européennes, la Pologne voit fléchir l'influence et la popularité de son Eglise, surgir des modèles libéraux de consommation et de sécularisation accélérée. Mettant fin aux ambiguïtés de la présidence Walesa, les néocommunistes sont au pouvoir depuis 1995.

Ce bref séjour du pape à Cracovie apparaît comme un retour aux sources. Jean Paul II ira se recueillir, au cimetière Rakowicki, sur la tombe de ses parents, et à la cathédrale du Wawel, où Karol Wojtyła fut ordonné prêtre en 1946.

Devant la dégradation de son état de santé, la rumeur a couru que le pape ne prendrait qu'un « aller simple » pour Cracovie et annoncerait en Pologne la « renonciation » à ses fonctions. Certains lui avaient même trouvé un monastère (à Czerna), qu'il avait fréquenté dans sa jeunesse, pour y finir ses jours.

NOUVEAUX VOYAGES

La rumeur a été balayée par des mises au point et l'annonce de nouveaux voyages (Manille, aux Philippines, en janvier), que le pape considère toujours comme étant au cœur de sa mission. Tant qu'il lui restera un minimum de ressources physiques, il continuera, assure son entourage. On le voit mal changer d'avis au lendemain du succès de visites qui, récemment encore, à Toronto (Canada), au Guatemala, au Mexique, ont enflammé des foules. Trois millions de personnes sont attendues à Cracovie pour ce voyage, dont beaucoup pressentent, tout de même, qu'il sera le dernier en Pologne.

La visite du pape n'aura pas qu'une portée sentimentale. Jean Paul II consacra une nouvelle basilique à Lagiewniki, dans la ban-

lieue de Cracovie, célébrera la messe sur l'esplanade de Glonia, promise, dimanche, à accueillir une marée humaine, béatifiera quatre personnes, dont un évêque polonais, Zygmunt Felinski, qui, au XIX^e siècle, a propagé le catholicisme en Russie (ce qui ne va pas apaiser les tensions entre le Vatican et le patriarcat orthodoxe de Moscou).

Avec le peu de forces qui lui reste, le pape plaidera aussi pour la fidélité de la Pologne à ses valeurs historiques et contre la libéralisation des mœurs, au risque d'encourager un militantisme clérical qui, à propos de la légalisation de l'IVG, du « concordat » Eglise-Etat et de l'enseignement de la religion à l'école, a provoqué en Pologne beaucoup d'irritation. Il se prononcera enfin pour l'intégration de son pays natal dans la grande famille de l'Europe occidentale. Si la Pologne est entrée dans l'OTAN en 1999, l'adhésion à l'Union européenne reste la priorité de son gouvernement, dirigé, depuis octobre 2001, par le premier ministre Leszek Miller (SLD, socialiste).

Henri Tincq

Crues en Europe centrale : record historique à Dresde

Les eaux de l'Elbe et du Danube continuent de monter, alors que la Vltava baisse à Prague

LA VLTAVA baisse, mais les eaux de l'Elbe et du Danube ne cessent de monter. Vendredi 16 août, aux premières heures du jour, l'Elbe a franchi un seuil historique en dépassant les 8,77 m de la crue de 1845.

Alors que des bénévoles avaient entassé des sacs de sable toute la nuit, à la lueur des torches, pour protéger le centre historique de Dresde, le célèbre palais du Zwinger et l'opéra Semper, joyau du style Renaissance italienne, étaient atteints par les eaux, qui montaient de près de 4 cm par heure. Avec l'aide des armées allemande et américaine, 30 000 habitants de Dresde – sur 480 000 – ont été évacués, parmi lesquels les patients de plusieurs hôpitaux.

En aval de Dresde, en Saxe-Anhalt et dans le Brandebourg, des milliers d'habitants ont également dû quitter leur domicile pour se mettre à l'abri d'une crue qui a déjà fait 13 morts en Allemagne. Si la montée des eaux se poursuit, quelque 20 000 personnes devront être évacuées de Magdebourg, la capitale de Saxe-Anhalt. Près de Dessau, située au confluent de l'Elbe et de la Mulde, une digue a

cédé, mercredi soir, sans faire de victimes. Dans la ville même, les œuvres du Bauhaus, célèbre école d'architecture et d'art, ont été mises en sécurité.

A Budapest, sur le Danube, le paroxysme de la crue est attendu pour dimanche. Par précaution, quelque 700 habitants ont été évacués d'un quartier exposé. Cependant, les digues de la capitale hongroise étant construites pour faire face à une montée du fleuve de dix mètres, Budapest ne devrait pas connaître le même sort que Prague, largement inondée, mercredi et jeudi, et où de nombreux bâtiments ont été endommagés et des dizaines de milliers de lignes téléphoniques mises hors service. Depuis, le niveau de la Vltava a baissé de 2 m environ.

L'alerte donnée, jeudi, après des fuites de chlore d'une usine chimique, située au nord de Prague, s'est révélée sans fondement, selon les autorités tchèques. Cependant, la préoccupation restait vive pour la Bohême centrale et, surtout, pour Bratislava, la capitale slovaque, où l'acmé de la crue était annoncée pour vendredi après-midi. – (AFP, Reuters.)

Les efforts d'unification du centre gauche sont mis en échec en Turquie

Le rassemblement pro-européen reste à construire

ISTANBUL

de notre correspondante

L'ancien ministre turc de l'économie, Kemal Dervis, a annoncé, jeudi 15 août, qu'en dépit des attentes du public, il n'entrerait pas dans le Parti de la Nouvelle Turquie (YTP), fondé récemment par des démissionnaires de la formation du chef du gouvernement, Bülent Ecevit, et dirigé par l'ancien ministre des affaires étrangères, Ismail Cem. La Bourse, qui souhaite voir M. Dervis jouer un rôle important dans le gouvernement qui sera formé après les élections du 3 novembre, a accusé le coup, chutant de 3,6 %, alors que la livre turque perdait du terrain contre le dollar. L'ancien ministre a cependant amorti le choc en déclarant qu'il poursuivrait ses efforts politiques : « Je continue de croire à l'importance d'unifier le centre gauche. Il faut que cela se fasse, sans quoi une période difficile nous attend en novembre et décembre. »

Entré au gouvernement après la crise financière de février 2001, l'ancien vice-président de la Banque mondiale s'était attelé à la tâche d'assainir et de restructurer l'économie turque avec une détermination et une honnêteté qui lui avaient gagné la confiance des Turcs. Malgré son manque d'expérience politique, il était parvenu à manœuvrer avec habileté pour surmonter la résistance au changement de ses collègues.

Désormais hors du gouvernement et devenu politicien presque malgré lui, Kemal Dervis semble guidé par le même sens d'une mission à accomplir. Le projet qu'il a dans la tête est clair : unifier la gauche, profondément divisée depuis le coup d'Etat de 1980, pour lui permettre d'avoir une influence réelle sur l'avenir du pays et notamment de poursuivre les réformes en vue d'entrer dans l'Union européenne.

A droite de la scène politique, un parti domine clairement : Justice et développement (AKP), dirigé par l'ancien maire d'Istanbul Recep Tayyip Erdogan, est en tête dans les sondages avec 20 % à 23 % des intentions de vote alors que la plupart des partis traditionnels se

situent autour de la limite des 10 % des voix nécessaires pour entrer au Parlement. Bien qu'il rejette l'étiquette d'islamiste en faveur d'un label conservateur, évite soigneusement toute référence à la religion et se déclare en faveur d'une économie libérale, l'AKP est toujours perçu avec méfiance par les institutions étatiques et les marchés financiers.

RIVALITÉS PERSONNELLES

A gauche, en revanche, aucun parti ne se détache clairement, et aucun n'est assuré d'être représenté au prochain Parlement. M. Dervis espérait convaincre ces formations, qui risquent le désastre, de coopérer pour créer un front laïque social-démocrate capable de contrer l'ascension de l'AKP. Mais si le concept est simple, sa mise en application est compliquée par des rivalités personnelles presque insurmontables.

M. Dervis a indiqué qu'il entendait coopérer, sans pour autant le rejoindre, avec le Parti républicain du peuple (CHP), qui, mercredi, a invité ses concurrents de gauche à s'unir sous son toit. « Nous voulons accueillir tout le monde au sein du CHP », a déclaré son dirigeant, Deniz Baykal : « Abandonnons les politiques auxquelles nous sommes habitués. » M. Baykal a, dans le passé, largement contribué à la fragmentation de la gauche et son parti n'a pas obtenu de sièges au Parlement lors du scrutin de 1999. Le dirigeant du CHP peut aujourd'hui se montrer plus ouvert à l'unification car son parti, fondé par Mustapha Kemal Atatürk, le père de la Turquie moderne, est le mieux établi des partis de gauche. Le Parti de la Nouvelle Turquie n'avait cependant pas répondu à son invitation.

Kemal Dervis n'a pas encore baissé les bras. Il a cependant indiqué que, si son projet échouait, il envisageait de retourner à une carrière universitaire. Mais jusqu'au 11 septembre, date limite pour le dépôt officiel des candidatures, n'est encore joué.

Nicole Pope



HOGAN



Les Palestiniens ne doivent pas riposter « aux attaques barbares par des actes du même genre »

L'attentat du 31 juillet a suscité la colère du président de l'université de Bir Zeit. Un rescapé du drame témoigne « sans haine »

JÉRUSALEM
correspondance

L'attentat qui, le 31 juillet, a fait neuf morts à l'université hébraïque du Mont Scopus à Jérusalem, a été publiquement critiqué par le président de l'université palestinienne de Bir Zeit, Han-

dit-il ne doivent pas « perdre leur humanité ».

Dans sa chambre d'hôpital à Jérusalem, Dror Sullaper, ce jeune étudiant franco-israélien très gravement blessé lors de l'attentat est désormais sauvé. Le 31 juillet, il était à la cafétéria de l'université

des rues escarpées de Jérusalem et utilisait de moins en moins le bus. Quand il devait le prendre, il s'arrangeait pour voyager aux heures creuses. Il s'était inscrit dans une auto-école, afin de ne plus être dépendant des transports en commun.

« JE REVIENS DE TRÈS LOIN »

Dror Sullaper, 31 ans, est resté onze jours dans l'unité de soins intensifs. Un boulon a traversé son œsophage. Le souffle de l'explosion a partiellement comprimé ses poumons et la déflagration endommagé son ouïe. Il a aussi une double fracture à la jambe droite.

« Je reviens de très loin, j'ai eu une chance énorme », dit-il assis, dans son fauteuil d'hôpital, tous jours relié à quelques tuyaux. Il a hâte de quitter les lieux, mais il est « très anxieux » de l'après. « Je ne sais pas comment sera ma vie. Comment je vais affronter le quotidien ? Quelles seront les séquelles physiques et psychologiques ? », dit-il, le regard inquiet.

Seule certitude, il ne changera pas d'opinion politique. Membre du parti de gauche Meretz, militant actif du mouvement la Paix maintenant depuis des années, Dror était et reste convaincu qu'Israël doit se retirer des territoires occupés. C'est pour lui une « question de morale, d'éthique. Mais, ajoute-t-il, je ne me fais pas

d'illusion, la fin de l'occupation ne signifiera pas la fin des problèmes ».

Pragmatique, Dror a fait sa période de réserve militaire au mois de mai, à la frontière nord du pays. S'il le fallait, il accepterait sans doute de servir dans les territoires occupés. « A partir du moment où les Palestiniens, et pas seulement les islamistes, s'attaquent à des civils en Israël, je crois que je serai d'accord pour être posté à un barrage. C'est un sale boulot, mais après tout il s'agit d'empêcher les terroristes de passer. »

Mais dans l'immédiat, Dror, épuisé, est surtout préoccupé de sa santé. Est-ce qu'il entendra à nouveau normalement ? Est-ce que ses poumons vont retrouver leur fonctionnement normal ? Sa jambe le « handicape », mais le préoccupe moins. Son moral fluctue au gré des améliorations et rechutes de son état de santé.

« C'est long. On pense que ça va mieux, et puis tout à coup, il régresse », explique Danièle, sa mère, à bout de fatigue. Ses parents sont arrivés de France le lendemain de l'attentat. Pensant à ceux qui ont commis ce crime, Danièle murmure, la voix cassée par l'émotion : « en tout cas, ils me l'ont bien abîmé ». Et elle ajoute : « mais, il n'a pas de haine, pas de rancœur. Moi non plus d'ailleurs. »

Catherine Dupeyron

Des proches des victimes du 11 septembre portent plainte

WASHINGTON.

Des familles de victimes des attentats antiaméricains du 11 septembre 2001 ont porté plainte, jeudi 15 août, contre des « financiers » présumés d'Al-Qaïda. Ils accusent huit particuliers – dont trois princes saoudiens –, sept banques étrangères, huit organisations et fondations caritatives islamiques, deux entreprises et le gouvernement soudanais, de financement du réseau islamiste terroriste d'Al-Qaïda. Ci-contre, leur avocat Ron Motley (photo), lors d'une conférence de presse, jeudi 15 août, à Washington. Les plaignants, qui sont de sept nationalités différentes, demandent des dommages et intérêts excédant 100 000 milliards de dollars. Les trois princes saoudiens visés sont le ministre de la défense, Sultan Ben Abdel Aziz, l'ancien chef des services de renseignements, Turki Al-Fayçal Al-Saoud et le directeur de la Faisal Islamic Bank, Mohammad Al-Fayçal Al-Saoud. « Les terroristes étaient fautifs, mais ceux qui les ont aidés, encouragés et permis de commettre cet acte le sont encore plus », a déclaré Matthew Sellito, père de l'une des victimes, lors d'une conférence de presse. – (Reuters.)



AFP/LUKE FRAZZA

Ne pas confondre « résistance et terrorisme »

« La dernière attaque contre le campus de l'université hébraïque de Jérusalem ne peut en aucune manière être justifiée. Plus précisément, il est inadmissible de justifier de telles attaques », écrit Hanna Nasser, le président de l'Université de Bir Zeit, en Cisjordanie, dans un article publié par le quotidien palestinien en langue arabe *Al Ayyam*. S'adressant à ses concitoyens, il ajoute : « Prendre pour cible des civils innocents, qu'il s'agisse d'ennemis, ou de [membres] d'une religion ou d'une race différentes, est intolérable d'un point de vue moral et religieux. L'attaque contre l'université (...) était une riposte à la dernière agression commise par Sharon à Gaza (...), qui a fait quinze morts, dont neuf enfants. Quoi qu'il en aille, nous ne devons en aucune manière riposter aux attaques barbares de notre oppresseur par des actions similaires. La lutte nationale palestinienne doit rester irréprochable et pure et doit refléter la justesse de notre cause. La définition la plus adéquate du terrorisme fait référence à des actes qui engendrent la mort de civils innocents. Un large fossé sépare la résistance du terrorisme », souligne M. Nasser.

na Nasser. S'adressant à ses compatriotes, parce que les choses en sont arrivées à un point où selon lui il n'est plus possible de se taire, Hanna Nasser estime que de tels actes sont totalement injustifiables et que les Palestiniens « ne doivent en aucun cas riposter aux attaques barbares de l'opresseur israélien par des actes du même genre ». Les Palestiniens,

lorsque l'engin de mort, déposé dans un coin, a sauté. « Ma première réaction a été de ne pas y croire. J'ai pensé : " C'est pas vrai, ça ne m'arrive pas à moi, pas ici " », confie-t-il. Dror – Franck pour ceux qui le connaissent en France – pensait que le danger guettait uniquement dans la rue et, comme tous les Yérosalémiteins, il avait peur d'un attentat. Prudent, il arpente

M. Bush pourrait lier l'aide à l'Égypte à la question des droits de l'homme

WASHINGTON. L'administration américaine va refuser toute aide supplémentaire à l'Égypte pour protester contre la condamnation du militant des droits de l'homme Saad Eddine Ibrahim et contre le sort réservé aux associations qui luttent pour la démocratie, a rapporté, jeudi 15 août, le *Washington Post*. Un responsable de la Maison Blanche, que le *Post* n'identifie pas, assure qu'à cause de l'affaire Ibrahim, il est « impossible » que Washington envisage une aide additionnelle à l'Égypte. Le président George W. Bush en avertira prochainement par écrit le chef de l'Etat égyptien, Hosni Mubarak, ajoute ce responsable. Les programmes d'aide déjà en cours seront en revanche maintenus. La décision de M. Bush de critiquer M. Mubarak et de lier l'aide économique au respect des droits de l'homme, note le *Post*, représente un tournant notable dans la politique américaine à l'égard d'un allié de longue date, considéré comme essentiel dans le cadre des efforts visant à régler le problème israélo-palestinien et à renverser le régime irakien. M. Ibrahim, qui a la double nationalité égyptienne et américaine, a été condamné le 29 juillet à sept ans de prison. – (AFP.)

Un protocole de paix a été conclu entre la RDC et l'Ouganda

LUANDA. Après deux jours de négociations, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Ouganda, en guerre depuis quatre ans, ont annoncé, jeudi 15 août à Luanda (Angola), la « normalisation » de leurs relations et le retrait immédiat des troupes ougandaises encore présentes sur le sol congolais. Selon le chef de la diplomatie ougandaise, James Wapakabulo, il ne resterait plus 1 200 soldats de Kampala sur le sol congolais. Le ministre ougandais a souligné qu'en contrepartie de leur départ, la RDC devait garantir « la sécurité à [la] frontière commune » entre les deux pays. Il y a deux semaines, un accord similaire a été signé, en Afrique du Sud, par les présidents de la RDC et du Rwanda. Ce nouvel accord de paix bilatéral, cette fois négocié grâce à la médiation de l'Angola, confirme les efforts pour une sortie diplomatique du conflit au Congo, une guerre régionale qui a débuté en août 1998. – (AFP, Reuters.)

Un haut responsable du génocide rwandais transféré auprès du TPIR



ARUSHA. A la suite de son arrestation en Angola, l'ancien chef d'état-major de l'armée lors du génocide de 1994 au Rwanda, le général Augustin Bizimungu (photo), a été transféré, mercredi soir 14 août, auprès du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). L'ex-patron des Forces armées rwandaises (FAR), qui avaient perpétré en cent jours, avec les milices Interahamwe,

le massacre de près d'un million de Tutsis et de Hutus modérés, a été incarcéré à la prison du TPIR à Arusha (Nord de la Tanzanie), siège de cette juridiction *ad hoc* de l'ONU. Il fait l'objet de dix chefs d'accusation, dont « planification de génocide » et crimes contre l'humanité. Le général Bizimungu est le premier, parmi les neuf principaux suspects de génocide désignés par le gouvernement des Etats-Unis dans sa campagne Programme pour la paix, à être incarcéré. Il avait été nommé à la tête des FAR juste après l'assassinat du président rwandais, Juvénal Habyarimana, dont la mort, le 6 avril 1994, avait été l'élément déclencheur du génocide. – (AFP.)

Géorgie : Moscou veut faire fermer la « représentation » tchéchène

MOSCOU. Dernier épisode en date des tensions entre la Russie et la Géorgie : Moscou a demandé, jeudi 15 août, à Tbilissi de « mettre un terme à l'activité illégale de la représentation de la Tchétchénie » en Géorgie, a annoncé le ministère russe des affaires étrangères. « La représentation finance les terroristes, organise les livraisons d'armes, enrôle des mercenaires, soigne les rebelles blessés et assure leur transit vers des pays tiers, ce qui contredit la résolution antiterroriste 1373 de l'ONU », accuse le ministère dans un communiqué. Le regain de tension dans les relations russo-tchéchènes est consécutif à l'incursion récente en Tchétchénie de rebelles tchéchènes venus de Géorgie. Cette incursion a fait huit morts parmi les militaires russes. – (AFP.)

Fadwa Barghouti, ambassadrice des prisonniers palestiniens en Israël

RAMALLAH

de notre envoyé spécial

Marouane Barghouti était déjà, avant son arrestation en avril par l'armée israélienne, extrêmement populaire auprès des activistes de l'Intifada et de la jeunesse palestinienne. Emprisonné, accusé, mercredi 14 août, par un tribunal de Tel-Aviv de « meurtres » et de « participation à une organisation terroriste », le chef en Cisjordanie du Fatah – le parti de Yasser Arafat – est devenu un emblème de l'insurrection palestinienne.

A Ramallah, aussi bien qu'au cours d'incessants voyages à l'étranger, son épouse, Fadwa Barghouti, a pris la tête du Comité de défense de celui que l'armée et la justice israéliennes accusent d'être le véritable chef des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, un groupe armé issu du Fatah et responsable d'attentats en Israël. Le journal israélien de gauche *Haaretz* a récemment consacré à M^{me} Barghouti, avocate de profession, un portrait spectaculaire, intitulé « La Winnie Mandela de Cisjordanie ». S'il paraît prématuré d'envisager qu'elle devienne elle-même une figure populaire, Fadwa Barghouti veille à défendre ardemment, au-delà du cas de

son mari, la cause des Palestiniens détenus en Israël.

MAROUANE ÉRIGÉ EN SYMBOLE

« L'affaire de Marouane est un symbole, raconte-t-elle, parce qu'Israël va transformer son procès en un jugement de l'Intifada et parce qu'à travers lui, homme politique populaire, nous pouvons prêcher en Europe et dans les pays arabes la défense des autres prisonniers politiques palestiniens. » Fadwa Barghouti revient justement d'un voyage en Egypte, en Syrie et en Jordanie, où « les gens [l']arrêtaient dans la rue pour dire

leur sympathie pour Marouane ». Elle était auparavant en Europe, notamment en France. Elle s'envolera la semaine prochaine pour l'Afrique du Sud, afin de rencontrer Nelson Mandela, qui souhaite, selon elle, « afficher sa solidarité avec les prisonniers palestiniens ».

En quatre mois, Fadwa Barghouti n'a pu rencontrer son époux détenu qu'une seule fois, au mois de juillet.

« Il semblait très fatigué, il avait mal au dos, aux jambes et aux mains. Il m'a affirmé avoir été torturé. Il m'a raconté que, le premier

Demande de libération de M. Barghouti

Les dirigeants palestiniens, réunis jeudi 15 août à Ramallah (Cisjordanie) autour du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, ont vigoureusement dénoncé, dans un communiqué, le procès intenté par Israël à Marouane Barghouti, le responsable du Fatah en Cisjordanie. Ils ont réclamé des pressions internationales pour en obtenir l'annulation.

La veille, lors d'une rencontre avec des responsables israéliens, le négociateur palestinien Saëb Erakat avait, selon ses dires, demandé la libération de Marouane Barghouti. « Nous avons demandé la libération immédiate de tous les détenus palestiniens, notamment les membres des forces de sécurité et les responsables politiques, dont Marouane Barghouti, membre du Conseil législatif, et Abdel Rahim Malloud, membre du Comité exécutif de l'OLP », a déclaré, jeudi, M. Erakat.

« Nous avons fait valoir la nullité du procès intenté à M. Barghouti », a ajouté le ministre palestinien des collectivités locales, qui a contesté à Israël « tout droit de juger » M. Barghouti. – (AFP.)

Rémy Ourdan

Les essais nucléaires français en accusation à Hiroshima

Des témoins réclament la reconnaissance des irradiations liées aux tirs au Sahara et en Polynésie

TOKYO

correspondance

Ils sont six à avoir fait le voyage à Hiroshima : un Algérien, trois Polynésiens et deux Français de métropole. Représentants de diverses associations, ils sont venus témoigner devant le Congrès mondial contre la bombe nucléaire, qui se tient chaque année à l'initiative de l'organisation japonaise Gensuikin, des conséquences des essais français au Sahara et en Polynésie.

C'est la première fois que les irradiés des essais nucléaires français parlent à Hiroshima : « C'est très important, car c'est la première fois que nous sommes tous présents, Polynésiens, Algériens et Français de métropole, qui plus est sur un lieu aussi symbolique », dit Bruno Barriol, directeur de l'Observatoire des armes nucléaires et auteur du livre *L'Héritage de la bombe, Polynésie, Sahara : 1960-2002* (Ed. CDRPC, janvier 2002). Selon la municipalité d'Hiroshima, la bombe lâchée sur la ville le 6 août 1945 a fait, à ce jour, plus de 225 000 morts.

De « Gerboise bleue », premier essai français à Reggane, au Sahara, en 1960, au dernier tir de 1996

dans les profondeurs de l'atoll de Fangataufa, en Polynésie, la France a effectué 210 essais nucléaires, dont 45 atmosphériques.

« Le Centre d'expérimentation nucléaire a construit sur mon île un abri antiatomique où la population était enfermée en moyenne trois jours pendant les essais atmosphériques. Je me souviens, étant enfant, l'armée nous donnait des bonbons et des chocolats. Au sortir de l'abri, après trois jours, l'armée nous distribuait de l'eau de pluie provenant des citernes. Était-elle potable ? Je me pose la question. A la fin de chaque tir, les adultes recevaient 1 500 francs et des gallons de vin. Ils étaient payés après chaque tir aérien. Pourquoi ? », a raconté Etienne Tehumu, habitant de l'atoll de Tureia, situé à 100 km de Mururoa, et membre de l'Association Mururoa e tatou (Mururoa et nous). Plusieurs membres de sa famille, parmi ses enfants et ses proches parents, ont présenté des séquelles. Son père, employé par le CEA à photographier les nuages radioactifs, est décédé d'un cancer du poumon.

Au Sahara, de 1960 à 1967, les

essais étaient pratiqués dans le secret : officier de l'armée algérienne, Mohammed Bendjebar a dirigé de 1967 à 1971 un groupe de techniciens chargé de nettoyer différents sites : « Nous n'étions pas informés des risques au-delà du point zéro. J'ai mis en danger beaucoup de gens : certains sont morts. Quant aux populations, le gouvernement français avait décrété la zone désertique. Le désert absolu, ça n'existe pas ! Il y a tout un chapelet d'oasis avec des agriculteurs qui vivent en autarcie », dit M. Bendjebar, 65 ans, qui a été reconnu invalide à 100 % en 1974, suite à la contamination qu'il a subie. « Je n'ai rien à réclamer personnellement. C'est plus un devoir d'histoire que de réclamation. Si l'histoire est tronquée au départ, c'est foutu », poursuit-il.

PROPOSITION DE LOI

Au Sahara comme en Polynésie, la France n'a jamais reconnu les conséquences sanitaires de ses essais, jugés « particulièrement propres ». « C'est ce qu'affirme encore le récent rapport [janvier 2002] de l'Office parlementaire de l'évaluation des risques scientifiques et tech-

nologiques, malgré les témoignages fournis par les vétérans français, alors que, depuis longtemps [1988], les vétérans des essais nucléaires américains ont obtenu du Sénat une loi reconnaissant officiellement le lien avec le service d'une liste de 25 maladies pouvant être radio-induites », a rappelé à Hiroshima le docteur Jean-Louis Valat, président de l'Association des vétérans des essais nucléaires français (Aven).

Sur les 271 dossiers de vétérans rassemblés par l'Aven, le taux d'incidence du cancer approche les 30 %, contre 17 % pour la population française. Dans leur appel d'Hiroshima, les associations et les organisateurs japonais demandent au gouvernement français de mettre sa législation au diapason des autres puissances nucléaires, en décontaminant les zones concernées et en assurant un suivi médical des vétérans, des travailleurs et des populations susceptibles d'avoir été contaminés. Les associations ont déposé une proposition de loi à l'Assemblée nationale le 24 juillet et militent pour qu'elle soit discutée.

Brice Pedroletti

FRANCE - SOCIÉTÉ

L'OPPOSITION

La défaite de **LIONEL JOSPIN** à l'élection présidentielle, son retrait de la vie politique et l'échec de la gauche plurielle aux législatives ont laissé les socialistes face au chantier de la reconstruction. **LE CONGRÈS**

DU PS, prévu en mai 2003, est dans toutes les têtes. D'ici là, chacun compte ses troupes et prépare ses arguments. Laurent Fabius, numéro deux du Parti, et Dominique Strauss-Kahn veulent incarner la tendan-

ce **LIBÉRALE** et « **MODERNE** ». Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon tentent d'occuper l'espace de la gauche, au risque de faire éclater la Gauche socialiste. De son côté, Arnaud Montebourg tente de

constituer un courant centré sur les questions constitutionnelles. Face à cette effervescence, François Hollande, qui jouera sa place à la tête du parti, essaie de ménager toutes **LES TENDANCES**.

Sans attendre, le PS ouvre le chantier de sa reconstruction

L'initiative lancée par Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon pour ancrer le Parti socialiste à gauche a donné un coup d'accélérateur au « grand débat » souhaité par François Hollande dans la perspective du congrès de mai 2003. Etat des lieux avant travaux

LES SOCIALISTES ont dix mois, jusqu'au congrès du printemps 2003, à Dijon, pour préparer la « reconstruction » d'un parti encore ébranlé par les défaites électorales des mois d'avril et juin. D'ici là, l'université d'été du PS (du 30 août au 1^{er} septembre, à La Rochelle) donnera l'occasion aux différentes « familles » socialistes de crever l'abcès de la défaite de Lionel Jospin à l'élection présidentielle.

Si la session extraordinaire du Parlement et la parenthèse du mois d'août ont calmé le jeu, cha-

Finale, la nomination – sur une suggestion de Martine Aubry – de M. Fabius numéro deux du parti a permis de sortir de la crise. Depuis, l'ancien ministre de l'économie se fait discret. A la tête du courant le mieux structuré du PS, il semble décidé à surveiller le débat de loin, tout en veillant à préserver une ligne de gauche libérale. « Je ne crois pas qu'il souhaite se compter dans un congrès », a déclaré au Monde François Hollande. Son destin, et il ne s'en cache pas, se jouera en 2007, au moment de la présidentielle.

► **Dominique Strauss-Kahn** et les « modernes ». Membre depuis le 29 juin du secrétariat national du PS, Dominique Strauss-Kahn a ouvert le feu du débat interne en diffusant, à la mi-juillet, une première contribution (*Le Monde* du 18 juillet). L'animateur du courant Socialisme et démocratie, qui compte 43 membres sur 204 au conseil national, y prônait « un congrès de clarification » et une « remise à plat des vraies convergences et des réelles divergences » au sein de son parti.

Dans un entretien au Monde, l'ancien ministre des finances, qui dispose du soutien des « modernes » du parti, tels Pierre Moscovici ou Jean-Christophe Cambadélis, exprimait son envie d'en finir avec « une gauche française prisonnière d'une vision étatique et jacobine » et de « réconcilier les couches populaires et la modernité ». « Nous devons, estimait-il par ailleurs, répondre à l'avance stratégique que la droite a prise avec la création de l'UMP. (...) La réflexion devra avancer sur un grand parti de toute la gauche. »

Utopia, contre « la société du travail »

Un nouveau groupe politique, Utopia, a décidé d'apporter sa pierre à la reconstruction du Parti socialiste. Animé par un secrétaire de la fédération du Parti socialiste de l'Ain, Franck Pupunat, il compterait entre 250 et 300 militants, la plupart trentenaires, et ambitionne de « défendre un projet de société, un idéal, fondé sur le lien social et la citoyenneté ».

Il rejette aussi la « société du travail », « par nature aliénante », qui est « au cœur de la société capitaliste que nous combattons ». Afin de « réduire l'emprise du travail », Utopia propose que la notion de protection sociale ne soit plus « quasi exclusivement liée à celle de salariat » et se prononce pour « une nouvelle baisse de la durée légale du travail « sans diminution de salaire ».

Le groupe va encore plus loin sur la retraite, en suggérant que « les droits à la santé et à une fin de vie décente » soient pris en charge par l'ensemble de la société, l'impôt se substituant aux cotisations sociales à travers « une taxe assise sur la création de richesses financières des entreprises ».

que chef de courant fourbit désormais ses armes en prévision des rencontres de La Rochelle. Le « grand débat », que le premier secrétaire du PS, François Hollande, appelle de ses vœux en prévision du congrès de 2003, paraît déjà largement entamé.

► **Laurent Fabius**, objectif 2007. La crise liée à la place occupée par Laurent Fabius dans la hiérarchie du parti, qui a éclaté au lendemain des élections législatives, a été désamorcée. A l'ancien ministre de l'économie, qui convoitait la présidence du groupe PS à l'Assemblée, François Hollande, par souci d'apaisement, avait offert le poste de porte-parole, provoquant une levée de boucliers de la gauche du PS, notamment des amis d'Henri Emmanuelli ou de la Gauche socialiste.

Dans un entretien publié vendredi dans *Le Figaro*, Jean-Marie Bockel, maire de Mulhouse, appelle « Strauss-Kahn et Fabius à se retrouver », pour empêcher l'aile gauche du parti de « devenir majoritaire ».

► **Henri Emmanuelli**, à gauche toute. Très remonté contre la nomination de M. Fabius au poste de numéro deux du PS, Henri Emmanuelli a mis à profit la période estivale pour amorcer les grandes manœuvres en vue d'un rapprochement avec la Gauche socialiste (GS), divisée et en proie à une guerre des chefs que les défaites électorales ont exacerbée.

Un nouveau tandem, formé par Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon, ancien ministre délégué à la formation professionnelle du gouvernement Jospin et porte-parole de la Gauche socialiste, a avancé ses pions dans une tribune cosignée dans *Le Monde* (daté 13 août). Ils s'y réclament d'une « ambition globale » pour la gauche en s'appuyant sur « les mouvements sociaux » et « les pratiques militantes » et dénoncent, en filigrane, « mensonges », « duperie » et « erreurs démagogiques » en matiè-



re notamment de politique sociale et économique, responsables, selon eux, de l'échec des socialistes. Ils y appellent aussi, dans la perspective du congrès du PS, à « construire une convergence idéologique et militante de toute la gauche ». Cette initiative commune a provoqué la colère des deux autres animateurs « historiques » de la

GS, le député de l'Essonne Julien Dray, et l'ancienne ministre du logement Marie-Noëlle Lienemann.

« On ne peut pas renouer avec la victoire en comptant uniquement sur la lassitude des électeurs face à la droite ou l'automatisme des alternances, nous a déclaré Henri Emmanuelli. Il nous faut renouer

avec les mouvements antiglobalisation et les associations. Le plus dangereux pour le PS, c'est la dépolitisation. » M. Emmanuelli espère désormais voir Martine Aubry et ses troupes se joindre à sa démarche.

► **Arnaud Montebourg** fédère les « ex ». Le député de Saône-et-Loire Arnaud Montebourg s'est présenté, en juin, à la présidence du groupe PS à l'Assemblée nationale. Avec un certain succès, même si Jean-Marc Ayraut, député et maire de Nantes, l'a emporté par 85 voix contre 35. Après avoir décliné l'invitation de François Hollande à siéger à la commission officielle de préparation du congrès, il tente à présent de sortir du piège d'une querelle « stérile », droite contre gauche, « où, dit-il, les adversaires se sont mutuellement choisis ».

Son objectif : présenter au congrès une motion centrée sur la réforme des institutions. « Un texte-caravane, dit-il, amendé et rectifié par ses différents lecteurs. » Le leader de la Convention pour la VI^e République (C6R), décrit par ses amis comme « l'incarnation de la protestation vis-à-vis de la direction du PS », tente de constituer son courant, composé de personnalités d'horizons divers : ex-jospinistes, ex-rocardiens, ex-fabiusiens. Manuel Valls, député de l'Essonne, et François Rebsamen, le

maire de Dijon, l'ont rejoint. Vincent Peillon s'appête à quitter son poste de porte-parole du PS pour faire de même. Ses amis rêvent de réunir entre 15 % et 25 % des voix des militants sur sa motion. Pour y parvenir, M. Montebourg s'appête à écumer « toutes les fêtes de la Rose ».

► **François Hollande** en équilibre. Face à cette effervescence, François Hollande, qui joue sa place à la tête du parti, essaie de ménager toutes les tendances. Au risque des critiques : « trop virevoltant » pour Henri Emmanuelli, « incarnation du marais » pour Jean-Marie Bockel. Le premier secrétaire du PS tente, lui aussi, d'organiser ses troupes en soignant en priorité la base, à laquelle il promet « un large débat ».

Plusieurs secrétaires de fédération, emmenés par Khader Aris, le premier fédéral de Haute-Garonne, souhaitent prendre une part plus active dans la direction du PS ; François Hollande est prêt à leur donner raison. Dénonçant les « postures » de ses rivaux, le numéro un du PS entend proposer aux militants un « large débat sur l'Europe, les institutions, le social, la mondialisation, le projet éducatif et le service public ». Chaque tendance devrait s'y retrouver.

Christine Garin et Philippe Ridet

Les dissensions resurgissent au sein de la Gauche socialiste

JULIEN DRAY ne voit pas « l'intérêt de lancer ce genre de débat » au milieu du mois d'août. Marie-Noëlle Lienemann juge « prématurée » « l'initiative personnelle » du troisième dirigeant de la Gauche socialiste, Jean-Luc Mélenchon, d'un rapprochement avec Henri Emmanuelli, amorcé par la signature commune d'une tribune dans *Le Monde* du 13 août. Leur proposition de fusionner les deux courants minoritaires constituant la « gauche » du PS n'est en tout cas pas neuve.

En novembre 2000, au congrès de Grenoble, des tractations avaient été menées à l'initiative de M. Dray afin d'organiser une fusion. Regroupés, les deux courants minoritaires, qui réunissent 27 % des suffrages des militants, auraient pu constituer le premier courant du parti. M. Emmanuelli avait alors fini par refuser la main tendue par M. Dray et ses amis, pour privilégier la « synthèse » avec la majorité du PS, portée par François Hollande.

L'histoire se répète. Mais, cette fois, c'est M. Emmanuelli qui a fait le premier pas en annonçant, le 4 août, dans le *Journal du dimanche*, « des initiatives communes, à la rentrée,

avec la Gauche socialiste ». Ses propositions pourraient se concrétiser, les 29 et 30 septembre, lors de rencontres à Argelès-sur-Mer.

« Il n'y a pas urgence », a rétorqué M. Dray, furieux de découvrir dans *Le Monde* qu'un accord entre MM. Emmanuelli et Mélenchon était scellé. « Nous sommes dans une situation de recomposition de la gauche. On doit la jouer dans une logique majoritaire, pas minoritaire et sectaire. Cette initiative, estime-t-il, enferme chacun dans sa posture, alors que nous avons, au contraire, obligation aujourd'hui de rebattre les cartes en écoutant et en ouvrant au maximum. »

SÉRIEUSES MISES AU POINT

Cette passe d'armes entre deux des animateurs de la Gauche socialiste – tous deux membres, comme M^{me} Lienemann, du secrétariat national du PS –, prolonge le différend qui les avait opposés, au Conseil national du 29 juin, sur l'opportunité d'un « retour dans l'opposition » du parti prôné par M. Mélenchon. L'ancien ministre délégué à la formation professionnelle s'était alors résigné à rejoindre la direction du PS, tout en se fixant la mission de

« convaincre cette masse de bourrins » de la majorité... (*Le Monde* du 2 juillet).

L'université d'été de la Gauche socialiste, qui se tiendra à la fin du mois à Nantes, une semaine avant celle du PS à La Rochelle, devrait être l'occasion de sérieuses mises au point. Parce que le chantier de la reconstruction de la gauche est ouvert, M. Dray et M^{me} Lienemann plaident pour l'abandon de « l'optique minoritaire, pour un débat ouvert et une mutation collective », tandis que M. Mélenchon ne veut pas renouveler « l'erreur de Grenoble ».

« Sur le fond, argumente M^{me} Lienemann, nous sommes largement d'accord avec Henri Emmanuelli, mais il ne faut surtout pas figer les choses avant le congrès de 2003. Au moment où nous sommes en train de tirer les leçons de l'échec à la présidentielle, ce n'est sûrement pas la bonne stratégie. » « Il faut un ralliement plus large, poursuit-elle, que la simple addition de nos voix respectives. Ne nous privons pas, en nous marginalisant, de la chance historique que nous avons de marginaliser l'aile droite du parti. »

Ch. G.

Pierre Mauroy, en vieux sage, prône « une refondation »

Ce partisan d'un « grand parti social-démocrate » reste marqué par la défaite de Lionel Jospin

À 74 ANS, Pierre Mauroy se complait plus que jamais dans la posture du vieux sage de la gauche, décidé à contribuer à la « rénovation » du PS. « Je souhaite une refondation pour reconstituer un grand parti social-démocrate de la gauche », nous déclare-t-il. Fort de ses cinquante-six années de militantisme et de son expérience de premier ministre de François Mitterrand en 1981, il siège toujours au bureau national du PS, qu'il continue à appeler – à l'ancienne – « bureau exécutif ». « Je suis à un poste d'autorité et d'influence qui me permet de

passionné par la décentralisation !, note-t-il, relevant les parentés avec le premier ministre. On est tous les deux des provinciaux, et l'on ne sort pas de l'ENA. » Cet été, M. Mauroy va relire les 500 pages du manuscrit de ses Mémoires, confié à l'imprimeur, et qui sortira en octobre. La campagne présidentielle de 2002, à laquelle il a participé comme toutes les précédentes depuis 1965, reste proche. Il raconte : « J'ai fait une réunion tous les soirs. J'avais un mal de chien pour faire applaudir le programme. Même le nom de Lionel Jospin... Je voyais que ça ne gazait pas. »

« ON AVAIT UN BOULEVARD ! » L'ancien premier ministre égrenait alors les « réformes de gauche » de « Lionel », des 35 heures à la couverture-maladie universelle. « Les classes moyennes applaudissaient, mais les classes populaires restaient en retrait, se désolent-ils. Le pouvoir d'achat, c'est là où le bât blessait. Pas de sous ! » M. Mauroy se remémore le premier meeting, enthousiaste, de M. Jospin à Lille le 7 mars. « Là, j'y croyais ! J'étais persuadé que son bilan était très bon. Après, ça a commencé à clocher. »

Quand, entré en campagne, M. Jospin déclare que son projet

n'est « pas socialiste », « je me suis dit, confie-t-il, "Il fait la même bêtise que Mitterrand en 1988". Il a fait tout de suite une campagne de second tour ». Le 19 mars, au conseil politique, M. Mauroy gronde de gentiment : « Lionel, on a l'impression que c'est un programme médiatique. On ne parle pas assez des travailleurs. Il faut rassurer notre base sociale. » Il n'est pas entendu, pas plus sur l'Europe ou sur la décentralisation. « On avait un boulevard ! »

A aucun moment M. Mauroy ne critique M. Jospin de front, répétant que sa stratégie « reste valable ». « On était en vol, épilogue-t-il, avec un pilote, un équipage, un plan de vol, et, tout d'un coup, il y a eu un décrochage. » Encore aujourd'hui, il justifie le départ de M. Jospin au soir du 21 avril : « Ceux qui pensaient qu'il pouvait faire autre chose ne connaissaient pas Lionel. Au milieu de cette tragédie, cela ne manquait pas de panache. » Cette tragédie, c'est aussi le score de Jean-Marie Le Pen, notamment dans le Nord. « Dans ma région, le FN en tête c'était épouvantable ! », dit-il encore, les yeux embués de larmes.

Pendant la campagne législative, M. Mauroy n'a aucune illusion, mais il volera au secours de Fran-

çois Hollande. Et, au lendemain de la défaite, il se désolera d'apprendre que Laurent Fabius pourrait devenir porte-parole du PS : « Ce n'était pas ça qu'il fallait faire. Je me suis dit : "Si Fabius est porte-parole, le premier secrétaire est fusillé." » A la Fondation Jean-Jaurès, qu'il préside, il reçoit alors M. Fabius en tête à tête et l'encourage à accepter d'être numéro deux du parti.

« On n'a pas besoin de reconstituer les courants, plaide-t-il. L'heure n'est pas à la dispersion, mais au rassemblement. » Le sénateur du Nord souhaite, pour le congrès du PS, que « le mouvement vienne d'en bas ». « Il faut, dit-il, rénover, transformer, adapter, mais pas tout foutre en l'air ! Il ne s'agit pas de tout détruire pour ensuite reconstruire. En 1971 [à Epinay], on n'avait pas tout foutu en l'air ! »

La feuille de route lui semble tracée : le PS « doit réussir son congrès », « se rassembler » autour de M. Hollande, rester, à gauche, « la force dominante », sans « arrogance » à l'égard d'alliés qui, « chacun dans sa chacunière », ont aussi à se reconstruire. Son « grand parti social-démocrate de la gauche » naîtrait ensuite d'états généraux.

Michel Noblecourt

“ La nouvelle S-Type est encore plus extraordinaire que l'ancienne. Sincèrement... Venez l'essayer. ”

Jean-Yves Royer, Chef des ventes

Nouvelle Jaguar S-Type

ADAM CLAYTON
77 AVENUE PIERRE GRÉNIER
92517 BOULOGNE CEDEX
01 46 10 99 77

Le roi de la performance JAGUAR

Le secrétaire d'Etat aux personnes âgées assure que l'APA sera financée « sans hausse de charges »

Quatre scénarios sont envisagés par Hubert Falco

TOULON

de notre correspondant
« L'allocation personnalisée d'autonomie [APA] est une bonne mesure sociale que nous ne remettrons pas en cause, quoi qu'on en dise ici ou là. » Hubert Falco martèle son propos avec conviction. Mais le secrétaire d'Etat aux personnes âgées se dit également conscient de « la nécessité de trouver 1 milliard d'euros qui font aujourd'hui défaut pour financer cette mesure ».

Moyennant quoi, M. Falco met la dernière main à une série de « scénarios envisageables pour limiter les dépenses » liées à l'APA et « trouver les sommes manquantes sans augmenter les charges du budget de l'Etat ni le budget du ministère qui avoisine les 202 milliards d'euros ». Quatre scénarios devraient être à l'étude dès la rentrée.

Première hypothèse : les dépenses de l'APA ne passeraient que de 2,5 à 2,8 milliards d'euros en 2003. Les conseils généraux pourraient alors consentir un effort supplémentaire. « Néanmoins, il n'est pas pensable qu'ils assument, en cas de nécessité, le milliard d'euros manquant - ce serait accroître de 10 % en moyenne leur budget en occasionnant une hausse de 3 à 6 points d'impôts », précise le secrétaire d'Etat, président du conseil général du Var il y a encore deux semaines.

Le deuxième scénario pourrait s'appliquer dans le cas d'une augmentation de 500 millions d'euros. Une modulation des conditions de ressources pourrait alors être étudiée. « Nous pourrions envisager une introduction d'un plafond de ressources qui varierait selon le groupe iso-ressource de la personne. » Une réduction du montant forfaitaire accordé est également envisagée en cas de dépassement du délai d'instruction de deux mois.

Envisageant le scénario le plus noir dans lequel l'augmentation de 1 milliard d'euros serait confirmée à la rentrée, M. Falco estime que « les mesures législatives pourraient alors être revues, comme le retour du recours sur succession entre 153 000 euros et 76 000 euros du seuil d'imposition de solidarité sur la fortune. Le recours sur succession pourrait être modulé », en fonction du GIR dans lequel la personne est classée.

« MESURES RÉALISTES »

Une autre proposition, qu'il qualifie de « passerelle », semble retenir l'attention d'Hubert Falco : « Il convient d'étudier la possibilité de mobiliser une partie des dépenses passives des départements en matière de RMI en finançant, par le biais des plans d'insertion, les services rendus aux personnes âgées dans le cadre de l'APA. Celle-ci ne serait pas versée au bénéficiaire, mais représenterait un équivalent d'heures pour une personne bénéficiant du RMI qui, dans le cadre de son programme d'insertion, et après avoir suivi une formation adaptée, pourrait travailler à domicile. » Là encore, fort de son expérience d' élu départemental, il évalue à près de 1 milliard d'euros « les fonds relevant du budget RMI qui ne sont pas utilisés sur l'ensemble des conseils généraux de France ».

Répétant son souci de trouver des « mesures réalistes et des financements qui répondent à une solidarité nécessaire », M. Falco assure que ce rattrapage se fera « sans augmenter les charges de chacun, via la CSG, en trouvant des ventilations budgétaires différentes avec le seul souci d'agir vite et en profondeur pour éviter que la France vieillisse mal et que se crée une ségrégation entre les jeunes et leurs aînés ».

José Lenzini

Un gardien de la paix de Colombes accusé d'avoir violé une femme au poste de police et chez elle

Le parquet de Nanterre (Hauts-de-Seine) vient d'ouvrir une information judiciaire après le témoignage d'une Congolaise de 39 ans. Le policier, qui affirme avoir été « piégé », a été suspendu

pour usurpation d'identité. A l'époque, M. L. ne travaillait pas encore au poste.

Deux jours après cette première rencontre, M. L. a demandé à M^{me} B. de revenir. Il lui a annoncé que tout était arrangé avec le harceleur. Puis, selon M^{me} B., le gardien de la paix s'est mis à lui poser des questions indiscrettes et à évoquer les papiers perdus. « Il m'a proposé d'aller voir les relevés bancaires chez moi et voulait savoir si j'y invitais souvent des hommes », assure M^{me} B.

VERSIONS DIVERGENTES

A plusieurs reprises au cours des semaines suivantes, selon le récit de M^{me} B., le policier l'aurait invitée au poste. Lors de l'une de leurs rencontres, elle lui a offert une chemise, pour le remercier de l'avoir débarrassée du voisin importun. Elle l'aurait également convié au restaurant. Vers la mi-décembre, nouveau coup de fil. M. L. lui dit de venir le lendemain. Vers 17 h 30, ce jour-là, le gardien de la paix la fait entrer dans son bureau et ferme la porte. A partir de cet instant, les versions divergent.

Selon M^{me} B., après quelques questions formelles, M. L. se serait planté devant elle et aurait tenté de l'embrasser, puis de la caresser. « Il m'a demandé pourquoi je ne faisais pas l'amour et m'a dit que le procureur lui avait dit de me toucher. Il m'a pris les bras, bloqué les jambes et il a déboutonné son pantalon. » Selon M^{me} B., le policier l'aurait forcée à pratiquer une fellation et aurait procédé à des attouchements.

La version du gardien de la paix, telle qu'elle a été recueillie par les enquêteurs de l'IGS, est fort différente. Après avoir nié tout rapport sexuel avec la plaignante, le policier a reconnu, à la fin de sa garde à vue le 24 juillet, qu'il s'était passé quelque chose dans l'intimité de son bureau. « M^{me} B. a porté la main à son sexe, sur son pantalon. C'est à ce moment que M. L. déclare "avoir craqué" et s'être laissé faire », explique le rapport de l'IGS.

M^{me} B. et M. L. ont eu un second rapport sexuel le 31 décembre 2001. Ce jour-là, il a sonné à sa porte. « Il m'a dit qu'il devait faire une perquisition, explique-t-elle. Il a visi-

té mon appartement, puis il a commencé à se déshabiller et a dit qu'il allait prendre un bain. » Le gardien de la paix aurait convié la maîtresse de maison à le rejoindre. Celle-ci, se disant « terrorisée », est entrée dans le bain et a de nouveau pratiqué une fellation. Pour sa part, le gardien de la paix a expliqué à l'IGS qu'il était arrivé tout en sueur chez M^{me} B., qui lui aurait proposé de prendre un bain. M^{me} B. serait « venue le rejoindre de son plein gré, entièrement nue », avant de lui soumettre des demandes sexuelles.

D'un côté, un policier récemment divorcé, qui affirme s'être fait « piéger » dans une histoire entre « adultes consentants ». De l'autre, une femme qui se dit victime d'un viol, et qui accuse en plus les enquêteurs de l'IGS d'avoir fait pression sur elle pour qu'elle change sa version. Au milieu, la justice. Le parquet a ouvert une information judiciaire « parce qu'on ne peut pas prendre le risque de négliger de telles accusations ».

Piotr Smolar

A Saint-Sauveur-la-Pommeraye (Manche), le maire a donné sa signature au candidat Le Pen et l'église a reçu un don du Front national

À SAINT-SAUVEUR-LA-POMMERAYE (Manche), l'église, sans chauffage ni électricité, va bientôt être restaurée, en partie grâce à un don du Front national : 800 euros versés à une association culturelle impulsée par le maire de la commune, Michel Aumont, et présidée par sa belle-fille. Un maire élu sans étiquette, qui se revendique de droite mais admet avoir un « penchant pour certaines idées du Front national ».

Il a d'ailleurs donné sa signature pour parrainer la candidature de Jean-Marie Le Pen à l'élection présidentielle. « Pour permettre le jeu démocratique », justifie-t-il, en affirmant qu'il n'y a aucun lien entre sa signature et les bonnes œuvres du parti d'extrême droite : « Avant même d'avoir signé, je savais que le FN m'enverrait un chèque. La restauration m'intéresse. » Et s'il n'avait pas signé ? « Je pense que je n'aurais pas obtenu 800 euros, mais je sais qu'ils m'auraient donné quelque chose. »

C'est en mars, deux mois après avoir lancé l'association chargée de recueillir les fonds pour l'église, que Michel Aumont a envoyé un appel aux dons. Il a alors sollicité l'évêché de Coutances, mais aussi onze partis politiques, de l'extrême droite (FN et MNR) à la Ligue communiste révolutionnaire, en passant par Démocratie libérale et le PS. Le FN a été le seul à répondre. Michel Aumont, qui n'avait pas encore décidé à quel candidat donner sa signature, avait alors

reçu la visite d'un membre du FN. Du côté de la mairie, on explique aujourd'hui que c'est l'association qui a reçu ce don et que, après concertation, les membres ont décidé d'encaisser le chèque, à l'unanimité. M^r Marcel Ceccaldi, directeur adjoint des affaires juridiques du FN, réfute également l'idée d'un échange signature-don. « Nous avons reçu cette demande et avons décidé d'organiser une souscription auprès de nos adhérents. Le produit de cette collecte a été envoyé à l'association. Le parti lui-même n'a pas alloué de subvention. En aucun cas il ne s'agit d'un renvoi d'ascenseur. »

DES CHÈQUES DE TOUTE LA FRANCE

A Saint-Sauveur-la-Pommeraye (272 habitants), Jean-Marie Le Pen a obtenu près de 25 % des votes au premier tour de la présidentielle. Dans le bulletin municipal, le maire a remercié les donateurs individuels, mais aussi l'évêché et le FN, notamment son délégué national, Bruno Gollnisch, et sa secrétaire. Ni

le curé de la paroisse, ni l'évêché, ni les conseillers municipaux n'ont semblé s'en émouvoir. Le premier répond que ça ne le regarde pas, le deuxième affirme ne pas être au courant et les derniers insistent sur l'abandon dans lequel sont laissées les petites communes. « Voilà pourquoi on ne refuse pas un don, même s'il vient du FN », estime un des élus.

Parmi les habitants, seule une retraitée, Anny Charon, a réagi. « C'est dangereux, ça va faire monter les votes pour le FN. Quand les petits vieux iront s'asseoir au chaud dans l'église, ils associeront ce confort retrouvé au FN », déplore-t-elle, en précisant qu'elle a reçu un coup de fil anonyme la mettant en garde, et deux soutiens. Quant au maire, il a reçu plusieurs chèques venus de toute la France, après que *National Hebdo* et *Français d'abord*, deux publications liées au FN, ont raconté l'histoire. Et il continue d'en recevoir.

Laurence Wurtz

Sur les plages du débarquement, une nouvelle vague de « touristes de mémoire »

Des circuits guidés attirent les jeunes admirateurs du « Soldat Ryan »

COLLEVILLE-SUR-MER (Calvados)

de notre envoyée spéciale
16 h 30, au cimetière américain de Colleville-sur-Mer (Calvados). Comme tous les jours à la même heure, la sonnerie aux morts retentit. Tous les visiteurs se raidissent dans un silence pesant. La scène rappelle les premières images du film « Il faut sauver le soldat Ryan », lorsque le vétéran américain vient se recueillir sur la tombe de ses camarades.

Depuis la sortie du film de Steven Spielberg, en 1998, le tourisme normand profite du regain d'intérêt des jeunes pour le débarquement du 6 juin 1944. Visites en minibus, en vedette le long des plages ou en taxi : divers circuits guidés, appelés *battlefield tours* (visites des champs de bataille), ont été créés pour satisfaire cette nouvelle clientèle.

Dans le Calvados, une dizaine de tour-opérateurs se disputent les 80 kilomètres de plages du débarquement. La visite « Jour J », proposée par le Mémorial de Caen pour un peu moins de 65 euros, séduit 8 000 touristes chaque année. Le site le plus visité de la région, le cimetière de Colleville-sur-Mer, a doublé le nombre de ses visiteurs en moins d'une décennie, avec 2 millions d'entrées par an. Le Mémorial de Caen a accueilli 420 000 personnes en 2001 (+ 10 %), dont 50 % ont moins de 20 ans. A lui seul, l'Espace historique de la bataille de Normandie (Orne, Calvados, Manche) attire

près de 4 millions de visiteurs, soit un tiers du tourisme de mémoire en France, selon l'Observatoire national du tourisme. Cet été, ces sites comptent aussi sur l'effet « Frères d'armes », série diffusée sur France 2 qui retrace l'épopée d'une compagnie de l'US Army en 1944-1945 et qui séduit les jeunes (36,6 % de parts de marché chez les 15-24 ans).

« COMPRENDRE LA GUERRE »

Le plus souvent, le guide des *battlefield tours* est aussi le chauffeur, comme Aurore, 24 ans, au volant du monospace « Jour J ». Première étape du circuit : le port artificiel d'Arromanches, dont les vestiges jaillissent encore de la Manche. Pour avoir le meilleur point de vue, Aurore conduit ses clients au sommet d'une falaise en surplomb de la plage. « Mon grand-père m'a raconté le débarquement. Mais c'est quand même dur de s'imaginer », constate Aymeric, 12 ans. « Je suis venu ici pour comprendre la guerre », lance-t-il en jetant un regard complice à son frère Thibault, 15 ans, qui veut faire carrière dans l'armée. Ce sont eux qui ont demandé à leurs parents de venir visiter les plages du débarquement. « J'avais vu Le Soldat Ryan, la série "Frères d'armes", mais aussi le jour le plus long. J'avais envie de voir de mes propres yeux à quoi pouvait ressembler un champ de bataille », explique Thibault.

A quelques mètres du cimetière de Colleville-sur-Mer, Aurore prévient : « Inutile de chercher la tom-

be du soldat Ryan, elle n'existe pas. » Pas de fleurs, une pelouse d'un vert flamboyant, et des rangées de croix blanches à perte de vue - 9 386 exactement - qui courent vers la plage d'Omaha, où 3 000 GI américains, à peine plus âgés que Thibault, ont péri en 1944. « Je me dis que c'est grâce à eux que je suis là », commente l'adolescent. Aujourd'hui, sur Omaha Beach, les enfants construisent des châteaux de sable et les chars à voile battent des records de vitesse. « La vie reprend le dessus, s'étonne Nadine, qui avait 12 ans en 1944. Mais on n'oublie pas. Pendant les bombardements, toute ma famille se rassemblait autour de la cheminée de notre maison à Boulogne-sur-Mer [Pas-de-Calais]. Et on priait. »

Dernier arrêt, la pointe du Hoc. Dans ce champ de cratères d'obus, les enfants jouent à cache-cache dans les casemates en ruines. « Voir tous ces trous à mes pieds me bouleverse. Je pense à mon père, qui a fait la guerre », soupire Brigitte, les yeux levés au ciel, avant d'ajouter : « Je pense à mon fils, Thibault, qui veut s'engager dans l'armée. »

Aurore pointe la Manche du doigt : « Imaginez 7 000 navires face à vous... » Le 6 juin 1944, à l'aube, il pleuvait, des vagues de 2 mètres secouaient les barges des soldats, un brouillard épais masquait le paysage. Aujourd'hui, les nuages annoncent seulement l'orage.

Sandrine Chauvin

LES 27 ET 28 NOVEMBRE 2002
PALAIS BRONGNIART-BOURSE DE PARIS

TopFi

**ASSURANCE
BANQUE
FINANCE**

Le salon pour recruter vos meilleurs collaborateurs.

Vous recherchez des jeunes diplômés ou expérimentés, Bac +2 à Bac +4/5, attirés par les carrières de l'Assurance de la Banque et de la Finance ?

A TopFi, saisissez l'occasion unique de recruter vos meilleurs collaborateurs dans des fonctions aussi diverses que commerciales, informatiques ou financières.

Réservez dès maintenant votre stand
Le Monde : Julien Bessaud - Tél. : 01 42 17 39 30 - jlbessaud@mondepub.fr
L'Argus de l'Assurance : Béline Simon - Tél. : 01 56 79 45 17
bsimon@largsdelassurance.com

LE SALON DE RECRUTEMENT

LE NOUVEL ÉVÉNEMENT CRÉÉ PAR

L'ARGUS DE L'ASSURANCE **Le Monde** **La Tribune**

Les raveurs contournent la loi française et les barrages pour faire la fête à la frontière italienne

Un CRS a été légèrement blessé, jeudi 15 août, dans des incidents qui ont opposé les forces de l'ordre aux participants du Teknival 2002, interdit en France en vertu de la nouvelle législation

AU RISQUE de défier les autorités et de provoquer des incidents avec les forces de l'ordre, les raveurs ont gagné leur pari. Malgré la nouvelle législation qui interdit les fêtes techno sauvages, ils ont réussi à organiser le traditionnel Teknival de l'été. Environ 5 000 personnes ont convergé, jeudi 15 août, vers le col de Larche, dans les Alpes-de-Haute-Provence, afin de participer au rassemblement qui avait réuni, l'année dernière, 15 000 personnes près de Florac (Lozère). C'est le premier événement de cette importance depuis l'entrée en vigueur, début mai, de la loi du 15 novembre 2001 qui soumet à autorisation préfectorale l'organisation d'une rave, sous peine d'une amende de 1 500 euros et de la confiscation du matériel.

Comme pour mieux contourner les textes tout en faisant la preuve de leur sens de la provocation, les raveurs ont choisi de s'installer sur le versant italien du col de Larche, à environ 200 mètres de la frontière avec la France. Après une journée de jeux de piste avec les gendarmes, ils ont fini par se donner rendez-vous au flanc des montagnes transalpines, à 1 900 mètres d'altitude, misant sur la bonhomie des forces de l'ordre italiennes, réputées plus clémentes à leur égard. Le pied de nez n'a pas été du goût des autorités françaises qui ont décidé, en fin de matinée, de barrer l'accès au col, empêchant les raveurs de se rendre sur les lieux de la fête et leur offrant comme alternative un détour d'une bonne centaine de kilomètres.

La préfecture des Alpes-de-Haute-Provence, qui a demandé le renfort d'une compagnie de CRS de Marseille, s'est défendue de vouloir faire obstacle au Teknival. Elle a justifié la fermeture du col par un « un souci de sécurité », dénonçant au passage « l'absence de responsabi-



FRÉDÉRIQUE LAINE/AFIP

té » des organisateurs. Un PC de crise, incorporant forces de l'ordre et services de secours, a été mis en place à Barcelonnette, la sous-préfecture située à une trentaine de kilomètres du site du Teknival.

GRAND EMBOUTEILLAGE

Fréquentée par de nombreux touristes, la départementale qui mène au col de Larche a été rapidement engorgée par le trafic généré par l'arrivée des raveurs. Elle s'est trouvée encombrée par des voitures stationnées sur la chaussée et paralysée par un embouteillage impliquant quelque 700 véhicules. La préfecture a également justifié la fermeture du col par des risques d'éboulements ; ces derniers jours, la route avait été fermée la nuit après une panne du système de surveillance électronique.

Ces arguments n'ont pas convaincu les raveurs. Exaspérés de ne pas pouvoir passer, une cinquantaine

d'entre eux, selon la préfecture, s'en sont pris, jeudi vers 16 h 30, aux CRS chargés de barrer la route en leur jetant des pierres et des bouteilles. Les policiers ont répliqué à coups de gaz lacrymogène, et l'un d'entre eux a été touché à la tête par une pierre. Evacué par hélicoptère, il souffre d'une blessure légère qui a nécessité six points de suture. Les gendarmes ont interpellé un raveur à la suite de ces affrontements puis la tension est retombée, en début de soirée, après la levée du barrage, vers 19 h 30. Les raveurs avaient rendu la situation intenable en bloquant la circulation sur un pont, ce qui avait déclenché un embouteillage de plusieurs kilomètres dans lequel de nombreux touristes se sont retrouvés prisonniers.

Ces tensions interviennent dans un contexte de durcissement des pouvoirs publics à l'égard des raves. Ces dernières semaines, les préfets

CRS et gendarmes pour empêcher la tenue de fêtes clandestines, en Ardèche et en Bretagne (*Le Monde* du 14 août). Mercredi, le ministre de l'intérieur s'est pourtant dit « tout à fait prêt à recevoir les organisateurs de manifestation techno qui en font la demande et qui se montrent attentifs au respect des conditions de sécurité indispensables pour les participants et pour l'environnement ».

S'érigeant en défenseurs des « teufeurs », le Parti socialiste s'est indigné, jeudi, des heurts entre participants du Teknival et forces de l'ordre et a protesté « contre les violences policières ». Les raveurs, eux, ne manquent jamais de rappeler que la loi sur les raves a été votée par les députés socialistes, à la suite d'un amendement de Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur du gouvernement Jospin.

Frédéric Chambon

DÉPÊCHES

■ **MONTAGNE : un homme s'est tué dans le massif du Mont-Blanc (Haute-Savoie), jeudi 15 août, alors qu'il pratiquait le « base-jump »**, une discipline qui consiste à sauter en parachute depuis une montagne à pic. L'homme s'est retrouvé plaqué à la paroi des Voûtes, alors qu'il tentait de sauter avec son parachute. Les sauveteurs ont dû travailler longtemps avant de pouvoir récupérer le corps, accroché à mi-paroi.

■ **Un alpiniste espagnol, âgé de 35 ans, a fait une chute mortelle, dans les Alpes**, jeudi 15 août. L'homme a dévissé alors qu'il évoluait à 3 800 mètres dans le secteur du couloir du Goûter, dans le massif du Mont-Blanc (Haute-Savoie). La victime, qui a chuté de 300 mètres, est morte sur le coup.

■ **Trois randonneurs ont été atteints par la foudre lors d'un violent orage**, jeudi 15 août, près de Font-Romeu (Pyrénées-Orientales). Les trois promeneurs ont été soulevés et projetés sur plusieurs mètres par l'éclair au lieu-dit La Calme. Aucun n'a été blessé, mais deux d'entre eux, se plaignant de picotements dans les jambes, ont été placés en observation dans un hôpital de Perpignan.

■ **FAIT DIVERS : une femme d'une cinquantaine d'années a été retrouvée morte à son domicile**, à Lyon, mercredi 14 août, les mains liées dans le dos, alors qu'une explosion venait de soulever son appartement, provoquant un début d'incendie. L'explosion serait due à l'inflammation d'hydrocarbures, selon les policiers, qui privilégient la thèse de l'homicide.

■ **Quatre piétons ont été fauchés par un motard, lors du rassemblement annuel de motards à Porcaro (Morbihan)**, qui a réuni, jeudi 15 août, près de 20 000 participants. Le chauffeur a perdu le contrôle de son véhicule, en effectuant une « roue arrière ». Les quatre victimes, souffrant de contusions et de fractures, ont été évacuées sur l'hôpital de Ploërmel (Morbihan).

■ **BRAQUAGES : jeudi 15 août, en début d'après-midi, deux hommes armés ont attaqué une bijouterie des Champs-Élysées**, à Paris, avant de prendre la fuite à pied, en se mêlant à la foule. Deux jours plus tôt, mardi 13 août, quatre hommes avaient braqué une bijouterie de Mantes-la-Jolie (Yvelines). L'un d'eux avait été arrêté après un accident sur l'autoroute A13. Il a été écroué et mis en examen, jeudi 15 août, alors que ses trois complices étaient toujours en fuite.

■ **FRONT NATIONAL : le FN n'a pas abandonné l'idée d'organiser son université d'été à Annecy (Haute-Savoie) du 28 au 30 août**. Il a décidé de saisir le Conseil d'Etat après le rejet par le tribunal administratif de Grenoble (Isère) de la requête du FN visant la décision du maire d'Annecy, Bernard Bosson (UDF), de ne pas autoriser la réunion dans le centre de congrès de la ville.

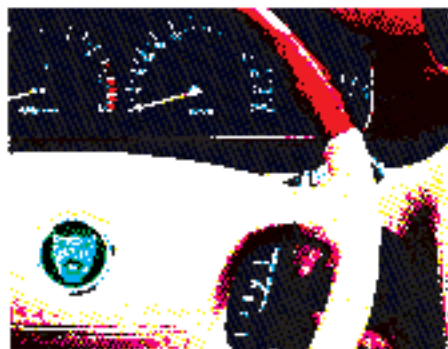
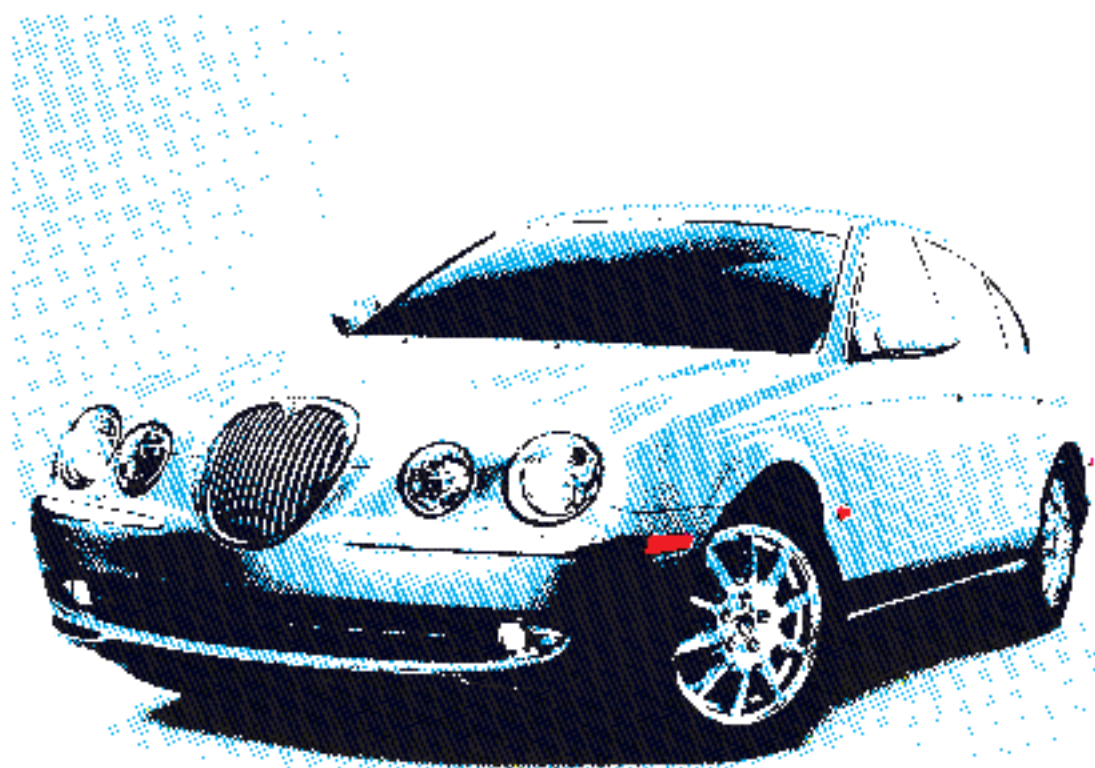
■ **TRANSPORTS : 250 personnes ont manifesté à Groix (Morbihan)**, jeudi 15 août, pour réclamer l'application du principe de continuité territoriale aux transports maritimes reliant l'île au continent. Les manifestants protestaient contre l'application d'un nouveau contrat ayant entraîné la suppression de près des deux tiers des cartes d'insulaire qui permettaient aux habitants de l'île de bénéficier de tarifs spéciaux.

■ **RASSEMBLEMENT : 1 600 jumeaux, triplés et quadruplés ont participé jeudi 15 août au traditionnel grand rassemblement des « deux et plus » à Pleucadeuc (Morbihan)**. Une manifestation organisée chaque année depuis 1994 dans ce village de 1 500 habitants qui compte plus d'une trentaine de paires de jumeaux. Cette année, plusieurs participants à ce rassemblement sont venus d'Europe, des Etats-Unis et d'Asie.

www.jaguar.com

NOUVELLE S-TYPE

Sécuriser la nuit. L'impact du jour derrière vous.
L'extincteur de feu qui s'allume tout seul.



MÉTAMORPHOSE

Une nouvelle façon de penser la sécurité des voitures. Une nouvelle façon de penser le confort et le plaisir de conduire. Une nouvelle façon de penser la performance. Les S-type savent régler les exigences les plus exigeantes. Elles ont été conçues par les ingénieurs de la Jaguar. Elles ont été conçues par les ingénieurs de la Jaguar. Elles ont été conçues par les ingénieurs de la Jaguar. Elles ont été conçues par les ingénieurs de la Jaguar.

OSMOSE

La nouvelle Jaguar S-type est une véritable œuvre d'art. Elle est conçue pour offrir le meilleur confort et le meilleur plaisir de conduire. Elle est conçue pour offrir le meilleur confort et le meilleur plaisir de conduire. Elle est conçue pour offrir le meilleur confort et le meilleur plaisir de conduire. Elle est conçue pour offrir le meilleur confort et le meilleur plaisir de conduire.

Le meilleur moyen de vous en rendre compte... venir l'essayer !

Une gamme à partir de 38 100* euros



NOUVELLE S-TYPE

L'art de la performance | JAGUAR

Motorsport, 65000, 15, 17, 19, 25, 30, 40, 50, 60, 70, 80, 90, 100, 110, 120, 130, 140, 150, 160, 170, 180, 190, 200, 210, 220, 230, 240, 250, 260, 270, 280, 290, 300, 310, 320, 330, 340, 350, 360, 370, 380, 390, 400, 410, 420, 430, 440, 450, 460, 470, 480, 490, 500, 510, 520, 530, 540, 550, 560, 570, 580, 590, 600, 610, 620, 630, 640, 650, 660, 670, 680, 690, 700, 710, 720, 730, 740, 750, 760, 770, 780, 790, 800, 810, 820, 830, 840, 850, 860, 870, 880, 890, 900, 910, 920, 930, 940, 950, 960, 970, 980, 990, 1000, 1010, 1020, 1030, 1040, 1050, 1060, 1070, 1080, 1090, 1100, 1110, 1120, 1130, 1140, 1150, 1160, 1170, 1180, 1190, 1200, 1210, 1220, 1230, 1240, 1250, 1260, 1270, 1280, 1290, 1300, 1310, 1320, 1330, 1340, 1350, 1360, 1370, 1380, 1390, 1400, 1410, 1420, 1430, 1440, 1450, 1460, 1470, 1480, 1490, 1500, 1510, 1520, 1530, 1540, 1550, 1560, 1570, 1580, 1590, 1600, 1610, 1620, 1630, 1640, 1650, 1660, 1670, 1680, 1690, 1700, 1710, 1720, 1730, 1740, 1750, 1760, 1770, 1780, 1790, 1800, 1810, 1820, 1830, 1840, 1850, 1860, 1870, 1880, 1890, 1900, 1910, 1920, 1930, 1940, 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, 2000, 2010, 2020, 2030, 2040, 2050, 2060, 2070, 2080, 2090, 2100, 2110, 2120, 2130, 2140, 2150, 2160, 2170, 2180, 2190, 2200, 2210, 2220, 2230, 2240, 2250, 2260, 2270, 2280, 2290, 2300, 2310, 2320, 2330, 2340, 2350, 2360, 2370, 2380, 2390, 2400, 2410, 2420, 2430, 2440, 2450, 2460, 2470, 2480, 2490, 2500, 2510, 2520, 2530, 2540, 2550, 2560, 2570, 2580, 2590, 2600, 2610, 2620, 2630, 2640, 2650, 2660, 2670, 2680, 2690, 2700, 2710, 2720, 2730, 2740, 2750, 2760, 2770, 2780, 2790, 2800, 2810, 2820, 2830, 2840, 2850, 2860, 2870, 2880, 2890, 2900, 2910, 2920, 2930, 2940, 2950, 2960, 2970, 2980, 2990, 3000, 3010, 3020, 3030, 3040, 3050, 3060, 3070, 3080, 3090, 3100, 3110, 3120, 3130, 3140, 3150, 3160, 3170, 3180, 3190, 3200, 3210, 3220, 3230, 3240, 3250, 3260, 3270, 3280, 3290, 3300, 3310, 3320, 3330, 3340, 3350, 3360, 3370, 3380, 3390, 3400, 3410, 3420, 3430, 3440, 3450, 3460, 3470, 3480, 3490, 3500, 3510, 3520, 3530, 3540, 3550, 3560, 3570, 3580, 3590, 3600, 3610, 3620, 3630, 3640, 3650, 3660, 3670, 3680, 3690, 3700, 3710, 3720, 3730, 3740, 3750, 3760, 3770, 3780, 3790, 3800, 3810, 3820, 3830, 3840, 3850, 3860, 3870, 3880, 3890, 3900, 3910, 3920, 3930, 3940, 3950, 3960, 3970, 3980, 3990, 4000, 4010, 4020, 4030, 4040, 4050, 4060, 4070, 4080, 4090, 4100, 4110, 4120, 4130, 4140, 4150, 4160, 4170, 4180, 4190, 4200, 4210, 4220, 4230, 4240, 4250, 4260, 4270, 4280, 4290, 4300, 4310, 4320, 4330, 4340, 4350, 4360, 4370, 4380, 4390, 4400, 4410, 4420, 4430, 4440, 4450, 4460, 4470, 4480, 4490, 4500, 4510, 4520, 4530, 4540, 4550, 4560, 4570, 4580, 4590, 4600, 4610, 4620, 4630, 4640, 4650, 4660, 4670, 4680, 4690, 4700, 4710, 4720, 4730, 4740, 4750, 4760, 4770, 4780, 4790, 4800, 4810, 4820, 4830, 4840, 4850, 4860, 4870, 4880, 4890, 4900, 4910, 4920, 4930, 4940, 4950, 4960, 4970, 4980, 4990, 5000, 5010, 5020, 5030, 5040, 5050, 5060, 5070, 5080, 5090, 5100, 5110, 5120, 5130, 5140, 5150, 5160, 5170, 5180, 5190, 5200, 5210, 5220, 5230, 5240, 5250, 5260, 5270, 5280, 5290, 5300, 5310, 5320, 5330, 5340, 5350, 5360, 5370, 5380, 5390, 5400, 5410, 5420, 5430, 5440, 5450, 5460, 5470, 5480, 5490, 5500, 5510, 5520, 5530, 5540, 5550, 5560, 5570, 5580, 5590, 5600, 5610, 5620, 5630, 5640, 5650, 5660, 5670, 5680, 5690, 5700, 5710, 5720, 5730, 5740, 5750, 5760, 5770, 5780, 5790, 5800, 5810, 5820, 5830, 5840, 5850, 5860, 5870, 5880, 5890, 5900, 5910, 5920, 5930, 5940, 5950, 5960, 5970, 5980, 5990, 6000, 6010, 6020, 6030, 6040, 6050, 6060, 6070, 6080, 6090, 6100, 6110, 6120, 6130, 6140, 6150, 6160, 6170, 6180, 6190, 6200, 6210, 6220, 6230, 6240, 6250, 6260, 6270, 6280, 6290, 6300, 6310, 6320, 6330, 6340, 6350, 6360, 6370, 6380, 6390, 6400, 6410, 6420, 6430, 6440, 6450, 6460, 6470, 6480, 6490, 6500, 6510, 6520, 6530, 6540, 6550, 6560, 6570, 6580, 6590, 6600, 6610, 6620, 6630, 6640, 6650, 6660, 6670, 6680, 6690, 6700, 6710, 6720, 6730, 6740, 6750, 6760, 6770, 6780, 6790, 6800, 6810, 6820, 6830, 6840, 6850, 6860, 6870, 6880, 6890, 6900, 6910, 6920, 6930, 6940, 6950, 6960, 6970, 6980, 6990, 7000, 7010, 7020, 7030, 7040, 7050, 7060, 7070, 7080, 7090, 7100, 7110, 7120, 7130, 7140, 7150, 7160, 7170, 7180, 7190, 7200, 7210, 7220, 7230, 7240, 7250, 7260, 7270, 7280, 7290, 7300, 7310, 7320, 7330, 7340, 7350, 7360, 7370, 7380, 7390, 7400, 7410, 7420, 7430, 7440, 7450, 7460, 7470, 7480, 7490, 7500, 7510, 7520, 7530, 7540, 7550, 7560, 7570, 7580, 7590, 7600, 7610, 7620, 7630, 7640, 7650, 7660, 7670, 7680, 7690, 7700, 7710, 7720, 7730, 7740, 7750, 7760, 7770, 7780, 7790, 7800, 7810, 7820, 7830, 7840, 7850, 7860, 7870, 7880, 7890, 7900, 7910, 7920, 7930, 7940, 7950, 7960, 7970, 7980, 7990, 8000, 8010, 8020, 8030, 8040, 8050, 8060, 8070, 8080, 8090, 8100, 8110, 8120, 8130, 8140, 8150, 8160, 8170, 8180, 8190, 8200, 8210, 8220, 8230, 8240, 8250, 8260, 8270, 8280, 8290, 8300, 8310, 8320, 8330, 8340, 8350, 8360, 8370, 8380, 8390, 8400, 8410, 8420, 8430, 8440, 8450, 8460, 8470, 8480, 8490, 8500, 8510, 8520, 8530, 8540, 8550, 8560, 8570, 8580, 8590, 8600, 8610, 8620, 8630, 8640, 8650, 8660, 8670, 8680, 8690, 8700, 8710, 8720, 8730, 8740, 8750, 8760, 8770, 8780, 8790, 8800, 8810, 8820, 8830, 8840, 8850, 8860, 8870, 8880, 8890, 8900, 8910, 8920, 8930, 8940, 8950, 8960, 8970, 8980, 8990, 9000, 9010, 9020, 9030, 9040, 9050, 9060, 9070, 9080, 9090, 9100, 9110, 9120, 9130, 9140, 9150, 9160, 9170, 9180, 9190, 9200, 9210, 9220, 9230, 9240, 9250, 9260, 9270, 9280, 9290, 9300, 9310, 9320, 9330, 9340, 9350, 9360, 9370, 9380, 9390, 9400, 9410, 9420, 9430, 9440, 9450, 9460, 9470, 9480, 9490, 9500, 9510, 9520, 9530, 9540, 9550, 9560, 9570, 9580, 9590, 9600, 9610, 9620, 9630, 9640, 9650, 9660, 9670, 9680, 9690, 9700, 9710, 9720, 9730, 9740, 9750, 9760, 9770, 9780, 9790, 9800, 9810, 9820, 9830, 9840, 9850, 9860, 9870, 9880, 9890, 9900, 9910, 9920, 9930, 9940, 9950, 9960, 9970, 9980, 9990, 10000, 10010, 10020, 10030, 10040, 10050, 10060, 10070, 10080, 10090, 10100, 10110, 10120, 10130, 10140, 10150, 10160, 10170, 10180, 10190, 10200, 10210, 10220, 10230, 10240, 10250, 10260, 10270, 10280, 10290, 10300, 10310, 10320, 10330, 10340, 10350, 10360, 10370, 10380, 10390, 10400, 10410, 10420, 10430, 10440, 10450, 10460, 10470, 10480, 10490, 10500, 10510, 10520, 10530, 10540, 10550, 10560, 10570, 10580, 10590, 10600, 10610, 10620, 10630, 10640, 10650, 10660, 10670, 10680, 10690, 10700, 10710, 10720, 10730, 10740, 10750, 10760, 10770, 10780, 10790, 10800, 10810, 10820, 10830, 10840, 10850, 10860, 10870, 10880, 10890, 10900, 10910, 10920, 10930, 10940, 10950, 10960, 10970, 10980, 10990, 11000, 11010, 11020, 11030, 11040, 11050, 11060, 11070, 11080, 11090, 11100, 11110, 11120, 11130, 11140, 11150, 11160, 11170, 11180, 11190, 11200, 11210, 11220, 11230, 11240, 11250, 11260, 11270, 11280, 11290, 11300, 11310, 11320, 11330, 11340, 11350, 11360, 11370, 11380, 11390, 11400, 11410, 11420, 11430, 11440, 11450, 11460, 11470, 11480, 11490, 11500, 11510, 11520, 11530, 11540, 11550, 11560, 11570, 11580, 11590, 11600, 11610, 11620, 11630, 11640, 11650, 11660, 11670, 11680, 11690, 11700, 11710, 11720, 11730, 11740, 11750, 11760, 11770, 11780, 11790, 11800, 11810, 11820, 11830, 11840, 11850, 11860, 11870, 11880, 11890, 11900, 11910, 11920, 11930, 11940, 11950, 11960, 11970, 11980, 11990, 12000, 12010, 12020, 12030, 12040, 12050, 12060, 12070, 12080, 12090, 12100, 12110, 12120, 12130, 12140, 12150, 12160, 12170, 12180, 12190, 12200, 12210, 12220, 12230, 12240, 12250, 12260, 12270, 12280, 12290, 12300, 12310, 12320, 12330, 12340, 12350, 12360, 12370, 12380, 12390, 12400, 12410, 12420, 12430, 12440, 12450, 12460, 12470, 12480, 12490, 12500, 12510, 12520, 12530, 12540, 12550, 12560, 12570, 12580, 12590, 12600, 12610, 12620, 12630, 12640, 12650, 12660, 12670, 12680, 12690, 12700, 12710, 12720, 12730, 12740, 12750, 12760, 12770, 12780, 12790, 12800, 12810, 12820, 12830, 12840, 12850, 12860, 12870, 12880, 12890, 12900, 12910, 12920, 12930, 12940, 12950, 12960, 12970, 12980, 12990, 13000, 13010, 13020, 13030, 13040, 13050, 13060, 13070, 13080, 13090, 13100, 13110, 13120, 13130, 13140, 13150, 13160, 13170, 13180, 13190, 13200, 13210, 13220, 13230, 13240, 13250, 13260, 13270, 13280, 13290, 13300, 13310, 13320, 13330, 13340, 13350, 13360, 13370, 13380, 13390, 13400, 13410, 13420,

RÉGIONS

UNE VILLE, UN ANIMAL - 5

L'aristocratie du poulet règne à Loué

A la fin des années 1950, des fermiers de la Sarthe prennent le contre-pied des méthodes d'élevage industriel en batterie, qui se développent alors en Bretagne. Aujourd'hui, leurs volailles de qualité assurent plus de la moitié des emplois de la petite commune

LOUÉ (Sarthe)

de notre envoyé spécial

A Loué, le poulet a la gloire discrète. Seule l'église aux formes rebondies donne l'impression de couvrir le bourg, et la piscine qui vient d'être inaugurée a la forme d'un gallinacé. Le volatile n'a guère besoin de s'afficher, il règne depuis des lustres dans cette petite ville de la Sarthe grâce à des générations d'éleveurs qui lui sont entièrement dévoués. Même si, en fin de compte, l'histoire se termine dans l'assiette : Loué est une immense basse-cour, mais le mot, ici, n'a rien de désobligeant puisque c'est l'aristocratie de la volaille qui y prospère.

La littérature française regorge de ces chapons grésillants sous la broche, comme de grosses friandises, venus de cette « terre à volailles » qu'est le bocage du Maine, pour égayer les tables des puissants. Loué en était le marché principal. Avant de voler avec M^{me} de Maintenon, le poète Scarron, qui était un peu polisson,

M. Fillon vante le « modèle louésien »

Après le remembrement des années 1970, le bocage louésien menaçait de disparaître, guetté par la céréalisation intensive. Il a finalement pu être reconstitué. Plus de 600 000 arbres ont été plantés, 1 100 km de haies tracés. La volaille, sur son parcours, recherche d'instinct un abri naturel. « J'ai planté autant de haies que mon père en avait arraché », s'exclame Alain Alliant, président des Fermiers. « Autrefois on se moquait des petits poulets de Loué. Maintenant M. Fillon [l'actuel ministre des affaires sociales a été maire de Sablé-sur-Sarthe jusqu'en 2001 et président du conseil régional des Pays de la Loire] parle de « modèle louésien », ajoute-t-il.

L'intégrité naturelle du bocage a néanmoins été sérieusement perturbée par la construction des autoroutes A 11 et A 81.

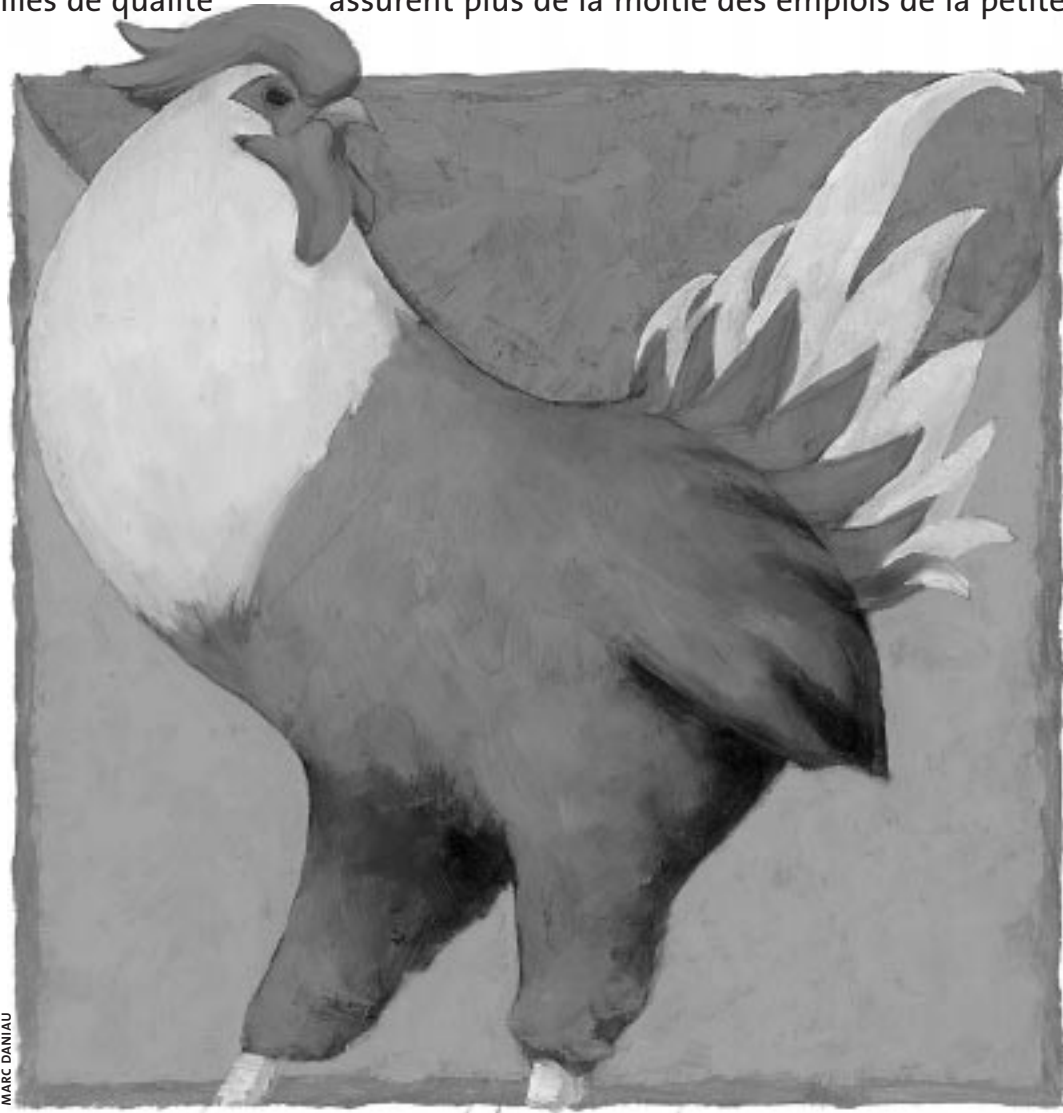
s'est, dit-on, enduit le corps de plumes dans les rues du Mans, avant d'aller piquer une tête dans l'Huisne. De ce temps de ripailles, subsiste l'auberge Ricordeau, célèbre dans l'art d'accueillir le phénomène local.

Le 30 août 1958 fut à Loué une bien singulière journée. Un syndicat de défense des éleveurs y était créé en urgence face à la menace de la volaille industrielle bretonne. Trois courageux, Auguste Lambert, Armand Boudvin, et Raymond Cheval, eurent l'intuition qu'il fallait protéger la qualité de leurs produits. « Nos éleveurs se sentaient agressés. Pourtant le « modèle » breton était enseigné dans les écoles agricoles de l'époque », raconte Yves de La Fouchardière, directeur des Fermiers de Loué. On coucha sur le papier trois principes : établir un cahier des charges, faire contrôler ce dernier par un tiers et ne produire que ce que l'on était capable de vendre. Trois règles qui guident encore aujourd'hui les Fermiers.

En 1966, le tout nouveau label rouge était obtenu. Aujourd'hui, c'est tout un territoire – celui du bocage du Maine, et non pas la seule commune de Loué – avec son millier d'éleveurs qui se trouve englobé dans une indication géographique protégée (IGP), et pas une AOC. Le débat a longtemps agité les Fermiers. « Nous répondons à la définition de l'AOC, mais ce n'est pas une garantie de qualité. On trouve des bouteilles de bordeaux à guère plus de 1 euro... », ironise un responsable de la filière de Loué.

Voilà pour l'histoire sainte de Loué, celle qui est délivrée aux visiteurs – environ 7 000 par an – qui débarquent dans la capitale du poulet. Loué ne figure pas encore sur les circuits touristiques, mais les consommateurs aiment à vérifier par eux-mêmes. Ils sont dirigés sur des élevages où ils peuvent constater l'entière liberté laissée aux volatiles.

Très tôt – le premier spot télévisé date de 1979 –, les Fermiers ont mené une communication origina-



MARC DANIAU

le payée et réalisée par leurs soins, avec leurs voix fleurant juste ce qu'il fallait de terroir, jusqu'à l'« aveu » final sur un ton d'humilité : « C'est pour cela que nous ne serons jamais les moins chers. » Du grand art. Et cela a marché. Le poulet de Loué, malgré son prix, est entré dans les grandes surfaces.

Cette communication suscite toujours l'incrédulité. « 80 % de nos consommateurs ne croient pas à notre pub des poulets qui courent. Pourtant, ce n'est pas de la rigolade ! », se désole M. La Fouchardière.

Le poulet naît, vit et meurt à Loué. Le visiteur peut pousser les portes des élevages, mais aussi du couvoir, où règne un calme de maternité ; de l'abattoir – les bêtes sont anesthésiées, puis égorgées de nuit – et de l'usine de fabrication d'aliments, flambant neuve, construite par les Fermiers pour sécuriser leur production. Ce qui permet à la commune et à sa communauté d'enranger emplois et

taxes. « Mais Loué ne met pas tous ses œufs dans le même panier », fait remarquer Pierre Rolland, le maire (PS).

« SANS SUBVENTIONS »

Au total, avec 750 emplois tous secteurs d'activité confondus – dont 450 tout de même pour la filière du poulet – pour 2 045 habitants, la commune est loin de s'étioler. Le maire trouve un certain charme à un mandat qui fait de lui « l'ambassadeur d'un produit

renommé ». En contrepartie de cette prospérité, les gens de Loué, premier magistrat en tête, se sentent liés par une ardente obligation : 250 000 volailles seraient consommées chaque année par les éleveurs et leurs familles. Autrefois, la volaille constituait « l'argent de poche de la fermière ».

Grâce à un pari précoce sur la qualité et à la maîtrise de la filière, qui leur a permis de traverser les crises alimentaires sans trop de mal, c'est devenu pour la plupart des éleveurs le revenu principal. L'aventure a aussi évité la disparition du bocage.

Marie-Claude et Loïc Patoureau exploitent, en plus de 40 bovins, quatre poulaillers, dont les occupants font la sieste sous les arbres. 60 % de leur revenu est assuré par ces derniers. « Je n'aurais pas eu la volaille, j'aurais arrêté », reconnaît Loïc.

« Les poulets, autrefois, ce n'était pas un boulot d'homme, c'était plus noble d'avoir des bovins. Ceux qui vous disaient cela se sont mis discrètement à la volaille aujourd'hui ! », observe-t-il. Le poulet de Loué n'est pas subventionné par la PAC. « Une agriculture qui fonctionne sans primes, c'est rare et rassurant », insiste Yves de La Fouchardière.

L'histoire de Loué ne serait pas complète si maître renard, alléché par tant de bienfaits, n'animait de formidables parties de gendarmes et de voleurs. L'hécatombe, même, serait terrible : 135 000 volailles tomberaient chaque année sous les crocs de l'insaisissable ennemi.

Les portées de renards seraient prolifiques (six héritiers, contre deux dans des contrées moins poulaillères). « Les gens ont tous des histoires de renard, faites d'amour et de relation contrariée, parce qu'ils savent très bien qu'ils doivent cohabiter avec la bête », soupire M. La Fouchardière. On ne vit bien qu'avec Satan.

Régis Guyotat

FIN

Martine Cottin, « médecin personnel » des gallinacés

Cette vétérinaire est l'une des rares en France à ne soigner que les poulets

LOUÉ (Sarthe)

de notre envoyé spécial

« Je frappe toujours quand je rentre dans un poulailler. Je parle à mes « oiseaux ». Je siffle pour les faire taire... On ne m'a pas appris cela à l'école. » Yeux clairs et regard franc, Martine Cottin est une des rares vétérinaires en France à soigner exclusivement des volailles. Depuis sa sortie de l'école, Martine est le « médecin personnel » des poulets de Loué. Les promotions qui sortent de Maisons-Alfort préfèrent d'ordinaire le chevet d'un animal plus noble.

« Il n'y a pas d'animaux domestiques et d'autres qui ne le sont pas, mais des animaux sur lesquels l'homme a exercé sous une forme ou une autre une action de domestication », rappelle le chercheur Jean-Pierre Digard. Dans la hiérarchie imposée par l'homme, la volaille est au plus bas de l'échelle, indigne d'un statut individuel, au dernier rang même des animaux dits de « rente », bons pour l'élevage industriel. Le poulet serait originai-

re de l'Asie – de l'Indus et de Chine, selon les uns, de la jungle de Bornéo, selon les autres –, ce qui pourrait expliquer ce comportement effrayé en terrain découvert qui lui fait rechercher un abri naturel. Il serait arrivé en Europe voilà plus de deux mille ans.

COMPORTEMENTS « RACISTES »

Curieusement, peu de chercheurs ont été tentés de retracer l'histoire des gallinacés. Les pratiques divinatoire jouèrent sans doute autant dans sa domestication que la pure consommation. « Ce sont des animaux que l'on ne connaît pas si bien que cela, compliqués à élever quand on les met dans un contexte non naturel », remarque Yves de La Fouchardière, des Fermiers de Loué. Est-ce pour cette raison qu'en élevage intensif leur stress entraîne, comme chez d'autres animaux (le porc), des comportements agressifs, voire cannibales, auxquels on remédie par des mutilations comme le débéquage ?



Pour Martine Cottin, l'étude de l'animal n'est pas dissociable de l'environnement. « Quand l'éleveur est nerveux, le poulet l'est également. » La méthode homéopathique est une bonne façon d'approcher les animaux, selon elle. « Je ne soigne pas uniquement le symptôme, mais je veille à la température, à la ventilation, au paillage. Ils sont sensibles aux saisons. La crête, la couleur, le plumage évoluent. L'hiver, je les fais sortir en « cache-col », l'été, je les découvre. »

Elle s'intéresse aussi à la thérapie par les plantes. « Le citron et l'eucalyptus sont de très bons antiseptiques pour les voies respiratoires. » Les animaux souffrent, mais « il ne faut pas ramener leur douleur à la nôtre ». Ils sont capables aussi de comportements « racistes », au point d'exclure l'animal différent par sa couleur ou affaibli, jusqu'à sa mise à mort.

L'affection démesurée portée à certains animaux de compagnie n'a-t-elle pas pour but de nous déculpabiliser du traitement que réservons aux animaux que nous mangeons ? « Elle se fait au détriment des rapports humains. Les gens ont peur en fait de leurs semblables. L'animal offre une relation sans engagement. Je crois que nous sommes arrivés à une phase ultime de la domestication », répond-elle.

A la survalorisation des animaux familiers s'oppose la « dédomestication », le mauvais traitement des animaux de rente, constate encore M. Digard. Dans l'élevage industriel, le fossé ne cesse de s'agrandir entre les éleveurs et leur bétail, au point que certains ne savent plus manier leurs bovins.

A Loué, les éleveurs ne semblent pas avoir perdu le savoir volailler. M^{me} Cottin leur demande un temps d'observation quotidien. « Un bon éleveur « sent » ses oiseaux », dit-elle. « Mes volailles n'ont pas chanté comme d'habitude ce matin, il a dû se passer quelque chose », s'inquiète Catherine Aubert sur le pas de sa ferme. Elle regarde avec ravissement le troupeau d'oies qui descend de la colline en faisant de blanches arabesques. « Quand mon moral ne va pas, je vais voir mes volailles », assure-t-elle.

Un élevage trois fois plus long que la norme

● Loué (2 045 habitants) est située à 30 km à l'ouest du Mans. L'indication géographique protégée (IGP), dont bénéficie le poulet de Loué, recouvre le bocage du Maine, une zone de 50 km autour de la ville. La filière de Loué génère environ 3 000 emplois (dont 450 à Loué). Un millier d'éleveurs (huit seulement à Loué) sont disséminés dans la zone concernée par l'IGP.

● Le poulet appartient à la famille des gallinacés. La géline de Loué, une poule rousse, est issue d'un

mélange de races du bocage du Maine. La durée de l'élevage du poulet est de 13 à 14 semaines. Les bêtes sont abattues avant maturité sexuelle. L'élevage des poulardes est porté à 120 jours, celui des chapons à 150 jours. Loué produit aussi des oies et des dindes (150 jours d'élevage), des pintades (14 semaines) et des canards. En 2000, 30 millions de volailles ont été produites.

● Les Fermiers de Loué affirment que la durée moyenne de l'élevage de leurs poulets est près de trois fois plus longue que celle

d'une volaille sans label. Le nombre de volailles produites est sept fois moindre dans un atelier de Loué que dans un poulailler industriel standard.

● Le menu des poulets de Loué se compose de céréales (blé, maïs, orge), d'autres végétaux (soja, pois, tournesol), de minéraux (coquilles d'huîtres). « Le tout sans graisses animales, ni antibiotiques, ni activateurs de croissance », affirment les Fermiers de Loué, qui ont banni les farines animales depuis 1959 et qui sont engagés contre les OGM.

Retour des pics de pollution à l'ozone

LA CHALEUR ESTIVALE de ces derniers jours marque le retour des classiques pics de pollution, notamment dans les grandes villes. Dans la capitale, pour la deuxième journée consécutive, la Mairie a invité les Parisiens à utiliser les transports en commun vendredi 17 août, en raison du risque de pollution à l'ozone. « Les prévisions réalisées par Airparif sur la base des estimations de Météo France font craindre un niveau médiocre de la qualité de l'air » vendredi à Paris, a indiqué, jeudi, la Mairie qui « encourage les Parisiens à (...) profiter des mesures de stationnement résidentiel gratuit à Paris au mois d'août ».

La pollution est également au rendez-vous dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. Des concentrations au « niveau de recommandation » ont été relevées, jeudi, dans ces deux départements, ont indiqué les associations de surveillance de la qualité de l'air. Ces dernières ont recommandé aux personnes sensibles d'éviter les activités physiques et aux automobilistes de limiter leurs déplacements.

La sécheresse reste préoccupante dans le Sud-Ouest

EN DÉPIT d'une légère amélioration, la sécheresse dans le Sud-Ouest (Le Monde du 19 juin) reste préoccupante, vient d'indiquer la direction régionale de l'environnement (Diren) de Midi-Pyrénées. Parmi les zones les plus touchées figurent le Lot-et-Garonne, le Gers, le nord de la Haute-Garonne, le sud du Lot, le Tarn-et-Garonne, le Tarn et l'Aveyron. Au total, 14 départements sur les 25 du grand Sud-Ouest ont pris des arrêtés de restriction d'usage. « Les pluies du week-end du 10 et 11 août ont fait remonter les débits des cours d'eau, au plus bas depuis vingt à trente ans. Les agriculteurs n'arrosent pas, on a, de plus, économisé des prélèvements », estime-t-on à la Diren.

Mais cet effet positif risque de n'être que « fugace ». Météo France confirme que les déficits de pluviosité vont de 20 à 60 %, avec, dans certains départements, « des écarts de 400 mm par rapport à ce qu'il aurait dû pleuvoir ». A Agen (Lot-et-Garonne), un tel déficit pluviométrique n'avait pas été observé depuis 1948. Les pluies de juin et juillet, trop tardives, n'ont pas amélioré la situation des nappes phréatiques. En Aveyron, les débits sont inférieurs à ceux enregistrés pendant la grande sécheresse de 1976, selon Renaud Rech, responsable de la mission interservice de l'eau (MISE) de ce département.

DÉPÊCHE

■ CHASSE : trois semaines avant la date officielle, la préfecture des Alpes-maritimes a accordé une dérogation pour l'ouverture de la chasse aux sangliers, jeudi 15 août, dans 55 communes du département, afin de faire face à la prolifération de l'espèce.

R. Gt

LE 13 juin 1890, un homme de 32 ans, le front haut, le bas du visage mangé par une barbe noire, le regard voilé de sombre mélancolie, débarque à Matadi, dans l'embouchure du fleuve Congo. C'est la fin d'un voyage, et le début d'une aventure, pour ce fils d'une famille polonaise noble, né en Ukraine. Des voyages, Teodor Korzeniowski en a déjà fait beaucoup. Marin à 16 ans, il a passé la moitié de sa vie à bord de voiliers hauturiers et de vapeurs, du trois-mâts au charbonnier. Des aventures, aussi, il en a connu, sur toutes les mers et dans son for intérieur. En février 1878, désespéré, s'étant tiré une balle dans la poitrine et ayant frôlé la mort, il s'est lancé un défi : devenir Britannique ou, plutôt, fils adoptif de la langue anglaise. Le choix n'était pas évident pour ce polyglotte, qui parlait couramment le français mais connaissait seulement six mots de la langue de Shakespeare. Cependant, dix ans plus tard, il a obtenu la nationalité de son choix et passé tous les examens pour devenir capitaine au long cours dans la marine marchande britannique.

Teodor Korzeniowski est venu dans « l'Etat indépendant du Congo » – l'appellation en trompe-l'œil de ce qui est, en fait, la colonie privée du roi belge Léopold II – pour prendre le commandement d'un vapeur à aube de 15 tonnes. Ayant rallié à pied Léopoldville, l'actuelle Kinshasa, en amont des trente-deux cataractes du Bas-Congo, le Polonais n'a cependant pas l'heur de plaire aux représentants locaux de la compagnie commerciale qui l'a embauché à Bruxelles – grâce à une tante bien placée. Le « pistonné » ne monte qu'en second sur le *Roi des Belges*, en partance pour Stanley Falls, la « station de l'intérieur » qui deviendra Kisangani, la grande ville sur la boucle du fleuve.

La mission du *Roi des Belges* est ordinaire, dans un pays qui ne l'est pas pour les Blancs – près d'un millier – qui s'y sont aventurés sur les brisées de Henry Morton Stanley, depuis que l'explorateur a ouvert le Congo à la colonisation, treize ans auparavant : il faut remonter le fleuve sur 1 700 km, charger de l'ivoire et du caoutchouc naturel à Stanley Falls, et en évacuer un employé tombé incurablement malade. Nommé à ce poste au début de l'année, celui-ci n'a tenu que quelques mois dans la jungle. Ce qui est, aussi, banal : à cette époque, un bon tiers des Européens meurent de « fièvres tropicales » dans les deux années suivant leur arrivée... A la montée, tout se passe bien sur le vapeur, muni d'une aube à la poupe et d'une coquette cheminée derrière la cabine de pilotage sur le pont. En revanche, à la descente, le capitaine Koch tombe malade à son tour. Le 6 septembre, Teodor Korzeniowski prend le commandement, alors que s'engage une course contre la mort pendant deux semaines : Georges Antoine Klein, l'agent français que le bateau ramène, délire, crie ses hallucinations. Il succombe, cinq jours avant le retour à Léopoldville. De cet infortuné employé subalterne, sans histoires, on aura vite tout oublié, sauf son crâne parfaitement chauve bouillonnant d'une fièvre mortelle.

L'aventure se termine également mal pour le capitaine Korzeniowski, même s'il sauve sa peau. Alors qu'il n'a aucunement démérité, on lui refuse le commandement d'un autre navire de la compagnie, auquel il aspirait. Peu après, paludisme et dysenteries le terrassent. Il ne doit sa vie qu'aux soins du médecin d'une mission baptiste près de Léopoldville. C'en est assez ! Moins de six mois après y avoir mis pied à terre, l'Anglo-Polonais quitte le Congo et le grand fleuve, sans esprit de retour. Cependant, six ans plus tard, il publie une nouvelle s'inspirant de son séjour : *Un avant-poste du progrès*. Outre ses qualités littéraires, l'écrivain ne manque ni de réalisme ni de charges critiques. Mais il ne frappe pas les esprits. Il en va tout autrement du texte que l'ex-marine, qui s'est entretenu installé dans la campagne anglaise comme écrivain, adoptant comme nom de plume son deuxième et son troisième prénom, rédige au crayon entre décembre 1898 et février 1899 : *Heart of Darkness*, de Joseph Conrad, est le roman le plus lu, et le plus commenté, jamais écrit sur le continent noir.

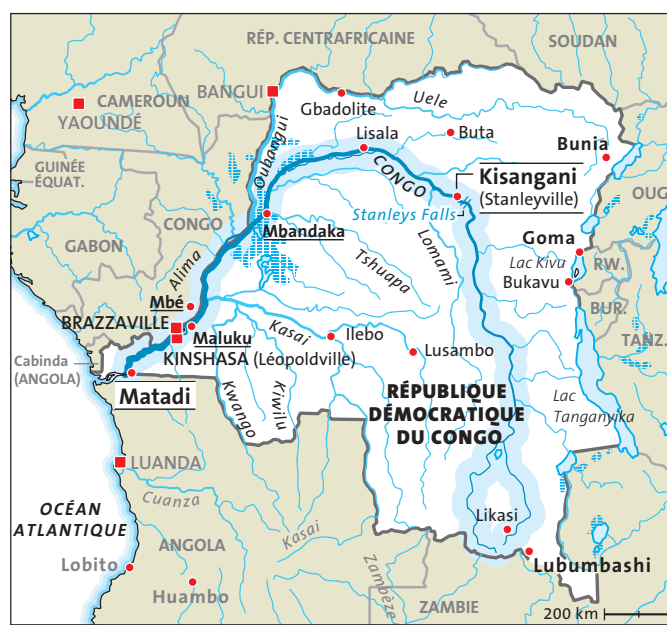
La trame du livre – titré, en français, *Au cœur des ténèbres* – rappelle des souvenirs : le narrateur, Charlie Marlow, est envoyé en amont du grand fleuve pour ramener du « poste avancé de l'intérieur » un certain Kurtz. Personnage hors normes, celui-ci « collecte » plus d'ivoire que tous les autres chefs de poste réunis, mais, dernièrement, des échos inquiétants sortis de la jungle laissent à penser qu'il est devenu fou, qu'il a « viré indigène ». Il s'agit d'étouffer le scandale. Au terme d'un aventureux voyage en bateau, sous une pluie de flèches, Marlow touche au but et découvre la vérité : Kurtz, dont la maison est clôturée par une rangée de piquets sur lesquels sont plantés des crânes d'Africains, organise des razzias meurtrières à l'intérieur du pays, avec l'aide de la tribu riveraine du fleuve qui le vénère comme un Dieu, maître de vie et de mort. Marlow parvient à embarquer Kurtz, naguère auteur d'un vibrant plaidoyer humanitaire destiné à une Association internationale pour la suppression des coutumes sauvages, auquel il vient d'ajouter un post-scriptum grivois : « Exterminez toutes ces brutes ! »



La statue d'un ancêtre téké devant un hôtel abandonné de la station de Nkana, à 150 kilomètres de Kinshasa.

LES TÉNÉBRES DU CŒUR

En 1890, le futur Joseph Conrad quitte le Congo, malade et sans esprit de retour. De son chemin de croix sur le fleuve, il tirera un livre-culte



Délinquant dans son agonie, Kurtz, la tête « lisse comme une boule d'ivoire », s'éteint avant le retour à la civilisation. Son dernier cri est un souffle d'effroi : « L'Horreur ! L'Horreur ! »

SOUS Marlow perce Conrad et, pour qui sait trois mots d'allemand, Kurtz (« court ») ne saurait cacher Klein (« petit »). Mais ce n'est pas tout. Plusieurs officiers de la Force publique au Congo, que Joseph Conrad y avait rencontrés lors de son passage, se sont livrés aux exactions rapportées dans sa fiction. Massacreurs, esclavagistes de la traite du caoutchouc, pachas de harems, leurs abus ont indigné, à l'été 1890, un autre voyageur en amont du fleuve, George Washington Williams. L'Américain noir épris d'émancipation, simple soldat, puis touche-à-tout d'un redoutable talent, est à l'origine d'une campagne internationale de protestation contre le régime colonial au Congo. En août 1890, depuis Stanley Falls, il adresse à Léopold II une « lettre ouverte », qui circulera ensuite, comme pamphlet, dans toute l'Europe. Trois mois plus tard, il expédie un accablant *Rapport sur l'Etat et le pays du Congo* au président américain, Benjamin Harrison. Dans une lettre envoyée au chef du Département d'Etat, il forge même une expression appelée à un funeste succès, dénonçant des « crimes contre l'humanité ». Bien que Washington Williams meure, à 41 ans, dès l'été suivant, sa cause gagnera en audience. Les premiers envoyés de la presse rapportent des tueries commises par Leon

Fiévez et décrivent le jardin de Léon Rom, commandant à Stanley Falls en 1895, qui a ceint un parterre de fleurs de vingt et un crânes d'Africains. Dans les jours suivant la révélation de ce fait macabre dans deux publications britanniques, Joseph Conrad entreprend la rédaction de *Heart of Darkness*.

Pourquoi ne l'a-t-il pas fait avant ? En décembre 1903, dans une lettre à un ami et militant de la « noble croisade » contre les exactions au Congo, Conrad invoque « des choses que j'ai essayé d'oublier ; des choses que je n'ai jamais vues ». Il est vrai qu'il a fallu quatorze ans, de 1890 à 1904, pour que les gains du « caoutchouc rouge » – rouge du sang congolais – centuplent. Et c'est seulement au tournant du siècle que la possession de Léopold II est devenue la colonie la plus rentable d'Afrique.

Néanmoins, pendant ses six mois au Congo coïncidant avec le séjour de Conrad, Washington Williams, lui, a saisi la nature du régime prédateur. D'ailleurs, dès 1887, à l'Exposition universelle de Bruxelles, la mitrailleuse Maxim, ce grand outil de la civilisation magnifié par Stanley, ne figurait-elle pas aux côtés des naïves allégories célébrant le triomphe sur la « sauvagerie africaine » ? Conrad est à la fois plus indifférent et plus réaliste que l'Américain noir, en ce qui concerne le sort des indigènes. Entre 1880 et 1920, la moitié d'entre eux – quelque 10 millions de personnes – ont péri au Congo belge. Mais au Congo français, sur l'autre rive du fleuve, la proportion est sensiblement la même, alors que Pierre Savorgnan de Brazza voulut y reconnaître aux Africains « la

même question d'humanité », tout en ajoutant : « La protection des indigènes me semble être, en ce cas, l'hygiène la plus sûre de la poule aux œufs d'or. » Pour mieux mettre la main sur l'hévéa, le « bois qui pleure », ses épigones firent fi de l'immunité des autochtones.

Brazzaville, Kinshasa, Mbandaka, Kisangani... – les villes sur le grand fleuve d'Afrique centrale sont autant de stations d'un chemin de croix permanent. Le cœur des ténèbres est une réalité : combats de milices ethniques à Brazzaville ; à Kinshasa, répression sanglante de la marche des chrétiens, sous Mobutu, appel au meurtre des Tutsis, sous Laurent-Désiré Kabila ; quand celui-ci entre victorieux dans la capitale, le 16 mai 1997, 800 réfugiés sont mitraillés au grand jour dans le port de Mbandaka ; ils font partie des 200 000 Hutus tués par les troupes rwandaises, pendant la marche au pouvoir de Kabila-père ; la plupart des corps ont été enfouis, au bulldozer, dans la forêt de Kisangani ; dans cette ville, dont le Conseil de sécurité des Nations unies exige, à répétition, la démilitarisation, quelque 200 civils congolais viennent encore d'être massacrés, le 14 mai de cette année ; une dizaine des tués ont été décapités, d'autres coulés au fond de la rivière Tshopo, éviscérés et lestés de pierres ; l'ONU a diligemment une enquête, mais le commandant en chef – sénégalais – des casques bleus au Congo s'est empressé de déclarer qu'il n'y avait « pas de soldats rwandais à Kisangani » ; ils étaient 191 avant le 14 mai, quelque 200 de plus, le temps d'y faire régner la terreur... *Les Fantômes du roi Léo-*

pold, le titre du remarquable livre du journaliste américain Adam Hochschild (paru, en 1998, aux éditions Belfond), ne manquent pas de compagnie sur les berges ensanglantées du fleuve de la conscience tranquille.

Au cœur des ténèbres a été publié, en 1899, sous le titre *The Heart of Darkness*, comme un feuilleton en trois épisodes dans une revue britannique, *Blackwood's Magazine*. Quand, en 1902, Joseph Conrad fait paraître le roman, il retire de l'intitulé l'article défini. Il a pris le temps de la réflexion. Bien que la campagne contre les atrocités au Congo batte alors son plein, l'auteur renonce à désigner un lieu précis comme le trou noir du monde. *Heart of Darkness* explore la géographie intérieure de la nature humaine, sous toutes les latitudes, de tout temps. « Le civilisé est violé par la brousse, mais le viol est une révélation », y lit-on. Et de Kurtz, il est dit que « le milieu sauvage lui avait murmuré sur lui-même des choses qu'il ne savait pas », que ce murmure avait trouvé « en lui un bruyant écho parce qu'il était creux au centre ». L'abomination tire sa force d'un effet de miroir : Marlow est ce que Kurtz a peut-être été, avant ; Kurtz ce que Marlow aurait pu devenir à sa place... Franchie la porte de l'ombre, chacun de nous entame son voyage en amont du fleuve qui est une descente en soi. Le cœur des ténèbres n'est pas une sauvagerie ambiante, mais le moi sauvage qui s'y installe. En portant à l'écran l'œuvre de Conrad, transposée au Vietnam en guerre, Francis Coppola, a renouvelé ce message universel, en 1979 dans *Apocalypse Now*.

Achacun son destin, retors. De plus en plus dépressif au soir de sa vie, Teodor Korzeniowski – son patronyme est dérivé du mot polonais « racine » – retombe, en délirant, dans sa langue maternelle, avant de s'éteindre, le 3 août 1924. Un jour que l'ex-marine suivait les cataractes du Congo en marchant sur Léopoldville, le 12 juillet 1890, le grand cynique de l'Afrique équinoxiale, Henry Morton Stanley, descendit, tenaillé d'une gastrite qu'il appelait « l'Afrique en moi », l'allée centrale de l'abbaye de Westminster, se mariant, lui le parvenu, avec une artiste excentrique de la haute société londonienne, ultime champ de ses explorations. De noblesse native, Pierre Savorgnan de Brazza consacra son dernier voyage à une commission d'enquête, genre promis à un bel avenir, deux administrateurs coloniaux ayant fêté le 14 juillet 1903 « en faisant sauter un nègre à la dynamite ». Le 29 août 1905, tellement affaibli qu'il allait mourir sur le chemin de retour, il embarqua à Matadi sur le *Ville-de-Macéio*, le navire sur lequel était arrivé au Congo, quinze ans auparavant, Joseph Conrad. « Le démon flasque, faux, à l'œil faiblard, de la sottise rapace et sans pitié », que celui-ci a dénoncé, hante toujours les bords du grand fleuve. « On souffre trop », voilà la phrase la plus souvent entendue, pendant notre voyage sur le Congo, des riverains anonymes dont le désespoir rejoint celui, né à la courbe du fleuve, de V.S. Naipaul : « Dès qu'il s'agit de l'Afrique, les gens ou bien ne veulent pas savoir, ou bien jugent au nom de leurs principes. Tout le monde se moque éperdument de ceux qui sont sur place. »

Stephen Smith

L'Europe des religions bouge

L'IDÉE EUROPÉENNE progresse dans les sondages d'opinion, alors que, dans les Etats membres, la méfiance ne cesse de grandir vis-à-vis des institutions de l'Union. Comment surmonter cette contradiction autrement qu'en réveillant ce que les pères fondateurs appelaient déjà l'« Europe des acteurs » ? A cet effet, le Commissariat général du Plan, assisté de la chaire Jean-Monnet d'études européennes et de l'Institut universitaire de Florence, a entrepris une recherche sur une dimension permanente et pourtant sous-estimée de l'esprit public : celle des croyances religieuses.

Au cœur de la mémoire politique et culturelle de l'Europe, de ses dispositifs symboliques et de ses identités, la religion reste pourtant la chasse gardée de spécialistes et des chapelles constituées. L'idée est tellement ancrée de la sécularisation et de la « privatisation » des comportements religieux que les phénomènes de croyances, qui ont pourtant couvert l'Europe de rites et de schismes, n'y sont presque jamais abordés pour eux-mêmes, sauf de manière polémique, comme on l'a vu à travers la discussion de l'héritage religieux de l'Europe dans le préambule de la Charte de l'Union.

L'initiative du Commissariat général du Plan n'en est que plus méritoire. Elle a été mise en œuvre, pour l'essentiel, par des sociologues qui, se défendant d'annoncer des certitudes, soulignent des évolutions du paysage religieux de l'Europe qui, à coup sûr, auront demain des incidences politiques ou morales. La conviction commune de ces chercheurs est l'affaiblissement des Eglises et autres appareils religieux institutionnels. Ils ne concluent pas pour autant au triomphe de l'athéisme ou du néopaganisme en Europe. Ce sont de nouvelles formes de « croire » qui se développent, moins formelles, moins collectives et ritualisées, plus individualistes, plus flottantes et discrètes. Ainsi l'effondrement des chiffres de la pratique dans les Eglises et la crise des vocations sacerdotales sont-ils parfaitement compatibles avec le renouveau des pèlerinages comme Saint-Jacques de Compostelle (Espagne) ou Chartres, avec le succès des rassemblements de masse des Journées mondiales de la jeunesse (JM) à Paris (1997) et Rome (2000) ou avec la fréquentation, par des milliers de jeunes de tout le continent, de la communauté œcuménique de Taizé en Bourgogne.

Le déclin des grandes confessions qui ont façonné l'Europe, comme le catholicisme, le protestantisme (qui reste vivace dans sa forme

évangélique), l'orthodoxie, sortie exsangue de la période communiste, obéit à des raisons multiples. L'une des plus neuves, esquissée par Danièle Hervieu-Léger, directrice d'études à l'Ecole française des hautes études en sciences sociales (EHESS), est le « déboîtement » entre ce qu'elle appelle la « peur de manquer » et l'aspiration de l'homme au bonheur. Une Europe occidentale sans guerre et sans faim – sauf exceptions locales – est une situation historique nouvelle. Elle a produit, estime Danièle Hervieu-Léger, une « société rassasiée ».

Cette « révolution de la réplétion alimentaire » a des incidences symboliques majeures. L'aspiration à la sécurité et au bonheur n'est plus orientée vers le surnaturel, c'est-à-dire vers un quelconque « Royaume » divin ou vers le paradis sur terre des grandes idéologies de transformation sociale. On est en pleine phase de « subjectivisation de l'utopie », où la « réalisation de soi », l'« accomplissement de ses potentialités intérieures », l'accès personnel à la « sagesse » supplantent tous les systèmes de sens fondés sur des dogmes, des rites collectifs, une adhésion communautaire à une Eglise ou un parti. Le « *believing without belonging* » (la croyance sans l'appartenance), notion forgée par la sociologue britannique Grace Davie, serait ainsi devenu la forme la plus élaborée de la modernité religieuse.

« MODÈLE DIASPORIQUE »

Cette évolution n'implique pas fatalement le renoncement au patrimoine judéo-chrétien qui sert encore de code de sens, de réservoir pour les valeurs et références communes. Elle ne parvient pas à empêcher les manifestations identitaires qui traversent toutes les communautés et confessions. Les poussées d'intégrisme sont liées à ce qu'une autre sociologue française, Régine Azria, décrit comme un « modèle diasporique » en pleine expansion, fixé en France avec les diasporas maghrébines et africaines, suivi par la diaspora turque d'Allemagne, celle des Pakistanaï et des Indiens en Grande-Bretagne, par les diasporas vietnamienne, iranienne ou kurde. Elles n'échappent pas au champ religieux, tant y sont présents les phénomènes de mémoire et de communauté, la « pensée-fiction d'un retour » toujours possible, l'identification à un « ailleurs absent », qu'il s'agisse d'une cause politique (causes arménienne, juive ou arabe) ou du sentiment d'appartenance à une communauté croyante.

A cet égard, le cas de l'islam en diaspora est

révéléateur des tensions qui agitent des minorités nationales et religieuses désormais bien établies sur le sol européen. Cet islam de diaspora trébuche sur la redéfinition de son identité collective, estime Bérengère Massignon, pour qui la laborieuse naissance d'une représentation officielle de l'islam ne vient pas seulement de l'absence d'un clergé organisé, mais davantage « du pluralisme interne des traditions, de la diversité des interprétations de la norme et des stratégies d'insertion adoptées ».

La demande d'affirmation communautaire se traduit par une exigence de visibilité dans l'espace public (mosquées, cimetières, régimes alimentaires), qui suscite dans l'opinion des réactions islamophobes. Sur la base d'une prédication moderne et médiatisée, elle fait aussi émerger « de nouveaux leaders charismatiques qui marient brillamment savoir religieux et conduite des hommes et prétendent au monopole de la représentation de la communauté ». Leur ambition est de faire naître une sorte d'islam européen, affranchi des contraintes politiques et dogmatiques des pays d'origine.

Bref, au-delà du discours convenu sur le déclin des pratiques et des identifications croyantes, l'Europe se distingue par « une vitalité persistante du fait religieux », souligne Jérôme Vignon. Le conseiller à la Commission de Bruxelles en tire pour conséquence que l'aveuglement des dirigeants européens, au nom de la laïcité et de la « privatisation » des attitudes religieuses, sur ces mutations qui traversent le champ des croyances, majoritaires ou diasporiques, peut conduire à des impasses coupables. Et Jérôme Vignon de conclure par le souhait que la construction européenne, parvenue à ce stade de maturité, gagnerait à « nourrir la délibération des enjeux publics par des contributions religieuses au pluriel », lui permettant ainsi de « relier des normes morales à une éthique de l'action publique ».

Henri Tincq

★ **Croyances religieuses, morales et éthiques dans le processus de construction européenne.** Commissariat général du Plan, Institut universitaire de Florence, chaire Jean-Monnet. La Documentation française, 29, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07. Le fac-similé électronique de l'étude est téléchargeable gratuitement à l'adresse Internet suivante : www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/024000363.shtml

Internet a-t-il une mémoire ?

Suite de la première page

3. L'instabilité technologique : Internet modernise sans cesse ses paramètres. Si cette évolution technique perpétuelle (logiciels, applications, standards d'encodage...) nourrit la vitalité du réseau, elle fragilise aussi sa conservation. Sans conversion régulière à un format standard, le contenu du présent sera illisible dans dix ans.

4. L'immensité : Internet accroît sans cesse son périmètre. La croissance du Web se stabilise : 18 % entre 2000 et 2001, contre 82 % quatre ans auparavant. Avec plus de huit millions de sites recensés en 2001, Internet est devenu un mass media adulte. Si les Etats-Unis concentrent 50 % des contenus du Web, la France n'en représente que 2 %. Le réseau parle américain.

5. La mixité : Internet fait converger tous les médias. Grâce à la numérisation, textes, sons et images sont convertibles en fichiers malléables. Le Web, média inédit et complexe, accueille et diffuse tous les médias antérieurs sans se résumer à leur somme : la richesse du sens s'y élabore par l'interaction des formes d'expression.

6. L'hypertextualité : Internet favorise tous les liens. Si le réseau suggère des pistes, la navigation y est invention et tous les chemins se valent. Le sens se construit dans l'errance, de lien en lien, de site en balise.

7. La non-finitude des objets : Internet voue tout contenu à l'inchangement. Alors que depuis l'imprimerie tout texte était datable et assignable, le processus d'actualisation permanente d'un contenu électronique remet tout en question : comment conserver une œuvre sans ancrage spatial ni temporel ?

Ainsi, l'économie de la mémoire est bouleversée par la numérisation des données mises en réseau. Immatérialité et volatilité rendent les contenus d'Internet difficiles à saisir. L'immensité et l'hypertextualité génèrent une complexité inouïe qui pourrait décourager l'archivage des contenus d'Internet.

– L'effacement des traces. Si nous sommes incapables d'y remédier, dans cent ans, quand les historiens se pencheront sur notre époque des nouvelles technologies de

l'information et de la communication (NTIC) triomphantes, ils se trouveront devant un « grand fossé digital ». Engloutis, les millions d'informations à valeur scientifique ou culturelle ! Perdues, les sources de développement industriel ! Il est donc essentiel de nous doter d'instruments pour sauver ces données, « faute de quoi le passé ne laisserait plus de traces et les recherches antérieures ne pourraient plus être retrouvées, comprises ou reproduites pour entretenir le cycle continu de l'expérimentation qui fait progresser la connaissance » (Unesco, décembre 1996).

– La disparition de la référence. Les contenus ont tendance à s'affranchir des intermédiaires traditionnels. Or, dès qu'il n'est plus d'actualité, un support est à terme

se de la mémoire numérique. Comme l'attestent les différentes démarches conduites à l'étranger, la lutte contre l'oubli digital peut prendre différentes formes. S'en inspirer implique d'en éviter les écueils.

– La privatisation de la mémoire collective. Fondation américaine, Internet Archive collecte le Web mondial depuis six ans en pratiquant des campagnes de capture aléatoire. On y retrouve ainsi cinquante-deux versions successives du site de l'INA, quatre-vingt-quatorze du quotidien *Le Monde*... Pionnière, l'initiative a l'inconvénient de relever d'intérêts privés. La vente au profit de Google des archives de Usenet illustre les possibles dérives d'une privatisation d'une mémoire confiée aux seules lois du marché.

Pistage, piratage, pillage, l'indiscrétion du réseau est sans limites.

Comment garantir les droits, établir la preuve ou préserver l'intégrité s'il n'y a nulle trace ?

condamné. Données concentrées sur des supports caducs, que conserveront nos institutions patrimoniales qui n'auront pas su se mettre à jour ? A défaut d'une référence collective, responsable, publique, comment distinguerons-nous l'original du modifié ? Comment s'exercera le recours à la source, fondement de toute démarche scientifique ? Plus qu'un souvenir, l'archive est une garantie.

– La manipulation des preuves. On a souvent souligné les menaces qu'Internet représentait pour la personne : diffamation, atteinte à la vie privée, aux droits d'auteur... Pistage, piratage, pillage, l'indiscrétion du réseau est sans limites. Comment garantir les droits, établir la preuve ou préserver l'intégrité s'il n'y a nulle trace ? Seule une autorité publique peut en avoir la responsabilité.

Effort de conscience et quête d'une référence, notre travail de mémoire s'annonce immense et s'impose à tous les niveaux : la menace d'amnésie touchant toutes les sphères de société, les solutions mises en œuvre par les pouvoirs publics ouvriront la voie à la maîtrise

– Les incertitudes du dépôt volontaire. Le projet Pandora de la Bibliothèque nationale d'Australie se concentre sur la collecte manuelle d'objets pris isolément, publications électroniques notamment, et repose sur le dépôt volontaire. Responsabilisante, cette méthode trouve bientôt ses limites : elle n'obtient que 20 % de dépôts.

Face à ces solutions partielles, que décider ? Archiver tout le Web ou se contenter des sites nationaux ? Quel équilibre entre régime réglementaire et dépôt volontaire ? Quelles limites entre initiative privée et intérêt public ? Quelles coopérations entre e-acteurs ?

A ces questions, notre histoire nous souffle une réponse. En France, l'Etat exige depuis cinq siècles que rien de ce qui relève de l'intellect (imprimés, œuvres photo/phono/cinéma, documents audiovisuels, multimédia et informatiques) ne s'oublie. Organisé par le dépôt légal des œuvres de l'esprit, notre régime des archives s'est étendu aux nouvelles formes d'expression.

C'est dans le droit-fil de cette tradition publique qu'il nous faut à présent établir la mémoire du Web. A chaque révolution médiatique, le législateur s'est attaché à ne laisser aucun support d'expression hors du champ patrimonial. A son tour, à l'instar des supports culturels et audiovisuels antérieurs, Internet a vocation à ne pas disparaître à mesure qu'il apparaît. Cette légitimité patrimoniale du Web est aujourd'hui incontournable. Un grand chantier s'ouvre à nous.

Emmanuel Hoog

AU COURRIER DES LECTEURS

CAPITALISME ET MONOLINGUISME
L'excellent point de vue de Dominique Noguez (*Le Monde* du 8 août) sur les attaques dont fait l'objet notre langue me semble appeler une précision : si les responsables de cette aïererie sont bien des industriels imaginant économiser quelques sous en uniformisant leurs emballages dans tous les pays, il n'y a pas de raison de les confondre avec « le capitalisme ». Et heureusement. « *Le capitalisme* » étant un système efficace (et jusqu'à présent le seul à l'être), l'avoir contre soi serait catastrophique.

Yves Montenay
Paris

Le Monde
ÉDITORIAL

Le coût de la culture

DEPUIS Georges Pompidou, chaque président de la République a lancé des grands travaux dans le domaine de la culture. Musée, bibliothèque, opéra, cité des sciences, conservatoire de musique, chacun a voulu doter la France de l'équipement phare qui lui faisait défaut. Histoire d'inscrire son nom dans la pierre, disent les esprits chagrins. Manière aussi de forcer le destin en lançant de manière volontariste un chantier doté d'une enveloppe budgétaire exceptionnelle. Plus personne aujourd'hui ne conteste l'intérêt du Centre Georges-Pompidou ni celui du Grand Louvre. L'Opéra-Bastille est plein chaque soir. Après une mise en marche cahoteuse, la Bibliothèque nationale de France rend des services incontestables à des utilisateurs plus nombreux. Nul doute que, passé les dernières polémiques, le futur Musée des arts premiers voulu par Jacques Chirac ne remplisse lui aussi son rôle.

Pourtant, la multiplication de ces équipements rend chaque année plus difficile la tâche des ministres de la culture, quelle que soit la couleur du gouvernement dont ils font partie. D'abord, parce que leur gestion est loin d'être irréprochable : le double exemple du Grand Palais et du Palais de Tokyo, à Paris, est révélateur d'improvisations et de tergiversations administratives qui ont tourné au gâchis. Ensuite, et surtout, parce que l'argent manque pour assurer le fonctionnement de ces lourdes machines. Le ministère de la culture, dont les crédits n'ont crû que faiblement depuis dix ans, est peu à peu asphyxié. Le budget qui lui

est apparemment promis pour 2003 ne fera qu'aggraver la situation.

Comment sortir de ce piège ? Jack Lang, conscient des effets pervers de cette politique de grands travaux qu'il a plus qu'un autre conduite, avait demandé que les crédits d'investissement se transfèrent après la fin du chantier en crédits de fonctionnement. Il n'a pas été entendu. La droite ultralibérale parle mezza voce de faire intervenir le secteur privé. Mais ce dernier, qui subventionne, à la marge, certaines des institutions par le biais du mécénat, n'a guère envie d'accepter ces fardeaux : aucun de ces équipements n'est rentable. Pas même le Musée du Louvre, malgré ses quelque six millions de visiteurs annuels. La solution logique serait une augmentation automatique du budget de la culture dès la mise en route d'un nouvel établissement. Ce n'est pas la logique du ministère des finances, qui accepte le court terme et feint d'en ignorer les conséquences à long terme.

Toutefois, si l'on peut constater la lourdeur de plusieurs de ces établissements et s'inquiéter de certaines erreurs de gestion, leur succès signe leur nécessité. Désormais intégrés au circuit culturel des Français, ils sont devenus des éléments attractifs pour nombre d'étrangers, au même titre que la tour Eiffel ou Notre-Dame de Paris. Leur coût de fonctionnement est aussi à mesurer à cette aune : la France, première destination touristique dans le monde, voit son économie bénéficier des ressources induites par ces équipements.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux
Directeur général délégué des Rédactions : Edwy Plenel
Directeur général délégué des opérations : Fabrice Nora
Directeur général adjoint : René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferrucci, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Loliche

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ; Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

Le Monde
LIRE ET VOIR
LES PLUS BEAUX CARNETS
DE VOYAGE IMAGINAIRES,
INTIMES, ARTISTIQUES,
EXOTIQUES, INFINIS...
MAGAZINE MENSUEL 3 €

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0707 C 81975 ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedex



Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01 42 17 39 00 - Fax : 01 42 17 39 26

PRINTED IN FRANCE

ENTREPRISES

BLANCHIMENT

La place financière monégasque est en proie aux doutes depuis les **ACCUSATIONS** du juge Duchaine sur le recyclage de l'**ARGENT SALE** et depuis l'amnistie fiscale italienne, qui a fait perdre

entre 5 % et 10 % du total des actifs gérés sur le Rocher. L'Etat lilliputien multiplie donc les opérations de **RELATIONS PUBLIQUES** pour promouvoir son soleil, sa quasi-absence de criminalité, le savoir-faire

de ses financiers et leurs commissions raisonnables, pour pouvoir continuer à concurrencer Genève, Londres ou Luxembourg. En matière de blanchiment, la **CONCURRENCE** fait rage entre les paradis fiscaux,

qui semblent peu sensibles aux **INSTRUCTIONS JUDICIAIRES**, comme l'illustrent les derniers rebondissements de l'« affaire du Sentier ». D'autant que les banques rechignent encore à faire leur devoir de contrôle.

Monaco joue sans complexe la compétition entre paradis fiscaux

Après les accusations du juge Duchaine et après l'amnistie du gouvernement italien, qui a fait perdre au Rocher entre 5 % et 10 % des actifs gérés, les autorités monégasques ont relancé les opérations de charme pour rester dans la course aux grandes fortunes de tous types

MONACO

de notre envoyé spécial

Un avis de tempête menace la principauté de Monaco. Le centre financier est en proie aux accusa-

REPORTAGE

Ici, il faut être de préférence multimillionnaire en euros

tions du livre *Juge à Monaco*, de Charles Duchaine, sur le recyclage de l'argent sale, les complicités bancaires et immobilières et les connexions mafieuses.

Mortifié par les révélations de ce livre-brûlot, le gouvernement du Rocher a fait appel à une agence de relations publiques londonienne pour redorer son blason. Une tâche redoutable, car, malgré le renforcement des procédures anti-blanchiment, cette place offshore à la prospérité sans égale a été épinglée à deux reprises pour son refus de coopérer avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans la lutte contre l'évasion fiscale.

« Quand il y a un problème de blanchiment en France, comme ce fut le cas au Sentier, on ne dit pas que la France est corrompue. Ici, si un client se fait prendre, Monaco et ses dirigeants sont éclaboussés. Le dispositif en place est aussi complet et efficace, sinon plus, que dans bien des pays » : Etienne Franz, président de l'Association monégasque des banques (AMB), commence par bougonner à propos des attaques concernant une prétendue complaisance à l'égard de l'argent sale, non sans un soupçon d'ironie sur sa propre véhémence. Archétype du vieux professionnel blindé, il défend un autre diagnostic : « On ne peut rêver de meilleure situation pour faire des affaires. » Le soleil, la criminalité presque inconnue, le savoir-faire des financiers et des commissions raisonnables permettent à l'Etat lilliputien de concur-



EMMANUEL SCORLETTI/GAMMA

La clientèle de résidents et de non-résidents de Monaco, dominée par les Italiens, s'est fortement diversifiée. Aujourd'hui, les patrimoines proviennent plutôt de Scandinavie, du Royaume-Uni, d'Allemagne et du Benelux.

rener Genève, Londres ou Luxembourg.

Dans cette encoche dans la France de deux kilomètres carrés, l'argent est honoré sans états d'âme. Il n'est jamais connoté négativement, comme c'est le cas trop souvent chez le « pays voisin et ami », comme on appelle la France.

AMNISTIE ITALIENNE

Ce mouchoir de poche méditerranéen est à la mode pour la gent cossee. Des enseignes aussi prestigieuses que Coutts, Deutsche Bank et Banque populaire du Luxembourg viennent de rejoindre la quarantaine d'établissements étrangers qui ont déjà pignon sur rue. De quoi compenser en partie l'effet de la « scudo fiscale » (bouclier fiscal), l'amnistie décrétée en début d'année par le gouvernement Berlusconi, qui a fait perdre

entre 5 % et 10 % du total des actifs gérés sur le Rocher. Une goutte dans l'océan, sachant que les fonds transalpins devraient revenir par la bande, par peur de changement de gouvernement à Rome...

Comme M. Franz, qui le présente volontiers aux journalistes de passage à Monaco, Martin Peake, gestionnaire de fortune, est un défenseur des vertus financières de la principauté. Interphone, portes en verre coulissantes, réceptionnistes bronzées, salon fonctionnel : le siège de la KB Luxembourg fait éprouver une impression de puissance. Ici, c'est la haute banque privée, la vraie. « La façade superficielle, glamour de Monaco est trompeuse. On n'est pas là pour rigoler. Au contact du professionnel, le client découvre un centre bancaire adulte, bien réglementé, qui tourne rond » :

le financier anglais décrit en clinicien sa ville d'adoption, où il traîne ses costumes bleus ou gris depuis treize ans. A l'écouter, de jeunes entrepreneurs en activité, dont beaucoup ont vendu leur entreprise, remplacent progressivement les riches retraités de jadis, ces « yacht people » attirés par le secret bancaire et l'absence d'impôt sur le revenu.

LA FOI DU GENDARME

La clientèle de résidents et de non-résidents, dominée par les Italiens, s'est fortement diversifiée (depuis 1957, Monaco n'est plus un paradis fiscal pour les gros revenus français). De nos jours, les patrimoines proviennent plutôt de Scandinavie, du Royaume-Uni, d'Allemagne, du Benelux. Avant d'arriver ici, la plupart des particuliers à haut niveau de patrimoine ont réglé leur statut fiscal dans leur pays d'origine par l'intermédiaire d'un conseiller financier. La banque fournit en outre les sésames : carte de résident, inscription des enfants à l'école, adhésion à un club sélect. Il faut être de préférence multimillionnaire en euros mobiliers. Cela va de soi.

N'y aurait-il pas plus à dire sur les accusations de laxisme envers la mauvaise monnaie ? Un silence.

M. Peake conseille de rendre visite au Service d'information et de contrôle sur les circuits financiers, le Sicfin, qui traite les déclarations de soupçons émises par les établissements de la place.

L'intérieur de l'immeuble du ministère d'Etat, qui ouvre sur la place de la Végétation, est plutôt minable. On trouve là, à l'entresol, au bout d'un dédale de couloirs blafards, Ariane Picco-Margossian, la directrice du Sicfin. Pour être gendarme antiblanchiment, sur ce rocher dont le luxe est la vocation, il faut avoir la foi.

« La loi vient d'être revue pour inclure le soupçon de sommes servant au terrorisme. Les banques sont passibles de poursuites pénales, et pas seulement administratives, en cas de non-respect de leurs obligations de déclaration. » Cette unité d'information financière a conclu sept accords bilatéraux de coopération avec des homologues européens. L'ancien magistrat du parquet monégasque est d'une amabilité efficace et d'une concision exemplaire. Mais, ici, le secret professionnel est une vertu.

Un magistrat à charge contre la Principauté

Epinglée par plusieurs rapports parlementaires français, la principauté de Monaco a été récemment la cible d'un magistrat. Dans son livre *Juge à Monaco* (éd. Michel Lafon, 261 pages, 19 euros), Charles Duchaine, 41 ans, aujourd'hui juge d'instruction au pôle financier de Bastia (Haute-Corse), dresse un portrait au vitriol de la justice monégasque, qu'il a « servie » entre 1995 et 1999 (*Le Monde* du 27 juin). Il y explique que les plus hautes autorités judiciaires monégasques l'ont empêché d'instruire des dossiers susceptibles de nuire à des personnalités du Rocher, des proches de la famille princière ou des hommes d'affaires sulfureux...

« Monaco n'est en réalité qu'un paradis fiscal qui contourne souvent les accords bilatéraux. (...) Ici, l'argent n'a pas d'odeur et la justice est verrouillée à tous les niveaux pour mieux protéger les riches investisseurs qui font la fortune et le prestige du territoire princier », affirme le juge. Plusieurs magistrats mis en cause par M. Duchaine ont quitté leurs fonctions, et leurs remplaçants semblent avoir plus de latitude pour instruire des dossiers sensibles.

Aux yeux des principaux dirigeants et banquiers de Monaco, la presse mélange trop souvent torchons et serviettes, évasion et fraude fiscales, investissements légitimes et blanchiment d'actifs douteux. Le paradis des super-riches a donc fait appel à une importante agence de relations publiques londonienne, Bell Pottinger, pour éta-

blir des contacts avec la presse financière. Mais les vieilles habitudes ne se perdent pas facilement. Une demande d'entretien avec le « conseiller du gouvernement pour les finances et l'économie » (qu'on appellerait, ailleurs qu'à Monaco, ministre de l'économie et des finances), s'oppose d'abord à une fin de non-recevoir.

Encore sous le coup des attaques de M. Duchaine, la nomenclature locale entend faire parler d'elle le moins possible. A force de sommations, pourtant, Franck Biancheri se rend.

« TOUT EST POSSIBLE »

C'est le seul Monégasque de souche d'un gouvernement composé essentiellement de hauts fonctionnaires français, choisis par le prince sur proposition de Paris. La place bancaire ne tarit pas d'éloges sur cet ancien du Crédit lyonnais, jeune, et effrontément sympathique.

Les scandales politico-financiers étouffés ? Il est des sujets sur lesquels le ministre répond sans méfiance ni hésitation : « Il est pos-

45 banques pour 32 000 habitants

- Population : 32 020 habitants, dont 32 % sont français, 19 % monégasques, 20 % italiens, 5 % britanniques.
- Nombre de banques : 45.
- Nombre de sociétés de gestion : 25.
- Nombre d'emplois : 2 266.

- Fonds collectés (fin 2001) : 60 milliards d'euros.
- Part dans le PIB (chiffre d'affaires) : 20 %.
- Nombre de déclarations de soupçons en 2001 : 312, contre 58 en 1998.
- Nombre de dossiers transmis au parquet en 2001 : 21.

L'internationalisation de la délinquance financière complique la tâche de la justice

Malgré plusieurs mises en examen depuis 1998, un système de blanchiment entre la France et Israël fonctionnait toujours en juin

LA LUTTE contre le blanchiment de l'argent sale serait-elle une cause perdue d'avance ? Une nouvelle extension de l'enquête instruite par le juge d'instruction parisien Isabelle Prévost-Desprez sur un circuit de blanchiment entre la France et Israël, dans laquelle l'état-major de la Société générale a été mis en examen, illustre le caractère presque vain de la lutte contre cette grande délinquance financière. L'absence de frontières financières offre toute latitude aux aigrefins.

La magistrate a mis en examen pour « blanchiment aggravé » et placé en détention, le 4 juillet, deux responsables de sociétés de démarchages publicitaires. La justice leur reproche d'avoir blanchi plusieurs millions de francs en offrant la possibilité à des entreprises, dont plusieurs régies publicitaires, de recevoir des espèces contre des chèques qui empruntaient, ensuite, le circuit de blanchiment transitant par Israël.

Au lieu de déposer les chèques dans leurs banques, en France, les

blanchisseurs les échangeaient eux-mêmes ou par le biais de complices, dans des bureaux de change en Cisjordanie et en Israël contre des espèces. Ces bureaux de change les transmettaient alors à leurs banques, en Israël, notamment aux établissements Israéli Discount Bank ou Leumi, qui les retournaient vers des comptes bancaires français afin de retrouver leur mise.

Ainsi, chaque acteur de ce système, en l'absence de toute prestation réelle, récupérait ses fonds.

Les sociétés émettrices gagnaient de l'argent en fraudant le fisc. Les intermédiaires et leurs associés, en Israël, prélevaient leur commission sur les fonds blanchis. Pour faciliter l'escroquerie, les pseudo-sociétés de démarchages publicitaires possédaient des sigles très proches des noms des organisateurs du système de blanchiment. Ainsi, l'une de ces structures s'appelaient SEB, ce qui rendait particulièrement aisé l'encaissement final au nom de l'un des acteurs de cette affaire, qui figure parmi

les personnes incarcérées, Yaoul Sebbag, en ajoutant, sur les chèques, les lettres manquantes. Ce dernier a reconnu les faits tout expliquant, devant la juge, qu'il avait agi ainsi à la suite de difficultés financières. Il a ajouté, sans fournir pour autant d'éléments étayant ses propos, que ce système de blanchiment était lié à une mafia israélo-russe.

La vraie surprise de ce dossier tentaculaire, incident à l'« affaire du Sentier », est que le système de blanchiment fonctionnait toujours en juin malgré une instruction judiciaire ouverte depuis le 3 août 1998 et la mise en examen de plus d'une centaine de personnes, dont plusieurs responsables de banque. En effet, les banques françaises, mises en garde et visées par la justice, affirment qu'elles ont pris des mesures pour se prémunir de telles pratiques, notamment en refusant tous les chèques émanant d'Israël.

La nouveauté est que le circuit emprunté par les chèques suspects a changé : ils n'étaient plus transmis directement des banques israéliennes vers leurs homologues françaises. Ils transitaient par des banques suisses, à Zurich, et à Bruxelles, en Belgique. Considérés comme des places bancaires fiables, ces pays offraient, a priori, une garantie de contrôle et de sérieux qui a, sans doute, permis au système de perdurer.

Ces dernières découvertes permettent donc de constater que

sible de lutter contre le blanchiment et contre le terrorisme, d'être un centre bancaire international réputé et coopératif tout en ayant certains avantages fiscaux que d'autres places ont. » A Monaco, à l'évidence, la quadrature du cercle n'est pas un cas de figure insoluble...

Marc Roche

Quand les banques font payer un service gratuit

ALORS QUE la loi et la jurisprudence de la Cour de cassation contraignent, en théorie, les banques à procéder gratuitement à différents contrôles et vérifications sur les chèques émis par leurs clients « à partir du premier franc », plusieurs banques de la place garantissent à leurs entreprises clientes qu'elles effectuent bien ces contrôles... contre rémunération. La Société générale propose ainsi à ses entreprises clientes une convention payante, baptisée « Vérichèque », par laquelle elle s'engage, auprès des clients émetteurs d'un volume important de chèques, à vérifier que « les données, numéros et montants des chèques n'ont pas été falsifiés ou qu'il ne s'agit pas de faux chèques ».

La banque contrôle le nom du bénéficiaire au moyen d'une base de données fournie par la société cliente. Le service est facturé à l'unité (0,12 euros hors taxe par chèque), en plus d'un forfait de 20 euros hors taxes par mois et par compte. Sachant que près d'un client sur deux, selon une source interne, a souscrit au

contrat, on comprend que lutter contre les chèques falsifiés peut devenir lucratif... Les banques ne voient là aucune contradiction. Scandalisées par la mise en examen de la Société générale lors de l'affaire du Sentier, les banques de la place avaient crié haut et fort leur impuissance à pouvoir matériellement contrôler tous les chèques, comme le leur impose pourtant la loi. Et puis, pourquoi accomplir gratuitement une obligation légale quand on peut la faire payer...

DE STRICTES OBLIGATIONS

La Générale n'est pas la seule à s'être posé la question. Au Crédit lyonnais ou chez BNP Paribas, on propose une prestation similaire. Chez BNP Paribas, un contrat permet de « sécuriser les chèques émis au débit des comptes ouverts à BNP Paribas, en s'assurant de la conformité du montant et/ou du bénéficiaire ». Ce contrat garantit ainsi le client contre le risque de fraude ou de vol, « préoccupation majeure de tout émetteur de chèques », expli-

que le document de présentation. Quelque 250 grandes entreprises clientes de BNP Paribas ont souscrit à ce service « très demandé. Il représente un véritable produit d'appel », affirme Laurent Le Teuff, chef de produit. « La plus-value vient du fait que la banque avertit le client dès qu'elle a détecté une fraude », argumente-t-il.

Les banques elles-mêmes reconnaissent que les contrôles qu'elles effectuent sous ce contrat ne dépassent pas le cadre des strictes obligations auxquelles elles sont soumises. « Ce service n'offre ni plus ni moins que ce à quoi la loi et la jurisprudence contraignent les banques », explique Xavier Araud, avocat spécialiste de droit bancaire au cabinet Lowells. Mais il a le mérite d'organiser ces obligations et de les encadrer en fixant un seuil de vérification. Ce qui ne veut pas dire que les vérifications ne sont pas faites hors contrat. » Dans le doute, les entreprises préfèrent manifestement payer.

Elsa Conesa

Jacques Follorou

ENTREPRISES

BOURSE

Rebond des indices en Europe

APRÈS UNE BAISSSE de 4,41 % mercredi 14 août, la Bourse de Paris a rebondi jeudi, l'indice CAC 40 terminant la séance en hausse de 4,14 %, à 3 375,01 points. Vivendi Universal et Vivendi Environnement, avec des baisses de respectivement 10,85 % et 6,52 % (soit 83 % et 56 % en un an) étaient les seules valeurs à baisser.

Toutes les places européennes, sauf Madrid et Milan, étaient orientées à la hausse : à Francfort, le DAX a gagné 2,11 %, à 3 665,74 points, Londres atteignant même 4 327,50 points après une hausse de 3,75 % de l'indice FTSE.

S'étant remise de la décision de la Réserve fédérale de ne pas baisser ses taux mardi, Wall Street a elle aussi connu une bonne journée, le Dow Jones gagnant 0,86 %, à 8 818,14 points, et le Nasdaq 0,80 %, à 1 345,01 points. Les indices ont notamment salué le fait que 95 % des dirigeants des 695 plus grandes entreprises américaines cotées en Bourse se sont personnellement engagés à certifier les comptes de leur société avant le 14 août, comme le leur avaient demandé les autorités de marché.

A Tokyo, le Nikkei a reculé vendredi de 0,08 %, à 9 788,13 points, malgré les bons résultats de l'opérateur de téléphone NTT DoCoMo.

La vente de la branche édition de Vivendi Universal semble inévitable

Bien que le PDG du groupe ait exclu, mercredi 14 août, la cession de nouveaux actifs presse ou livre en 2002, des négociations sont engagées

JEAN-RENÉ FOURTOU pourra-t-il tenir ses engagements ? «*Nous ne céderons pas d'autres actifs de Vivendi Publishing cette année* », avait assuré le PDG de Vivendi Universal, mercredi 14 août, après avoir annoncé la cession de la maison d'édition américaine Houghton Mifflin (*Le Monde* du 15 août). Selon le *Figaro* du 16 août, c'est l'ensemble du pôle édition (Vivendi Universal Publishing, VUP) qui pourrait être cédé pour 2,2 milliards d'euros. Le groupe ne fait aucun commentaire.

Pressée par l'insécurité financière du groupe, la nouvelle direction pourrait, en effet, être très vite obligée de revenir sur sa parole. Les banques lui ont déjà imposé la vente de Houghton Mifflin en contrepartie de la ligne de crédit de 2 milliards qu'elles sont sur le point de lui consentir. Alors que les besoins de financement de Vivendi Universal sont estimés par la nouvelle direction à 5,6 milliards d'ici à mars 2003, d'autres cessions pourraient lui être rapidement demandées. D'autant que les marchés, très inquiets de l'énorme endettement et la crise de trésorerie de Vivendi Universal, exigent aussi des gestes rapides. Le président de l'UDF, François Bayrou, en appelle lui, vendredi 16 août, à «*une obliga-*

tion de solidarité de l'Etat » pour sauver le groupe, considéré comme stratégique pour la France.

Parmi tous les actifs accumulés par Vivendi Universal, deux branches seulement sont rapidement vendables : Vivendi Environnement – mais le groupe s'est engagé lors de l'augmentation de capital de sa filiale en juillet à conserver ses titres pendant dix-huit mois – et l'édition. La branche, qui ne porte pas de multiples engagements hors-bilan, peut trouver facilement des repreneurs.

LA SOCPRESSE POUR « L'EXPRESS » ?

Dans le scénario de reprise élaboré par Claude Bébér et un groupe d'actionnaires de Vivendi Universal en mai, le sort de l'activité était resté en suspens (*Le Monde* daté dimanche 26-lundi 27 mai). Depuis, les interrogations sur son avenir demeurent. Déjà, plusieurs dossiers de cession au sein de la branche ont commencé à être regardés. Après la liquidation de la participation de 25 % dans la presse professionnelle dès le 17 juillet, la vente de Comareg (presse gratuite), en discussion depuis plusieurs mois, a été réactivée. Le projet de cession du groupe Express-Expansion a été ouvert. Selon nos informations, un schéma de reprise de l'ensemble

par la Socpresse, maison-mère du *Figaro*, est évoqué. Mais la famille Dassault, propriétaire de 30 % du groupe de presse, dément toute volonté de reprise. Restent les jeux et l'édition en France. Bien qu'en forte croissance, les jeux intéressent essentiellement les sociétés très engagées dans les multimédias et Internet, ce qui limite les candidats potentiels.

La vente de la branche éditoriale française pose d'autres problèmes. A travers Bordas et Nathan, VUP est le premier éditeur scolaire français. Il détient aussi l'ensemble des grands dictionnaires linguistiques (Robert, Larousse), comme toute l'édition scientifique et technique (Daloz, Dunod etc.). Cet ensemble, qui avait été constitué du temps d'Havas pour construire un champion français de l'édition, intéresse les grands éditeurs internationaux comme Bertelsmann ou Reed-Elsevier. Aucun groupe français ne peut postuler : Hachette, deuxième éditeur sur le marché français, rencontrerait des problèmes de concurrence. Tous les autres n'ont pas la puissance financière nécessaire. Le départ prévisible de la première maison d'édition française risque de déstabiliser le secteur.

Martine Orange

LES BOURSES DANS LE MONDE 16/8, 9h47

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
UNION EUROPÉENNE						
ALLEMAGNE	DAX Index	3688,21 16/8	0,61	5467,31 19/3	3235,37 6/8	19,10
	Euro Neu Markt Price IX	512,69 16/8	-1,30	1212,43 4/1	494,98 6/8	
AUTRICHE	Austria traded	1139,61 16/8	0,69	1368,18 2/5	1089,00 6/8	12,40
BELGIQUE	Bel 20	2232,45 16/8	0,67	2906,75 24/4	1930,33 24/7	11,50
DANEMARK	Horsens Bnex	216,10 16/8	-0,27	280,92 26/3	196,97 24/7	13,70
ESPAGNE	Ibex 35	6306,60 16/8	3,31	8608,50 4/1	5815,60 6/8	16,60
FINLANDE	Hex General	5385,93 16/8	1,47	9224,38 4/1	4711,08 24/7	7,80
FRANCE	CAC 40	3399,09 16/8	0,71	4720,04 4/1	2898,60 24/7	17,00
	Mid CAC	1565,80 15/8	0,05	2176,89 2/4	1565,08 14/8	13,30
	SBF 120	2378,93 16/8	0,57	3263,90 28/3	2073,22 24/7	17,10
	SBF 250	2258,30 15/8	3,36	3081,89 28/3	2067,69 24/7	17,00
	Indice second marché	2092,29 15/8	0,49	2567,01 15/5	2077,37 6/8	13,20
	Indice nouveau marché	593,01 16/8	-0,11	1175,41 7/1	583,13 6/8	
GRÈCE	ASE General	2148,58 16/8	0,00	2655,07 3/1	2023,19 24/7	15,50
IRLANDE	Irish Overall	4473,61 16/8	-0,84	6085,02 18/1	3901,53 24/7	5,40
ITALIE	Milan Mib 30	25419,00 16/8	2,66	33548,00 17/4	22698,00 24/7	17,20
LUXEMBOURG	Lux Index	824,71 14/8	0,60	1169,47 14/1	818,90 13/8	15,90
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	366,57 16/8	0,65	531,45 18/4	303,72 24/7	14,30
PORTUGAL	PSI 20	5990,77 16/8	0,54	7998,50 4/1	5787,08 7/8	13,90

EUROPE Vendredi 16 août 9h47

INDICES

SECTEURS EURO STOXX	Indice	% var.
AUTO STOXX 50	2717,30	-1,48
AUTOMOBILE	206,43	-0,61
BANQUES	227,47	-1,65
PRODUIT DE BASE	155,41	-0,46
CHIMIE	292,07	-0,42
TÉLÉCOMMUNICATIONS	306,54	-2,91
CONSTRUCTION	180,50	-0,08
CONSO MMATION CYCLIQUE	93,84	-0,34
PHARMACIE	383,64	-0,08
ÉNERGIE	297,99	-1,48
SERVICES FINANCIERS	166,61	-0,56
ALIMENTATION ET BOISSON	219,65	-0,39
BIENS D'ÉQUIPEMENT	276,98	-0,50
ASSURANCES	202,13	-0,04
MÉDIAS	143,33	-1,61
BIENS DE CONSOMMATION	305,65	-0,64
COMMERCE ET DISTRIBUTION	223,61	-0,67
HAUTE TECHNOLOGIE	256,67	-1,33
SERVICES COLLECTIFS	240,80	-0,96

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

	Code	Cours	% var. /préc.
ABN AMRO HOLDING	NL	16,56	-0,91
AEGON NV	NL	14,22	-0,57
AIR LIQUIDE	FR	146,70	-0,00
ALCATEL A	FR	4,97	-0,40
ALLIANZ N	AL	126,00	-0,40
AVENTIS	FR	65,65	-0,08
AXA	FR	13,40	-1,13
BASF AG	AL	41,94	-1,30
BAYER	AL	24,04	-0,12
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	21,05	-1,89
BVVA	ES	9,51	-5,20
BNP PARIBAS	FR	48,10	-0,94
BSCH	ES	6,40	-5,26
CARREFOUR	FR	42,65	-0,59
DAIMLERCHRYSLER N	AL	45,49	-0,57

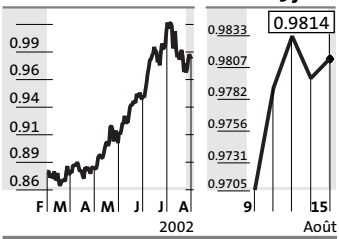
MARCHÉ DES CHANGES 16/8, 9h47

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,85041	0,98180	1,53350	0,66932
TOKYO (¥)	117,59000		115,21000	180,34500	78,70297
PARIS (€)	1,02150	0,86870		1,56625	0,68370
LONDRES (£)	0,65210	0,55449	0,63985		0,43643
ZURICH (FR. S.)	1,49405	1,27060	1,46290	2,29130	

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4245	7,4270
COURONNE NORVÈGE	7,4227	7,4313
COURONNE SUÉDOISE	9,2365	9,2485
COURONNE TCHÉQUE	31,2362	31,3501
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7919	1,7929
DOLLAR CANADIEN	1,5245	1,5259
DOLLAR HONGKONG	7,6340	7,6640
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0859	2,0914
FORINT HONGROIS	244,7239	245,0007
LEU ROUMAIN	32334,0000	32398,0000
ROUBLE	30,9050	30,9310

EURO à 6 mois



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	4370,20 16/8	0,99	5362,29 4/1	3625,89 24/7	15,40
	FTSE techMark 100 index	769,36 16/8	0,80	1569,61 4/1	704,92 24/7	
SUÈDE	OMX	523,51 16/8	0,09	878,88 4/1	468,52 24/7	20,30
EUROPE						
HONGRIE	Bux	7314,03 15/8	3,14	9019,42 7/5	6546,35 26/7	9,70
ISLANDE	ICEX 15	1267,08 15/8	0,31	1413,85 21/3	1142,61 7/1	
POLOGNE	WSE Wig index	12910,46 14/8	-0,75	16423,34 25/1	12436,83 26/7	161,80
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	455,90 12/8	0,93	479,39 10/5	384,60 2/1	
RUSSIE	RTS	339,89 15/8	1,43	425,42 20/5	256,75 28/12	
SUISSE	Swiss market	5420,40 16/8	-0,07	6740,60 17/5	5490,50 26/6	16,90
TURQUIE	National 100	9835,38 16/8	1,66	15071,83 8/1	8514,03 3/7	645,50
AMÉRIQUES						
ARGENTINE	Merval	371,25 15/8	0,65	471,33 6/2	267,73 14/6	16,20
BRÉSIL	Bovespa	9183,25 15/8	-1,71	14495,28 18/3	9016,73 14/8	7,10
CANADA	TSE 300	6557,57 15/8	0,11	7992,70 7/3	5992,14 24/7	18,50
CHILI	Ipsa	88,97 15/8	1,11	102,37 4/1	79,19 24/7	0,20
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	8818,14 15/8	0,86	10673,09 19/3	7532,66 24/7	19,00
	Nasdaq composite	1345,01 15/8	0,80	2098,87 9/1	1192,42 24/7	37,40
	Nasdaq 100	980,98 15/8	1,25	1710,22 9/1	856,34 5/8	38,10
	Wilshire 5000	8764,54 15/8	1,17	10983,40 19/3	7396,62 24/7	
	Standards & Poors 500	930,25 15/8	1,16	1176,96 7/1	775,67 24/7	18,40
MEXIQUE	IPC	6146,11 15/8	1,53	7611,12 11/4	5500,75 5/8	15,60

FRANCFORT

15/8 : 171 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
CARRIER ONE	0,05	-66,67
TTL INF TECH	1,65	-32,00
PARSYTEC AG	1,76	-25,71
EMS NEW MEDIA	0,41	-20,59
SZ TESTSYSTEME	0,95	-18,75
AUGUSTA TECHNO	4,96	-18,10
PIXELNET	0,33	-17,86
Plus mauvaises performances		
KABEL NEW MEDIA AG	0,01	-66,67
COMROAD	0,05	-54,55
GEDYS INTERNET PRD	0,27	-46,00
BROKAT TECHNOLOGIE	0,02	-33,33
FADS	0,16	-33,33
ADD SYSTEM	0,09	-30,77
ABACHO	0,11	-21,43

LONDRES

15/8 : 1990 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
SUEZ	0,29	-18,75
ROYAL AND SUN ALLI	1,08	-13,16
AMVESCAP	4,35	-12,99
SCHROEDERS NON VTG	5,00	-11,36
SAGE GROUP	1,27	-10,92
AVIVA	5,48	-10,71
CAPITA GRP	2,77	-9,69
Plus mauvaises performances		
PENINSULAR AND ORI	2,19	-7,01
CHUBB	1,27	-5,40
CARLTON COMMUNICAT	1,38	-5,15
EMI GROUP	1,91	-3,91
BATM ADVANCED COMM	0,13	-3,85
LOGICA	1,64	-3,10
BAE SYSTEMS	2,92	-2,83

TAUX

TAUX D'INTÉRÊTS LE 16/8

	Taux 1 j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,28	3,34	4,69	5,13
ROYAUME-UNI	3,64	3,98	4,73	4,64
ITALIE	3,28	3,34	4,66	5,15
ALLEMAGNE	3,28	3,34	4,49	4,95
JAPON	0,05	0,07	1,11	1,96
ÉTATS-UNIS	1,88	1,76	4,15	5,19
SUISSE	0,69	0,79	2,97	3,66

MARCHÉS A TERME LE 16/8, 9h47

	Echéance	Premier prix	Dernier Contrats prix ouverts
PARIS			
CAC 40 TER.	8/2	3380,00	3405,00 434168
EURO NOTIO.	9/2	88,40	5
EURO ST. 50	9/2	2687,00	650
FRANCFORT			
BUND 10 ANS	9/2	110,68	110,43 863712
LONDRES			
EURIBOR 3M.	9/2	96,65	96,64 377718
NEW YORK			
DOW JONES S. & POORS	9/2	8780,00	8800,00 31280
		923,00	930,70 579676

TOKYO

16/8 : 631 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (¥)	% var.
Meilleures performances		
TOKYO SHEARING	168,00	-26,32
ASUNARO CONSTRUCT	265,00	-22,69
MORIO DENKI	187,00	-19,87
SILVER SEIKO	60,00	-17,65
KINUGAWA RUBBER	71,00	-12,70
MIYAKOSHI	93,00	-12,05
FAST RETAILING	3410,00	-10,36
Plus mauvaises performances		
RISO KYOKU 102 WI	110000,00	-16

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Vendredi 16 août 9h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam.

NOUVEAU MARCHÉ

15/8 : 2,47 millions d'euros échangés

Table of new market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var.

SICAV ET FCP

SÉLECTION publiée sous la responsabilité de l'émetteur

Dernier cours connu le 16/8 à 9h

Table of SICAV and FCP data including columns for Valeur, Cours date, % var., and % var. 31/12.

Table of fund data including columns for EGIDE #, BOURSE DIRECT #, HIMALAYA #, etc.

Fonds communs de placements

Table of common fund data including columns for Ecur.TECHNOLOGIESC, Ecur.TECHNOLOGIESD, etc.

Advertisement for 'À NOS ABONNÉS' with contact information for subscriptions via internet or phone.

SECONDE MARCHÉ

15/8 : 5,84 millions d'euros échangés

Table of second market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var.

Fonds communs de placements

Table of common fund data including columns for CAPITOP MONETAIREC, CAPITOP MONETAIRED, etc.

Table of second market data including columns for FAROS NOM., GREVIN COMPAGNIE, BUFFALO GRILL, etc.

Fonds communs de placements

Table of common fund data including columns for CADENCE 1 D, CADENCE 2 D, CADENCE 3 D, etc.

AUJOURD'HUI

SPORTS

Alors que les championnats du monde d'escrime s'ouvrent ce samedi à Lisbonne, la **DOUBLE CHAMPIONNE OLYMPIQUE** et triple championne du monde d'épée, Laura Flessel, 30 ans, a appris qu'elle avait

été **CONTRÔLÉE POSITIVE** en mai dernier, à l'issue d'une épreuve de Coupe du monde à Malaga (Espagne). Laura Flessel a nié s'être jamais dopée, indiquant qu'elle avait absorbé, comme toute l'équipe

de France, **DES PASTILLES** prescrites par le kinésithérapeute de la formation française. Or ce produit, la coramine glucose, bien qu'en vente libre, contient un stimulant, la nicéthamide, et figure au tableau des

médicaments interdits. Le directeur technique national, **PHILIPPE OMNÈS A CONFIRMÉ** cette thèse. Le kiné incriminé a reconnu par écrit avoir commis une erreur. Il a été aussitôt mis à pied par la Fédération.

La fédération se dit responsable du contrôle positif de Laura Flessel

Escrime • La championne olympique d'épée a subi un contrôle antidopage positif à la nicéthamide, un stimulant. Selon la Fédération française d'escrime, la responsabilité en incombe à un jeune kinésithérapeute de l'équipe de France, qui a prescrit le produit sans en vérifier le contenu

LUNDI 12 août, la Fédération française d'escrime (FFE) a reçu un courrier en provenance de la Fédération internationale (FIE). Elle y était informée que Laura Flessel, championne olympique et du monde d'épée, victorieuse de la Coupe du monde 2002, avait été l'objet, le 26 mai, d'un contrôle antidopage positif. Un produit stimulant, de la nicéthamide, a été retrouvé dans les urines de la championne. Le contrôle a été effectué à Malaga (Espagne), à l'occasion d'un tournoi de Coupe du monde, et l'analyse réalisée par le laboratoire de



Laura Flessel lors des championnats du monde d'escrime, à Nîmes, en octobre 2001. Double championne olympique d'épée à Atlanta (en épreuve individuelle et par équipes), médaillée de bronze aux Jeux de Sydney, la Française, contrôlée positive, assure avoir été victime d'une négligence.

« Il faut assumer ses erreurs.

La FFE assume cette faute professionnelle de l'un de ses kinésithérapeutes »

PIERRE ALBRIC

Barcelone accrédité par le Comité international olympique (CIO).

« J'ai aussitôt avisé Laura, et nous avons discuté pour essayer de comprendre comment un tel problème avait pu se poser, raconte Pierre Abric, le président de la FFE. Je lui dit : "Tu es sûre qu'on ne t'a rien donné ?" Elle me répond : "Le kiné m'a bien donné du sucre, car j'étais un peu fatiguée, mais je ne vois rien d'autre..." » Le kinésithérapeute en question se nomme David Soulier. Un ancien fleuretiste de haut niveau, qui a participé aux championnats du monde 1998 et appa-

raît encore à la 125^e place du classement national du fleuret. Jeune diplômé de l'école de kinésithérapie de Saint-Maurice (Val-de-Marne), il effectue régulièrement des vacations pour la FFE et accompagne les équipes de France sur certaines compétitions.

« Je l'ai appelé et je lui ai demandé ce qu'il avait donné aux athlètes à Malaga, reprend Pierre Abric. Il m'a dit : "Juste un produit que m'a vendu mon pharmacien, à qui j'avais demandé quelque chose à donner aux athlètes en cas de coup de fatigue." Mon sang n'a fait qu'un tour. Je lui ai dit : "Mais tu les a toutes dopées !" » Le médicament en question est, selon la FFE, de la Coramine glucose, un produit en vente libre contenant certes du sucre, mais aussi de la nicéthamide. David Soulier se le serait procuré chez un pharmacien de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne).

A la demande de la FFE, le jeune

kinésithérapeute a rédigé un courrier dans lequel il expose sa version des faits et endosse la responsabilité du contrôle positif de Laura Flessel. « J'ai été amené à donner à la plupart des tireuses de l'équipe de France des pastilles de Coramine glucose, que, de leur côté, en toute bonne foi, elles ont consommées, y affirme-t-il. (...) Je voudrais attirer l'attention sur le fait qu'aucune de ces tireuses ne pouvait mesurer les conséquences induites par la prise de ces pastilles. (...) J'atteste sur l'honneur être le seul et unique responsable de la prise de Coramine glucose, en particulier pour ce qui concerne M^{me} Laura Flessel-Colovic. »

Une autre épéiste de l'équipe de France – sans palmarès international – avait également été contrôlée à Malaga. Jeudi, les résultats de ce contrôle n'avaient pas encore été communiqués à la FFE. David Soulier a immédiatement été sus-

pendu de ses fonctions au sein de la fédération. « Il faut assumer ses erreurs, déclare Pierre Abric. La FFE assume cette faute professionnelle de l'un de ses kinésithérapeutes et, indirectement, du médecin des équipes de France. »

Déjà présent à Lisbonne, où les championnats du monde d'escrime doivent débiter samedi, Philippe Omnès, le directeur tech-

nique national, a pour sa part évoqué « un malheureux concours de circonstances, en fait une succession d'erreurs ». « Laura est une victime, a-t-il ajouté. Tout le monde sait que c'est une athlète irréprochable. Elle a pris ces pastilles sans se méfier. »

Laura Flessel devait tenir une conférence de presse à Lisbonne, dans l'après-midi de vendredi. « Je suis furieuse contre la fédération (française) car, à ce jour, mon nom va être sali », a-t-elle déclaré au quotidien L'Equipe. « Je ne suis pas une dopée, je ne me dope pas. J'ai toujours préféré la contre-performance, et je l'ai toujours dit, à une aide médicale. »

La championne française, qui est âgée de trente ans et avait interrompu sa carrière après les Jeux de Sydney, en 2000, pour avoir un enfant, doit faire son entrée en compétition dimanche, avec l'épreuve individuelle d'épée.

« Elle ne voulait pas tirer, mais je lui ai dit que ce serait considéré par certains comme une forme d'aveu, explique Pierre Abric. Laura Flessel ne mérite pas de ne pas disputer les championnats du monde, car elle n'est pour rien dans cette affaire. Quelles qu'en seront les conséquences pour la FFE, elle doit tirer. »

La Fédération internationale sera-t-elle du même avis ? Crai-

gnant une suspension à titre conservatoire et à effet immédiat de sa championne, la FFE a dépêché devant la commission exécutive de la FIE, qui devait se tenir vendredi matin, Philippe Omnès, Dominique Poux, le médecin fédéral, et Francis Touya, l'un de ses vice-présidents. Laura Flessel risque une suspension de trois mois. Elle a jusqu'à lundi pour demander une contre-expertise, mais il est peu probable que celle-ci infirme les résultats de la première analyse.

Elle n'est pas la première escrimeuse française citée dans une affaire touchant au dopage. L'actuel ministre des sports et ancien champion olympique de sabre, Jean-François Lamour, avait été blanchi après qu'un premier contrôle – entaché d'erreurs – eut révélé des traces de caféine dans ses urines, en 1987. Un ancien membre de l'équipe de France d'épée avait fait également l'objet d'un contrôle positif, mais il s'était avéré que le laboratoire australien qui avait réalisé l'analyse avait confondu la formule moléculaire d'un produit favorisant la repousse des cheveux... avec celle de la morphine.

S'il se confirme que David Soulier est bien le responsable direct du contrôle antidopage positif de Laura Flessel, la question du rôle des kinésithérapeutes au sein des délégations sportives ne manquera pas de se poser. « Le problème est que les kinésithérapeutes sont amenés de plus en plus souvent à être l'élément essentiel de l'équipe médicale sportive, affirme Pierre Abric, qui est par ailleurs président de la Société des kinésithérapeutes de sport. Or leur connaissances en pharmacologie sont insuffisantes pour jouer ce rôle. » Laura Flessel l'a peut-être appris à ses dépens.

Gilles van Kote

Le Mondial d'escrime clôt une saison marquée par les polémiques

Samedi à Lisbonne, la Fédération internationale doit tenter de régler la question de l'intégration du sabre féminin aux Jeux

CRISE EXISTENTIELLE ? Mauvais feuillet ? Affaire de famille ? Adeptes en temps normal des ambiances feutrées et des échanges courtois, le monde de l'escrime a passé la saison qui s'achève avec les championnats du monde de Lisbonne (17 au 23 août) à se déchirer et à se ridiculiser sur la place publique. La cause de cette crise à rebondissement peut paraître futile : il ne s'agissait que d'intégrer le sabre féminin, arme jeune mais en plein essor, dans le programme olympique des Jeux d'Athènes, en 2004.

La question n'en serait pas devenue une si le Comité international olympique (CIO) avait accepté d'ajouter deux épreuves – une individuelle et une par équipes – aux dix déjà existantes (le fleuret féminin et masculin, l'épée féminine et masculine ainsi que le sabre masculin étant déjà olympiques). Mais l'heure est plutôt au resserrement du programme des Jeux, et Jacques Rogge, le président du CIO, n'a rien voulu entendre : « Faites-nous des propositions, mais dans le cadre – non négociable – de dix épreuves », a-t-il expliqué en substance à René Roch, le président (français) de la Fédération internationale d'escrime (FIE).

PROTESTATIONS DES SPORTIFS

En décembre 2001, lors du congrès de La Havane, René Roch avait fait voter par ses troupes – à l'unanimité moins deux voix – un audacieux projet de réforme des compétitions par équipes, qui permettait d'intégrer le sabre féminin sans crever le plafond des dix épreuves. Quatre mois plus tard, devant les réticences du CIO, qui exigeait que soit testée la nouvelle formule (celle-ci instituait des épreuves par équipes mixtes), un congrès extraordinaire de la FIE, organisé à Antalya, en Turquie, revenait sur la première décision. Il confirmait bien l'arrivée du sabre féminin, mais

décidait en contrepartie de supprimer deux épreuves par équipes... par tirage au sort. Ce dernier était effectué dans la foulée et désignait comme victimes le fleuret féminin et le sabre masculin.

Devant un tel procédé, les escrimeurs se mobilisaient et lançaient un mouvement de boycottage des épreuves de Coupe du monde remarquablement suivi (*Le Monde* du 25 avril 2002). Les finalistes du tournoi de fleuret féminin de Côme (Italie), en avril, refusaient de disputer leur assaut. A Paris, les 3 et 4 mai, les challenges Jeanty et Rommel, deux tournois internationaux de fleuret, étaient annulés, les escrimeurs refusant de tirer. Devant ce mouvement de protestation, la FIE faisait machine arrière et

promettait de revoir les données du problème.

Samedi 17 août à Lisbonne, un second congrès extraordinaire, organisé en marge des championnats du monde, se penchera donc à nouveau sur l'épineuse question. Il aura à se prononcer sur une nouvelle proposition du comité exécutif de la FIE, prévoyant cette fois le remplacement dans le programme olympique de l'épreuve par équipes de fleuret féminin par une épreuve individuelle de sabre féminin. Le choix de sacrifier le fleuret féminin se fonde sur le fait que cette arme a enregistré la plus faible participation lors des championnats du monde de Nîmes, en 2001.

Cette solution a de fortes chances d'être acceptée par la majorité

des pays membres. Si ce n'était pas le cas, la FIE devrait probablement se résoudre au *statu quo ante*, revenir purement et simplement au programme des Jeux de Sydney et remettre à plus tard l'intégration du sabre féminin. « Ce serait un coup d'arrêt », estime Pierre Guichot, l'entraîneur des sabreuses françaises. Quoi qu'il en soit, la FIE devra transmettre une proposition définitive au CIO, qui se prononcera le 28 août, à l'occasion de la réunion de sa commission exécutive à Lausanne.

L'unanimité est loin d'être de mise sur le sujet au sein de la famille de l'escrime. Le comité directeur de la Fédération française d'escrime (FFE) ne s'est ainsi prononcé que par dix-huit voix contre

onze en faveur de la proposition de la FIE. « Le sabre féminin est une arme qui a encore besoin de se structurer et qui peut très bien attendre encore quatre ans avant d'entrer aux Jeux, assure Philippe Boisse, ancien champion olympique d'épée, qui a voté contre l'intégration de la nouvelle arme. Si la FIE veut redorer son blason et retrouver sa crédibilité, elle doit faire machine arrière, reprendre sa copie, revenir au programme des Jeux de Sydney pour 2004 et reprendre ensuite des discussions avec le CIO en vue des Jeux de 2008. »

LA VALSE-HÉSITATION DE LA FIE

Le CIO n'a pas apprécié la valse-hésitation de la FIE, ni d'être directement interpellé par les athlètes. Jacques Rogge l'a fait savoir en déclarant en juillet que « l'information a été mal faite par la fédération au niveau de ses propres athlètes ». « Ces balbutiements nous ont fait perdre de notre crédibilité auprès du CIO, estime Pierre Abric, le président de la FFE, dont les relations avec René Roch sont tout sauf cordiales. Heureusement que nous avons des soutiens au sein du mouvement olympique, j'aurais eu sinon les plus grandes inquiétudes concernant l'avenir de l'escrime aux Jeux. »

Le président de la FFE compte proposer, lors du congrès de Lisbonne, la création d'un groupe de travail sur le programme d'escrime pour Jeux de 2008 « afin de ne pas repartir dans les mêmes élucubrations ». La FIE a décidé quant à elle, en pensant probablement à 2008, de tester dès les championnats du monde une épreuve par équipes mixte : un tournoi de sabre rassemblant deux femmes et deux hommes par nation sera organisé à titre expérimental vendredi 23 août, en clôture des championnats du monde.

TROIS QUESTIONS À... ANNE-LISE TOUYA

1 Vous êtes championne du monde en titre au sabre. Les soubresauts que traverse l'escrime depuis plusieurs mois ont-ils eu des conséquences sur la préparation des athlètes ?

Je ne pense pas que cela ait véritablement perturbé notre préparation. Mais nous avons dépensé beaucoup d'énergie pour obtenir que l'arrivée du sabre féminin aux Jeux olympiques se traduise par le passage de dix à douze épreuves d'escrime. Malheureusement, cela n'a pas été possible.

Nous n'avons pas eu voix au chapitre. Nous nous sommes rendu compte que nous – les athlètes – n'avions aucun poids politique. Je me suis rendue en compagnie de sept autres escrimeurs à Lausanne pour y rencontrer Gilbert Felli, le directeur des sports du CIO (Comité international olympique). Nous nous sommes heurtés à un mur. Il répondait à peine à nos questions, il nous a dit que nous ne représentions rien.

2 Le mouvement de protestation des escrimeurs avait pourtant démarré dans une belle solidité. Comment celle-ci s'est-elle diluée ?

Tout le monde est resté solidaire tant que l'objectif commun était d'obtenir douze épreuves aux Jeux d'Athènes, une individuelle et une par équipes dans chaque arme. Mais quand on a su qu'il n'y en aurait pas plus de dix et que certaines armes devraient en faire les frais, la situation a changé. Chacun était d'accord pour que le sabre féminin entre au programme olympique, à condition que l'on ne touche pas à son arme. Je comprends que c'est difficile pour le fleuret féminin, qui risque de perdre son épreuve par équipes, mais il faut que les fleuretistes réalisent que si le sabre féminin n'entre pas aux Jeux, ce sera la mort de l'arme.

3 Le sabre féminin est une arme encore jeune. Ne peut-elle pas attendre ?

Si nous ne devenons pas olympiques en 2004, ce ne sera certainement pas en 2008, année où le programme des Jeux devrait être réformé et allégé. Et si nous n'entrons pas aux Jeux, nous allons perdre toutes nos subventions, la plupart des pays vont se désintéresser du sabre féminin.

Pour l'instant, je préfère ne pas y penser. De toute façon, les choses changent tous les jours. J'essaie de me concentrer le mieux possible sur les championnats du monde. Tout ce que je peux dire, c'est que les dirigeants auraient pu choisir un autre moment que le premier jour des championnats pour organiser leur congrès. Cela ne favorise pas la sérénité. La Fédération internationale s'y est mal pris. Elle savait depuis longtemps qu'il y aurait deux épreuves supplémentaires à faire entrer aux Jeux. Ce n'est pas à deux ans de l'échéance qu'il fallait s'en préoccuper.

Propos recueillis par G.v.K.

G.v.K.

DÉPÊCHES

■ **VOLLEY** : L'équipe de France s'est inclinée par 3 sets à 0 face à la Pologne, dans son troisième et dernier match de phase finale de Ligue mondiale. Elle revient donc bredouille de Belo Horizonte (Brésil), où elle n'est pas parvenue à gagner un seul set. L'équipe de France avait été battue par l'Italie, mardi 13 août, avant de devoir s'incliner le lendemain face à la sélection yougoslave.

Les demi-finales de l'épreuve opposeront l'Italie à la Russie et la Yougoslavie au Brésil.

■ **TRIATHLON** : L'Espagnol Félix Martinez a remporté jeudi, pour la deuxième année consécutive, le triathlon d'Embrun (Hautes-Alpes), en 10 h 7 min et 41 s. Il n'a pu en revanche battre son record de l'année passée, où il avait bouclé l'épreuve en 9 h 57 min 37 s. Avec 3,8 km de natation, 188 km de cyclisme (dont un passage par le col de l'Izoard) et 42,195 km de course à pied, le triathlon d'Embrun est réputé pour être l'un des plus difficiles.

■ **FORMULE 1** : Bernie Ecclestone a déclaré jeudi que la Turquie avait « 99,9 % » de chances d'accueillir prochainement un Grand Prix de formule 1. En visite d'inspection sur les sites envisagés, il a précisé que sa réponse définitive ne serait toutefois pas connue avant deux mois. Le gouvernement d'Ankara avait autorisé le 24 juillet dernier la construction d'un circuit automobile qui permettrait d'organiser un Grand Prix de formule 1 dès la saison 2005.

■ **TENNIS** : Lleyton Hewitt, tête de série n°1, s'est fait éliminer jeudi au troisième tour du Tournoi ATP d'Indianapolis par le Britannique Greg Rusedski (n°14), sur le score de 7/6 (7-3), 6/4. Du côté des Français, Sébastien Grosjean (n°6) s'est qualifié en battant Nicolas Kiefer (Allemagne) 7-6 (7-4), 6-3, tout comme Arnaud Clément (n°15), qui s'est imposé devant le Roumain Mario Ancic (6-3, 6-4).

LES OBJETS CULTES DE L'ÉTÉ 4.

Le siècle du marcel

Le débardeur à la fibre démocratique, porte-parole de la contestation, maillot de corps révolutionnaire des congés payés, icône du voyou, emblème érotique du grand écran, accessoire phare du prêt-à-porter, raconte la France en mutation

RIEN NE SEMBLAIT promettre ce modeste tube de coton à un destin aussi glorieux. Rien, si ce n'est son confort hygiénique, qui a révolutionné l'univers des dessous masculins et conquis toute la planète. Aujourd'hui encore, de l'Égypte à l'Amérique du Sud en passant par l'Inde, ses quelques grammes de coton épongent les suées quotidiennes et économisent la précieuse chemise : car, depuis ses origines, le marcel cultive la fibre démocratique.

Née en France au milieu du XIX^e siècle, cette chemise sans manches, d'abord tricotée en laine, apparaît sur les torsades des forts des halles, dont elle libère les mouvements et réchauffe les reins. A cette époque, l'essor de la bonneterie et l'intérêt croissant pour les notions d'hygiène propulsent ce dessous révolutionnaire.

A la fin du siècle, la confection se dégage de l'artisanat et offre aux masses le débardeur bon marché. La marque Marcel le rend familier en lui prêtant son nom, tombé depuis dans le langage courant. L'armée le glisse dans le paquetage de ses soldats pendant la Grande Guerre. En été, quand la chaleur dispense du port de la chemise, il protège la peau du rude treillis.

Selon la légende, c'est aux militaires norvégiens que l'on doit sa version à trous, à la fois chaude en hiver et fraîche en été. Le général Henrick Brun aurait, dit-on, confectionné en 1933 le premier modèle dans un filet de pêche. Mais le marcel ne dévoile sa blancheur que chez les professions

Le fétiche d'Alberto Marani

Feuilleté de débardeurs, marcel en cachemire comme découpé au scalpel... Depuis 1997, Alberto Marani ne cesse de travailler ce fétiche qui ne le quitte pour ainsi dire jamais. Né en Italie, royaume de la maille, le créateur de 28 ans offre à ce vêtement les matières les plus luxueuses : mérinos ultra fin – jauge 18 –, tricoté sur des métiers à chaussette, soie, coton mercerisé, gaze... « Je me sens totalement à l'aise en débardeur, car j'ai les épaules libres. Je trouve un équilibre entre quelque chose de sensuel – voire de sexuel – et une certaine élégance », explique le créateur de la marque Marani.

Fil d'Ariane des collections, le marcel dévoile, à chaque fois, des coupes précises et minimales, des détails à première vue invisibles qui bousculent, sans en avoir l'air, l'architecture du vêtement. Ainsi un modèle, par ses profondes échancrures, devient un dos nu ; un autre, au contraire, finit les siennes à la naissance des seins. Outre le gris, code de la marque, Alberto Marani aime les couleurs primaires. Il s'inspire des petits théâtres du sculpteur Lucio Fontana, dont il dessine les motifs aux angles arrondis.

musclées ou dans l'intimité du foyer. La vogue du sport et l'avènement des loisirs lui offrent une visibilité acceptable. Uniforme des athlètes, il s'impose dans les stades. En 1936, celui que l'on baptise affectueusement « mimi-le » devient le symbole d'une France convertie aux joies des congés payés. Une France populaire en vacances, qui laisse tomber la chemise pour se mettre à l'aise.

Icône « popu », attribut macho, fétiche érotique... : le marcel n'a jamais cessé de véhiculer les clichés. A l'écran, de Raimu dans *La Femme du boulanger* (Marcel Pagnol) à Gérard Depardieu et



ASSOULINE/PHILIPPE SEBIROT, STYLISME VÉRONIQUE BATAILLE

Patrick Dewaere dans *Les Valseuses* (Bertrand Blier), il a longtemps incarné le stéréotype du Français moyen. Croqué par le dessinateur de BD Gotlieb, Superdupont, caricature franchoillard, arbore les attributs gaulois : marcel blanc, béret et moustache à la Pétain. En Italie aussi, le maillot de corps, baptisé *canottiera* – en référence à la chemise que portaient les canotiers – est une icône. Le cinéma néoréaliste des années 1940 en a fait le porte-parole de la contestation sociale, l'antithèse de la chemise bour-

geoise. Et quand en 1977, Albert Cohen, auteur de *Belle du seigneur*, reçoit Bernard Pivot, c'est un marcel qu'on aperçoit dans l'échancrure de sa robe de chambre de soie.

MARGINAL ET VOYOU

Du chômeur dans *Le Voleur de bicyclette* (Vittorio de Sica) au forain Zampanò de *La Strada* (Federico Fellini), le marcel demeure associé à l'image du marginal. Du voyou aussi. Costume des *mafiosi* de la Little Italy des années 1930 ou des gangs adolescents, le marcel roule des mécaniques et dévoile en signe d'intimidation des muscles affûtés pour la bagarre. « Le marcel est pour nous un symbole de masculinité et de tradition. Avec ses épaules étroites et son profond décolleté, le débardeur incarne les fantasmes relatifs à l'homme italien. Il suffit de penser à Marcello Mastroianni », expliquent les créateurs lombardo-siciliens Domenico Dolce et Stefano Gabbana, qui en ont fait l'un de leurs fétiches.

Sa réputation de macho au sang chaud est comme inscrite dans ses fibres. A tel point que, aux Etats-Unis, on l'a surnommé « Wife Beater » (littéralement : celui

qui bat sa femme). Sur Internet, un site éponyme a déclenché l'année dernière la colère de la Coalition nationale contre les violences domestiques (NCADV). Son responsable, l'Américain James Doolin, y propose, pour 20 dollars, des modèles brodés Wife Beater avec, en option, brûlures de cigarettes, taches de sang ou de bière... Longtemps cantonné au fonctionnement pur, les sous-vêtements masculins ont su trouver dans le marcel un nouveau territoire érotique. « Dans les années 1930, le maillot de corps blanc est



Jacques, dit « Langue de velours », photographié par Robert Doisneau en 1936 (ci-dessus). Le modèle brodé au nom du créateur Marcel Marongiu (à gauche).

devenu un signifiant homosexuel important (...), le vêtement fétiche de l'imaginaire gay. Il doit sa dimension virile au fait qu'il souligne la musculature et qu'il est né chez les ouvriers », écrit Valerie Steele, dans son ouvrage *Mode et érotisme*.

Sur la pochette de l'album *Live and Sleazy* (1979) du groupe gay Village People, l'ouvrier en marcel blanc, jean et casque de chantier, figure en bonne place, à côté du biker ou du policier. Et, dans *Querelle*, de Rainer Fassbinder, Brad Davis, costumé en marin,

l'exhibe, décolleté jusqu'au-dessous des seins. Dans les années 1970, les communautés gays de San Francisco sont les premières à l'adopter comme tenue de ville. Il souligne également les biceps gonflés des héros torrides de Tom of Finland. Ce dessinateur collabora plus tard avec Jean Paul Gaultier pour une collection baptisée « Casanova au gymnase-club », peignant en trompe-l'œil sur une veste le dessin d'un marcel et d'un mini-short. « Le débardeur fait de belles épaules et met en valeur les os de la clavicule.

Dans les boîtes de nuit, les muscle queens [les homos culturistes] portent le basique Fruit of the Loom, tandis que les branchés adoptent les marques Exi ou Dolce e Gabbana », raconte David, attaché de presse dans la mode.

ESTHÉTIQUE ANDROGYNE

Depuis, sa force de séduction fait l'unanimité. Cheveux courts, marcel blanc. Dans les années 1970, Jane Birkin, alias Johnny Jane, avait immortalisé, dans *Je t'aime moi non plus* de Serge Gainsbourg, l'esthétique androgyne. Et c'est à cette époque que les femmes ont commencé à s'approprier cet attribut viril, dont les bretelles se sont affinées pour donner naissance à l'actuel débardeur. « Je pense qu'il y a quelque chose d'incroyablement sexy chez une femme qui met les dessous de son petit ami », déclarait le créateur Calvin Klein, qui leur a d'ailleurs offert le très glamour slip kangourou. En 1994, le créateur utilisait le marcel – et le jean – pour incarner l'image de son parfum unisexé CKOne. Depuis, le marcel n'a cessé d'inspirer la mode et de s'enrichir. Deux ans plus tôt, Chanel y avait apposé son logo.

« La forme la plus classique, blanche, en coton coté, est toujours présente dans nos collections homme et femme. Nous avons élargi les épaules ou échancré le décolleté, nous avons ajouté des ornements de pierre et de jais, utilisé le coton le plus basique comme le cachemire », expliquent les créateurs Domenico Dolce et Stefano Gabbana. Lors de leur défilé d'octobre 2001, ils ont offert aux invités des débardeurs « I Love NY », en souvenir des victimes du World Trade Center.

Chez Jean Paul Gaultier, le marcel s'impose en laine et en pierre de Bohême. Imprimé camouflage, porté XXL sur un T-shirt dans un esprit skatter, en fine résille noire piquée de badges multicolores (Sonia Rykiel). Le marcel n'en finit pas de se plier aux inspirations de la mode. Mais sa version authentique en coton blanc reste l'une des plus courues. Le modèle brodé au prénom du créateur Marcel Marongiu est reconduit de saison en saison : 10 000 pièces ont été vendues jusqu'à ce jour. Et, depuis l'année dernière, les enfants ont aussi leur taille à eux. Peut-être un moyen de remettre un prénom à la mode...

Charlotte Brunel

PROCHAIN ARTICLE
LA TONG

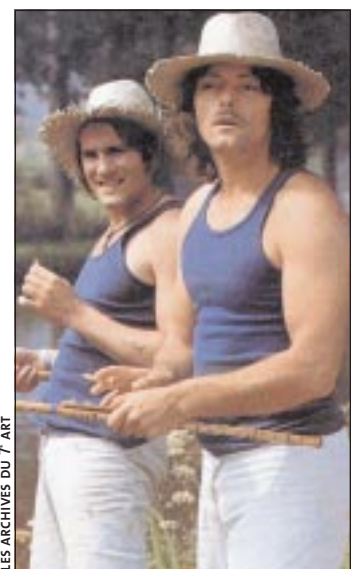
JAVIA



D.R.



VOGUE ITALIE/JAVIA

LES ARCHIVES DU 7^e ART

Le succès du dessous-dessus unisexe d'Eminence

Chaque année, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la marque leader vend 500 000 pièces de ce classique

EN JANVIER dernier, Eminence offrait aux femmes une parure de lingerie des plus affriolantes : marcel blanc et slip kangourou. Pur hasard ou signe du succès, en six mois, le marché global de la marque a progressé de 10 %. Il faut dire qu'il s'agit là de véritables icônes, sur lesquelles le leader français des dessous masculins a bâti sa légende. Avec son échancrure de 20 cm sous les bras, son coton peigné et ses fins liserés, le débardeur d'Eminence n'a pas pris une ride. Sa couleur d'origine, le blanc, demeure la plus populaire et, aujourd'hui encore, la marque vend chaque année 500 000 pièces de ce classique et de ses diverses déclinaisons dans toute l'Europe. Un succès qui ne se dément pas depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

En 1943, Gilbert Sivel, fabricant de textiles cévenol, et Georges

Jonathan, représentant de commerce, se lançaient dans la bonneterie et créaient la marque Eminence. « De confessions différentes, l'un protestant, l'autre juif, les deux associés et amis auraient, dit-on, choisi ce nom pour sa neutralité religieuse », explique Marc Lefebvre, l'actuel PDG de la marque. Le cardinal de Richelieu fut ainsi désigné pour trôner sur les boîtes d'emballage. Aujourd'hui pourtant, il ne reste plus du ministre de Louis XIII que le rouge ecclésiastique de son habit.

GAUCHOS ARGENTINS

Dans les usines de Sauve (Cévennes), des machines à tricoter importées de Suisse permettent de réaliser marcel et T-shirts que le « point noué » rend souples et aériens. Ce confort, révolutionnaire pour l'époque, apporte à la



marque sa célébrité. Mais la consécration vient surtout, en 1949, de l'invention du « 100 », un slip kangourou inspiré des dessous des gauchos argentins. A côté du marcel, son cousin américain à manches courtes s'est taillé également un franc succès. La légende veut que le T-shirt de Marlon Brando dans le film d'Elia Kazan *Un tramway nommé désir* (1951) soit griffé Eminence.

« L'Italie est le pays où on vend le plus de débardeurs sous la marque Dibel – rachetée depuis peu par Eminence au groupe Sara Lee. C'est une véritable culture. On y trouve même des modèles très ciblés, en laine sur une face, en coton sur l'autre », poursuit Marc Lefebvre. Car, aujourd'hui, pour plus de confort, le marcel s'est enrichi de fibres high-tech. A côté de l'original 100 % coton, décliné en mesh

– une maille filet – ou en fines côtes, on le trouve associé au Lycra. En lots de deux chez Athéna – la seconde marque d'Eminence, spécialisée dans la grande distribution –, il ménage les épidermes sensibles grâce au coton hypoallergénique ou joue la douceur « peau de pêche », en microfibrilles pour la femme. « C'est davantage l'évolution des morphologies qui l'a transformé », explique-t-on chez Eminence : « Il y a quinze ans, avant que les hommes ne fassent du sport, il paraissait un peu large sur des anatomies de « crevettes ». Aujourd'hui, sur les pectoraux musclés, il se fait plus moultant. » Si les hommes d'une cinquantaine d'années le portent encore en dessous, ceux de 30 ans l'utilisent davantage en vêtement de dessus.

Ch. BI

AUJOURD'HUI

Temps estival presque partout

SAMEDI 17 AOÛT
 Lever du soleil à Paris : 6 h 47
 Couché du soleil à Paris : 21 h 01

Avec la présence d'une perturbation sur le proche Atlantique le ciel se couvrira sur la Bretagne. Sur le reste du pays les pressions restent relativement élevées. Le temps restera estival avec un ciel bien dégagé et des températures proches de 30 degrés.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Des pluies faibles gagneront la Bretagne dans l'après-midi. Ailleurs, la matinée sera bien ensoleillée puis le ciel se voilera progressivement par l'ouest. Le vent de sud soufflera jusqu'à 60 ou 70 km/h sur le Finistère. Les températures attendront 22 à 29 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Sur ces régions le soleil brillera tout au long de la journée. Les températures seront comprises entre 26 degrés près des côtes et 31 ou 32 degrés dans l'intérieur.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Les passages de nuages d'altitude n'empêcheront pas une journée largement ensoleillée. Les températures maximales seront proches de 29 ou 30 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Quelques cumulus se formeront sur le relief pyrénéen. En fin d'après-midi ou soirée ils pourront donner des averses orageuses isolées. Ailleurs, le soleil l'emportera. Les températures attendront 28 à 31 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le soleil sera présent sur l'ensemble des régions. Les formations de cumulus sur les Alpes donneront quelques orages en fin de journée. Les températures de l'après-midi seront comprises entre 27 et 30 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Sur le relief alpin quelques ondées orageuses se produiront en fin de journée. Ailleurs, le temps sera beau et chaud. Les températures attendront 27 à 31 degrés.

17 AOÛT 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE MÉTROPOLE			
Ajaccio	17/26 S	Milan	18/29 S
Biarritz	16/26 S	Moscou	12/20 N
Bordeaux	15/29 S	Munich	15/23 N
Bourges	16/30 S	Naples	18/28 S
Brest	14/22 P	Oslo	13/26 S
Caen	17/25 N	Palma de M.	20/28 S
Cherbourg	15/24 N	Prague	14/24 N
Clermont-F.	15/31 S	Rome	17/27 S
Dijon	15/29 S	Séville	19/35 S
Grenoble	16/29 S	Sofia	16/19 P
Lille	17/32 S	St-Petersb.	12/18 S
Limoges	16/27 S	Stockholm	16/26 S
Lyon	15/29 S	Ténérife	21/28 S
Marseille	18/30 S	Varsovie	16/28 N
Nancy	14/29 S	Venise	19/27 S
Nantes	15/26 N	Vienne	17/24 N
Nice	19/25 S		
Paris	17/32 S		
Pau	15/28 S		
Perpignan	20/30 S		
Rennes	15/29 N		
St-Etienne	14/29 S		
Strasbourg	15/28 S		
Toulouse	16/30 S		
Tours	15/30 S		

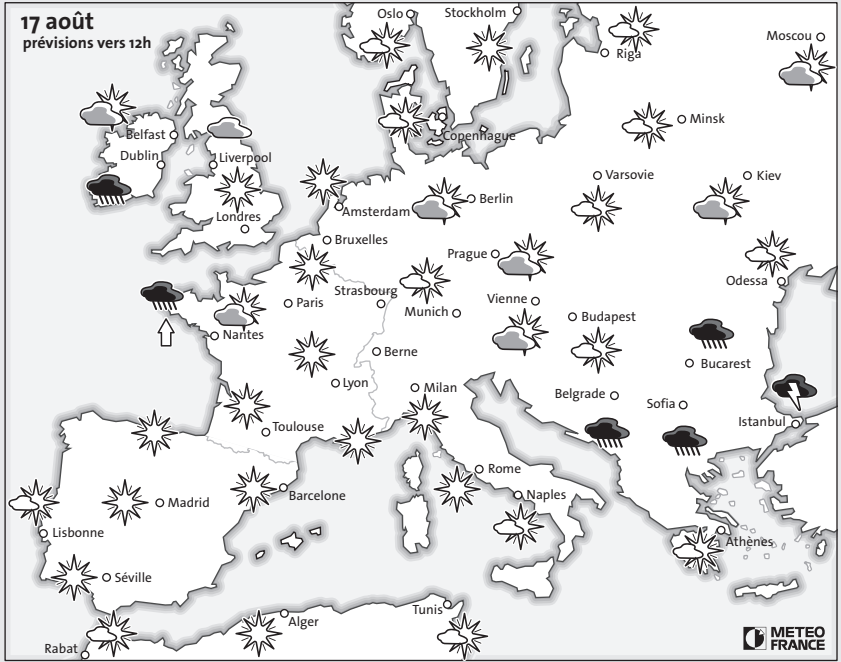
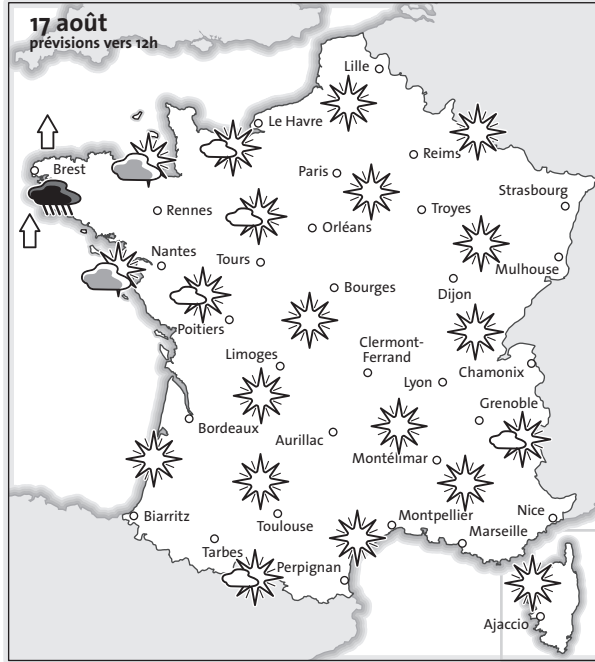
AMÉRIQUES		
Brasilia	13/27 S	
Buenos Aires	14/21 P	
Caracas	26/32 S	
Chicago	21/31 P	
Lima	16/18 S	
Los Angeles	16/21 S	
Mexico	11/26 S	
Montréal	20/28 S	
New York	27/33 S	
San Francisco	14/21 S	
Santiago Ch.	8/17 S	
Toronto	17/28 S	
Washington DC	25/37 S	

FRANCE OUTRE-MER		
Cayenne	24/33 S	
Fort-de-Fr.	25/31 P	
Nouméa	18/23 S	
Papeete	22/28 S	
Pointe-à-P.	25/31 P	
St Denis Réu.	19/24 S	

AFRIQUE		
Alger	19/29 S	
Dakar	27/30 S	
Kinshasa	21/30 S	
Le Caire	24/32 N	
Nairobi	13/24 C	
Pretoria	13/21 C	
Rabat	18/23 N	
Tunis	21/31 S	

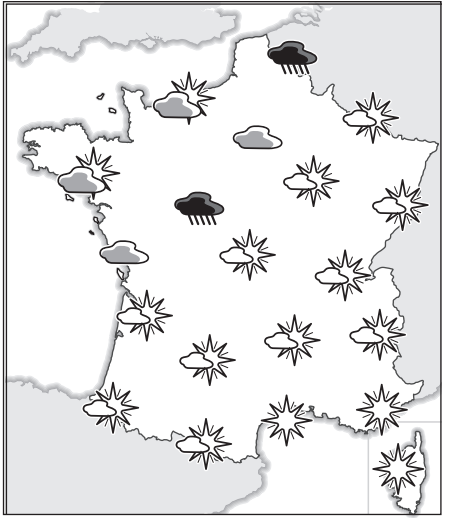
EUROPE		
Amsterdam	16/27 S	
Athènes	24/31 N	
Barcelone	20/26 S	
Belfast	13/19 N	
Belgrade	17/25 P	
Berlin	16/26 N	
Berne	11/26 S	
Bruxelles	16/29 S	
Bucarest	15/22 P	
Budapest	18/25 N	
Copenhague	17/23 N	
Dublin	12/18 P	
Francfort	16/27 S	
Genève	13/28 S	
Helsinki	14/22 S	
Istanbul	21/26 P	
Kiev	17/24 N	
Lisbonne	18/26 S	
Liverpool	11/23 P	
Londres	14/27 S	
Luxembourg	15/26 S	

ASIE-OcéANIE		
Bangkok	27/34 P	
Beyrouth	24/28 P	
Bombay	27/28 P	
Djakarta	21/31 S	
Dubaï	31/38 S	
Hanoï	26/32 P	
Hongkong	27/30 P	
Jérusalem	17/28 S	
New Delhi	26/33 P	
Pékin	22/32 S	
Séoul	21/25 P	
Singapour	27/31 P	
Sydney	10/17 P	
Tokyo	25/31 P	



17 août prévisions vers 12h

- Soleil
- Peu nuageux
- Couvert
- Brèves éclaircies
- Averses
- Pluie
- Orage
- Neige
- Brouillard
- Vent fort

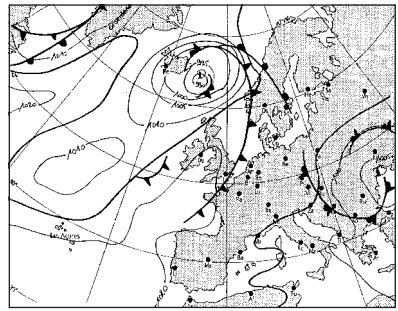


PRÉVISIONS POUR LE 18 AOÛT

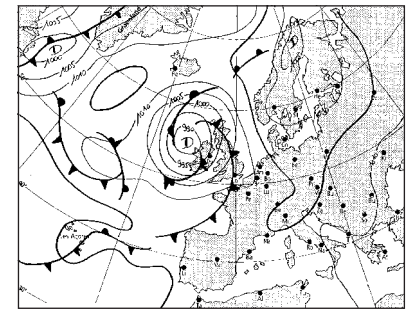
Tous les horaires des vols sur airfrance.com

Dimanche 18 août

Des nuages parfois accompagnés de quelques gouttes circuleront sur le quart nord-ouest du pays. Sur le reste du pays, on profitera d'une belle journée d'été avec un ciel peu nuageux et des températures élevées.



SITUATION LE 16 AOÛT À 0 HEURE TU

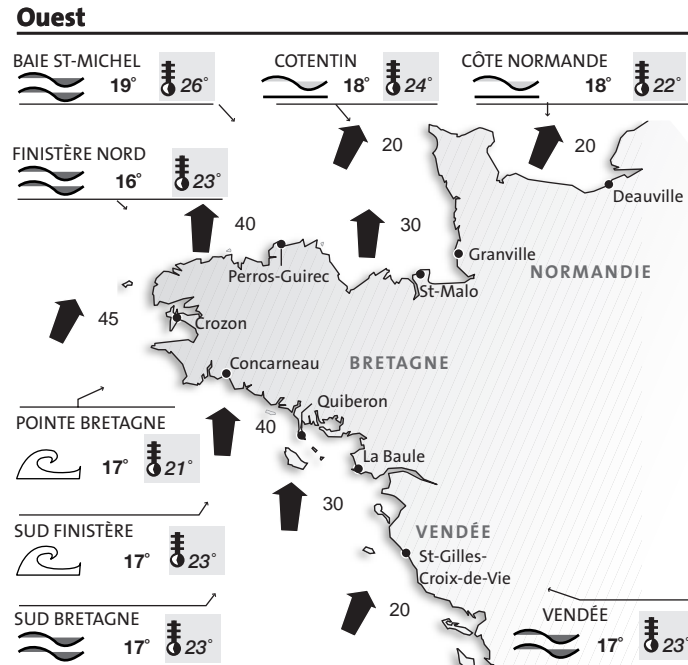


PRÉVISIONS POUR LE 18 AOÛT À 0 HEURE TU

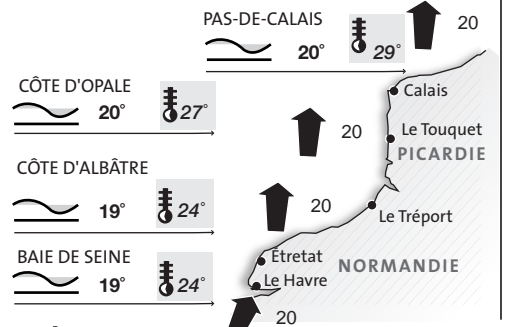
Sur les plages

Le 17 août vers 12 heures

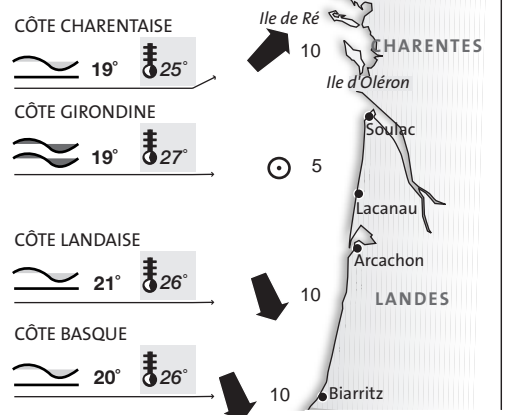
La pluie aborde la pointe de la Bretagne à la mi-journée et le ciel devient nuageux sur les plages de Basse-Normandie. Ailleurs, le soleil domine largement.



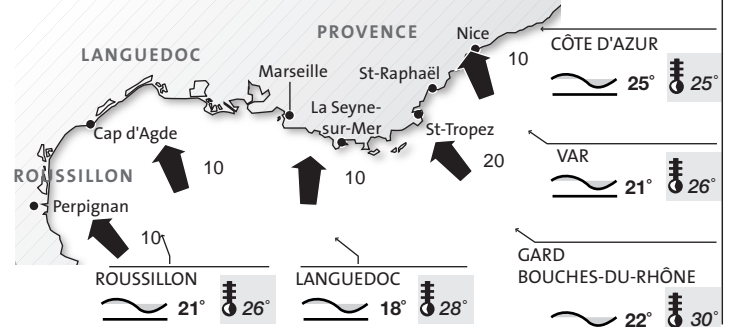
Nord



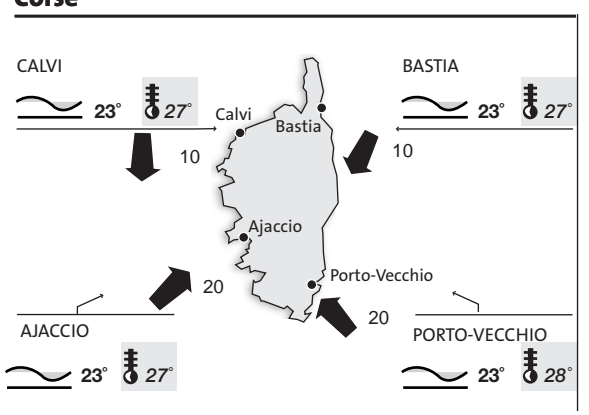
Sud-Ouest



Sud



Corse



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 195

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

HORIZONTALEMENT

I. Pour le repos du sumo et de la geisha. Plus large qu'épais. - II. Aura des problèmes pour la reproduction. Dressé. - III. Avait réussi dans le non-alignement. Pour aligner les traits. Lancé. - IV. A mauvais dos en route. Supports de communication directe. - V. Article. A suivi Charlemagne. - VI. Tout un art chez les Nippons. Assure la liaison. - VII. Cra-

VERTICALEMENT

quante à la sortie du four. Ramasse et distribue sur le champ. - VIII. Surveilla de loin. En fin d'année. Un cran au-dessus. - IX. Tubes à succès. Troublé. - X. Prête à céder. Menés à terme.

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

PHILATÉLIE

Notre-Dame-de-la-Salette

de la retrouver une fois perdue. On n'en veut pas à notre table. - 4. Réaction chimique. Siège pour les déplacements. - 5. Académie. S'est mis à la culture après son crime. Deux points. - 6. Il en met plein la vue. - 7. Dégagée de tous côtés. - 8. En effet. Peut être bonne, mais évitez de la recevoir. En effet aussi. - 9. Ouvrage pratique. Engagés dans la résistance. - 10. Richesse du Nil. Infection tropicale. - 11. Fait de l'effet. Bon pour la fermeture. - 12. Registres dans les cordes.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 194

Horizontalement

I. Râtelier. Mot. - II. Eminent. Coué. - III. Furète. Ponts. - IV. Osée. Prolo. - V. Rée. Atout. Da. - VI. Me. Aveux. Mat. - VII. Brisa. Pour. - VIII. Tares. Gourbi. - IX. Tr

Verticalement

1. Réformette. - 2. Amusée. Ars. - 3. Tirée. Brut. - 4. Enée. Arec. - 5. Let. Avis. - 6. Ineptes. Pi. - 7. Et. Rouages. - 8. Poux. Oté. - 9. Colt. Puer. - 10. Mono. Morse. - 11. Out. Dauber. - 12. Testatrice.

EN 1954, la poste éditait un timbre, dans la série des sites et monuments, consacré à Lourdes, un thème plus facile à illustrer que celui des apparitions de la Vierge à Bernadette Soubirous (1844-1879) en 1858. Quarante-huit ans plus tard, La Poste remet ça, avec la mise en vente générale, le lundi 19 août, d'un timbre à 0,46 euro sur Notre-Dame-de-la-Salette (Isère). En effet, le 19 septembre 1846, la Vierge apparut à deux jeunes bergers, Mélanie Calvat et Maximin Giraud, dans les alpa-

EN FILIGRANE

■ **EXPOSITION AUX PAYS-BAS.** Du 30 août au 3 septembre, se déroulera à Amsterdam une exposition philatélique internationale, Amphilex 2002. Organisée à l'occasion du 150^e anniversaire du premier timbre-poste néerlandais et du 400^e anniversaire de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, Amphilex 2002 occupera plus de 17 000 mètres carrés du centre RAI à Amsterdam, avec une

ges de La Salette, petit village situé à 65 km au sud de Grenoble, devenu aujourd'hui lieu de pèlerinage. Le timbre, au format horizontal 35 x 22 mm, dessiné et gravé par Pierre Albuissou, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante exemplaires. La vente anticipée se déroulera les jeudi 15 et vendredi 16 août, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au sanctuaire de Notre-Dame-de-la-Salette, à La Salette-Fallavaux.

Pierre Jullien



★ Dédicaces : Pierre Albuissou sera sur place pour signer son timbre, le jeudi 15 août, au sanctuaire.

★ Souvenirs philatéliques : M. Vailati, 17, avenue Danielle-Casanova, 38130 Echirolles.

exposition sur les thèmes de l'activité commerciale à l'époque des colonies et des transports postaux à travers les siècles. Outre près de 500 mètres de vitrines de timbres rares, une Bourse philatélique mobilisera 150 négociants spécialisés et administrations postales étrangères (Amphilex 2002, AA 1170, BP 30250, NL-2500 GG La Haye, Pays-Bas).

■ GOUDRONNAGE ET AGENTS SECRETS.

Les administrations postales font assaut d'originalité dans le choix des sujets de leurs timbres : Monaco a édité le 31 mai un timbre à 0,41 euro sur le « premier essai de goudronnage des routes en 1902 » ; le 30 avril, la Russie a mis à l'honneur six agents (six timbres à 2 roubles) du contre-espionnage des années 1922-1937 ; Israël a choisi de faire la promotion de ses téléphériques (Massada, Haïfa, Menara Cliff et Rosh Haniqra), avec quatre vignettes à 2,20 shekels parues le 18 juin.

Du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie, porte Dorée, à l'est, au Trocadéro, à l'ouest, Paris est parsemé de monuments culturels au destin incertain, parfois dans un état déplorable. Le nouveau ministre de la culture doit maintenant démêler ces imbroglios architecturaux et politiques

Les ratés des grands chantiers de la culture

ENTRE DEUX escapades vers les festivals de l'été, le ministre de la culture, Jean-Jacques Aillagon, a tenu à visiter en détail, le 25 juillet, certains des grands chantiers problématiques de son ministère. Il avait fait part au *Monde* (le 16 mai) de ses doutes concernant la pertinence de certains d'entre eux. Doutes qu'il avait à nouveau exprimés lors de sa première conférence de presse (*Le Monde* du 5 juillet). Parmi ceux-ci, la future maison du cinéma, 51, rue de Bercy, le Palais de Tokyo à moitié vide, l'aile « Paris » du Palais de Chaillot, qui devrait accueillir la Cité du patrimoine et de l'architecture, et le Grand Palais, dont les travaux ont enfin démarré dans les derniers jours de 2001, huit ans après la fermeture de la grande nef.

La rénovation du bâtiment élevé pour l'Exposition universelle de 1900 n'est pas un problème en soi, mais sa destination et le coût très élevé de ce chantier méritent une attention particulière. Des solutions sont en voie d'être trouvées. Au Palais de Tokyo, le ministre n'a pu que constater le désastre. Les affectations provisoires, les changements de programme épisodiques, les campagnes de travaux entamés et jamais terminés ont durablement altéré la santé d'un édifice dont, aujourd'hui, une bonne partie de la surface est inutilisée. Jean-Jacques Aillagon a pu ainsi découvrir avec étonnement une salle de cinéma de 500 places avec balcon, fauteuils et cabine de projection, inaugurée au milieu des années 1980 et toujours vacante. La situation déplorable du Palais de Tokyo est la conséquence d'un arrêt du chantier, celui du Palais de l'image, puis du cinéma, et d'un transfert du programme vers l'immeuble construit par Frank Gehry, 51, rue de Bercy.

Au départ, le projet était de caser dans cet édifice trois institutions antagonistes liées au septième art : la Cinémathèque et le Musée Langlois d'une part, la Bibliothèque du film (BiFi) et enfin les archives du Centre national du cinéma : l'intérieur de l'édifice a donc été entièrement vidé. Le théâtre à l'italienne qu'il contenait, une des réussites de l'architecte californien, a disparu. Le ministre avait émis l'idée que l'opération, boiteuse, pouvait être suspendue.

Que faire, dans ces conditions, de l'ex-Centre américain, acheté à l'époque 23,5 millions d'euros ? Le vendre et laisser les institutions cinématographiques là où elles sont ? Mais peut-on céder un bâtiment en cours de travaux (ils ont déjà coté plus de 5 millions d'euros) et dont le POS impose un « usage culturel » ? Se résoudre à y loger les trois frères ennemis ? Ses surfaces semblent trop exiguës – le Musée Langlois devrait s'y étaler sur six niveaux ! Y caser la seule Cinémathèque ? Jean-Charles Tachella, le président de l'institution, a demandé au ministre de conserver – outre Bercy – la salle de Chaillot et celle des Grands Boule-

vards. Y caser l'Institut français d'architecture (IFA), qui dépense actuellement 530 000 euros de loyer par an ? Celui-ci doit rejoindre le Palais de Chaillot, que Jean-Jacques Aillagon a visité dans la même journée.

L'édifice de Carlu, Boileau et Azéma abrite toujours les plâtres du Musée des monuments français, naguère fréquenté par des couples romantiques et quelques prome-

Jean-Jacques Aillagon a pu vérifier la lourdeur de la machine culturelle et la difficulté d'infléchir sa trajectoire. La solution passerait-elle par une réflexion commune avec les collectivités locales ?

neurs neurasthéniques. Il doit se transformer en une ambitieuse Cité de l'architecture et du patrimoine. Le mariage entre les moulages de porches d'églises médiévales et la présentation d'une histoire de l'architecture, époque contemporaine comprise, ne semble pas évidente à beaucoup d'observateurs.

Le projet a, dit-on, beaucoup évolué et a gagné en clarté. On veut le croire. Il faudra alors imaginer – comme pour la maison du ciné-

ma, si elle voit le jour – une entité juridique et des services communs. Mais aussi une programmation harmonieuse. Jean-Jacques Aillagon a aussi constaté le triste état de l'esplanade du Trocadéro – un des lieux les plus visités de la capitale. La grande dalle sous laquelle se trouve la salle de théâtre de Chaillot est interdite pour des raisons de sécurité. Elle est, depuis de longs mois, cernée de palissades à moitié défoncées, en attendant une hypothétique intervention.

Cette journée marathon aurait pu se continuer. Du côté de la porte Dorée, à l'est de Paris, par exemple, où le Musée des arts d'Afrique

et d'Océanie doit disparaître pour s'intégrer au futur établissement du quai Branly dont les travaux avancent, sur les bords de la Seine, dans le 7^e arrondissement. Le nouveau ministre de la culture a demandé à l'Union des arts décoratifs d'examiner la transformation de l'édifice né de l'Exposition coloniale (1931) en une annexe du musée de la rue de Rivoli. Celui-ci manque de place pour présenter ses collections des années 1920 et 1930.

Le périple aurait pu se clore sur le chantier de la rue des Bons-Enfants, où le ministère doit regrouper ses services éparpillés dans Paris. Là encore, les travaux ont

pris un retard considérable. Le bloc d'immeubles rénové par l'architecte Francis Soler devrait être livré en 2004.

Cette visite de terrain a permis de vérifier la lourdeur de la machine culturelle et la difficulté d'infléchir sa trajectoire. Les travaux entamés devraient donc aller à leur terme quels que soient la pertinence et le poids du fonctionnement de ces futures institutions dans le budget de la Rue de Valois.

Seul le sort du Palais de Tokyo reste suspendu. Pour occuper les espaces vacants, il a été envisagé d'y loger des salles de répétition pour le Théâtre de Chaillot, pis-

aller sans avenir. Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris doit y déposer une partie de ses collections, le temps de désamianter une partie de son propre bâtiment. Encore une solution d'attente. A défaut de caser une institution nationale dans cette béance, pourquoi ne pas réfléchir à une solution commune avec les collectivités locales ? Après tout, la décentralisation est une priorité du gouvernement Raffarin, et Jean-Jacques Aillagon en chante régulièrement les vertus. Cette décentralisation passe aussi par Paris et la région Ile-de-France.

Emmanuel de Roux



GAILLARD RAPHAËL

Le Grand Palais, en travaux, se cherche

plus tard, le Grand Palais est toujours aux abonnés absents.

Après des années de tergiversations, les travaux ont enfin démarré en décembre 2001. Ils seront plus longs et plus coûteux que prévu. Le diagnostic est sévère : corrosion du pied des poteaux, instabilité des membrures et de la charpente, défaut d'étanchéité de la verrière et des lanternaux. Cet état est la conséquence d'une absence d'entretien de ce bâtiment depuis le début de sa construction. La réouverture ne se fera pas avant 2006. Et les 125 millions d'euros prévus seront certainement insuffisants.

Quelle somme faudra-t-il rajouter ? Cela dépend de ce que l'on veut faire du Grand Palais. Bourrer ses 75 000 m² d'institutions diverses ? Il a accueilli naguère jusqu'à quinze administrations sans parler des appartements de fonction. Jean-François Deniau voulait y caser le Musée de la marine. On peut aussi lui faire retrouver sa vocation d'origine : accueillir des manifestations

diverses. Au cours de son histoire, la grande nef a vu défiler les Salons des indépendants, de l'aviation, de l'auto, de l'enfance, des arts ménagers, du livre, la Foire internationale d'art contemporain, des Floralies, les Nuits de l'armée et des concours hippiques.

DILUTION DES COMPÉTENCES

Avant de lui redonner une fonction, il faut régler son statut administratif. Le sol appartient à la Ville de Paris, l'édifice à l'Etat, mais trois ministères en partageant la responsabilité : la culture, pour la grande nef et les galeries nationales où se tiennent les grandes expositions d'arts plastiques, l'éducation nationale, pour le Palais de la découverte, et l'intérieur, pour le commissariat du 8^e arrondissement. Cette dilution a sans doute engendré la valse des projets et l'aboulie qui tient ses portes fermées depuis plus de huit ans.

Aujourd'hui, le Grand Palais a trouvé une tête : Serge Louveau, sous-directeur général adjoint de

l'EMOC, l'établissement de maîtrise d'ouvrage du ministère de la culture, conducteur de ces travaux. Le ministre, Jean-Jacques Aillagon, a inspecté le chantier le 25 juillet, en compagnie de Serge Louveau, chargé de définir un projet.

Or ce Normand tenace est sans doute celui qui connaît le mieux les problèmes de ce bâtiment – avec Jean-Loup Roubert, qui en fut longtemps l'architecte en chef. Il avait même été chargé d'une étude par Catherine Trautmann, alors titulaire du ministère de la rue de Valois. La note avait été remise en novembre 1998, avec un titre : « Réinventer le Grand Palais des Champs-Élysées ». Le rapport avait été immédiatement enterré : les récriminations de son auteur face à l'inaction ministérielle lui valurent même une longue disgrâce.

Dans son rapport, Serge Louveau faisait d'abord le constat d'une situation qui s'est dégradée au fil des ans. Il épinglait également la mauvaise utilisation des lieux et

leur gestion catastrophique. « *Un non-sens administratif* », affirme-t-il encore.

Au passage, il tordait le cou à un certain nombre de contre-vérités. C'est ainsi que le Grand Palais n'a jamais été une construction provisoire élevée pour les besoins de l'Exposition universelle de 1900. C'est le résultat d'une véritable décision urbaine, liée au nouveau pont Alexandre-III et au Petit Palais. Il est enfin faux que le Grand Palais, élevé sur un terrain remis à la Ville de Paris par une concession de l'Etat, bénéficierait d'un bail emphytéotique de 99 ans entre l'Etat et la Ville. « *Il n'y a jamais eu de bail, indique le rapporteur, mais une convention signée entre l'Etat et la Ville, s'achevant... en 1914. Cette dernière n'ayant jamais été dénoncée, elle est de fait reconduite. Ce qui a entraîné le versement à la Ville de la moitié des redevances liées aux recettes commerciales de l'édifice* ». Sans que la Ville de Paris ait jamais participé à l'entretien du bâtiment.

Révissez vos Classiques

REVISEZ CET ÉTÉ AVEC FRANCE INTER, LA FNAC ET UNIVERSAL LES CHEFS-D'ŒUVRE DE LA MUSIQUE CLASSIQUE.

Le Monde

UNIVERSAL

DECCA

classica
R10



BERLIOZ | Les NUITS D'ÉTÉ CRESPIN

CRESPIN, REINE DE LA NUIT. C'est un Berlioz intime et intime. Il est à la fois dans les Nuits d'été. L'un du bonnet des Rois et les autres pages symphoniques, au début, au grandiose, il concevait ces orchestres sur le podium, à son retour à l'éprouve des œuvres exaltées de l'école de Gounod et s'impose avec une grandeur absolue qui jusqu'alors n'avait pas d'équivalent dans la musique française. Plaintes et langueur, exaltation fugitive, parfums vifs et souvenirs diaphanes sont ces deux illuminations harmoniques qui traversent et accomplissent ce chant d'argent que, depuis Crespin, se saisit de chaque folie et qui se réveille et la l'architecte l'orale à ces deux heures d'été, à ces deux heures d'été, à ces deux heures d'été et ainsi, elle ne cesse de se réveiller. S'écarter de la rose, à l'empire le au devant de vous. Et ce paradis continue entre autres avec à son tour la rose.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16h dans l'émission de Caroline Ostermann, "MUSIQUE MAESTRO".

France Inter

France 3

macys



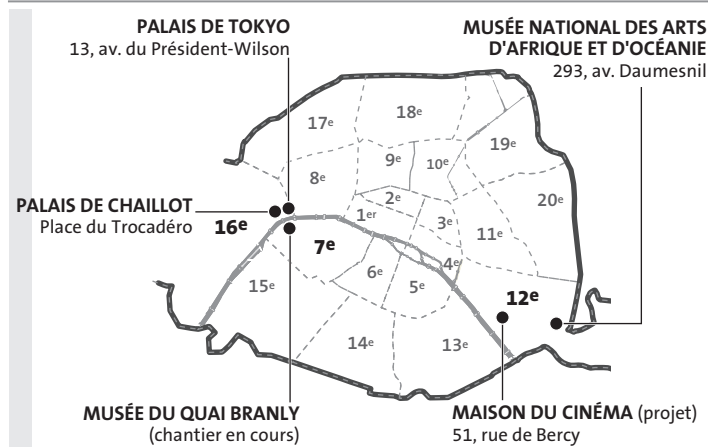
ROBERT CESAR/ARCHIPRESS

LUC BOEGLY/ARCHIPRESS

A gauche, la statue d'un quadrigé du Grand Palais (1900), démontée à l'occasion de la rénovation du bâtiment : des travaux prévus jusqu'en 2006, sans que l'on sache encore véritablement à quel usage le bâtiment sera destiné. Ci-dessus, une vue intérieure de l'aile ouest du Palais de Tokyo (1937), symbolique des tergiversations de la politique culturelle de la gauche. Le projet de « haut lieu du cinéma », après quinze ans d'hésitations, a été abandonné au profit d'un Centre d'art contemporain inauguré en janvier. Ci-contre, deux vues du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (1931), dont les collections seront transférées au futur musée du quai Branly. Ce bâtiment pourrait accueillir une annexe du Musée des arts décoratifs.



LIEUX ET PROJETS PARISIENS



une vocation

Ce problème devra être réglé avant de décider du sort du Grand Palais. L'idée forte de Serge Louveau est de maintenir un double pôle à l'intérieur du bâtiment. Un pôle public de 39 000 m² avec les Galeries nationales et le Palais de la découverte, qui devraient se restructurer autour du palais d'Antin – ce dernier retrouvant son rôle d'accueil central. En outre, un axe de circulation est-ouest permettrait au public de traverser l'édifice à travers la grande nef, qui resterait ouverte. Le pôle privé de 45 000 m² occuperait les galeries sud désormais libérées par l'éducation nationale, mais aussi les sous-sols, 10 000 m² à creuser. Ce qui suppose la création d'un accès de livraison pour les camions.

Pour l'homme du Grand Palais, il ne s'agit pas de le privatiser, mais de le rendre économiquement viable, donc gérable. « Chaque occupant devra payer une redevance selon la surface occupée », estime-t-il. Le coût de ces futurs aménagements gonfle bien sûr l'enveloppe des travaux, dont le total devrait ainsi approcher les 230 millions d'euros. L'entretien du bâtiment est chiffré pour la première fois. Il est estimé à 7,6 millions d'euros par an. Rappelons que celui de la tour Eiffel, autre édifice métallique du XIX^e siècle, est de 18 millions d'euros (mais le chiffre d'affaires de la tour est de 68 millions d'euros). « Il faut, précise Serge Louveau, que le futur établissement public du Grand Palais opère une délégation de service public (DSP) sur une partie du bâtiment, pour un temps donné, avec un cahier des charges très strict. » Plusieurs

opérateurs ont fait connaître leur intérêt. Deux groupes liés à l'immobilier et au BTP, Vinci et Bouygues ; Unibail, déjà propriétaire de la Porte de Versailles, du Carrousel et du CNIT à la Défense (il serait prêt à mettre plus de 150 millions d'euros sur la table) ; Comexpo, qui gère la Foire de Paris ; le Groupement des industries françaises de l'aéronautique et de l'espace (Gifas), qui voudrait caser ici une sorte de Salon aéronautique. Des groupes européens sont également sur les rangs.

Le dossier est délicat. Le projet peut facilement déraiser. Avant toute chose, l'Etat doit retrouver la maîtrise foncière du Grand Palais. Des négociations devraient être engagées avec la Ville de Paris dans un délai très bref. L'édifice en vaut-il la peine ? Le Corbusier avait même réclamé sa destruction... C'est pourtant un des rares bâtiments de ce type en Europe, par sa taille et par les matériaux utilisés. Derrière sa façade lourdaude et pâtissière, on découvre une architecture de fer et de verre, très élaborée.

Le Grand Palais pourrait demain redevenir un des hauts lieux de Paris. Encore faut-il lui trouver une affectation cohérente. C'est la décision de créer un musée au Louvre qui l'a sauvé ; ce sont les besoins de la télécommunication qui ont empêché la destruction de la tour Eiffel ; c'est la décision de Nestlé d'implanter son siège social dans l'ancienne chocolaterie de Noisiel qui a permis de sauvegarder cet ensemble architectural majeur.

E. de R.

Quinze ans de tergiversations ont laissé le Palais de Tokyo à moitié vide

AVANT d'accueillir le Centre d'art contemporain, ouvert le 21 janvier, l'aile ouest du Palais de Tokyo avait été promise à d'autres destinées. Palais de l'image, maison du cinéma, projets lancés, puis abandonnés, chantiers interrompus... Errements politiques ? Luttes de pouvoir entre institutions ? Absurdités financières, dépenses inutiles ? Le projet de haut lieu du cinéma, conçu puis enterré par deux gouvernements de gauche, dans cette partie du bâtiment construit pour l'Exposition de 1937, demeure le symbole d'un étonnant gâchis.

« Inspirée par des exemples étrangers, l'idée d'en faire un lieu dédié au cinéma m'est venue en 1982, 1983 », rappelle Jack Lang, alors ministre de la culture. « Sous un même toit, je voulais que soient abrités la Cinémathèque française, une bibliothèque-filmothèque (Bifi), un centre de consultation d'archives, le Musée du cinéma, à l'abandon au Palais de Chaillot. » Face à la résistance des musées à ce « rapt » institutionnel, M. Lang n'a emporté la décision de François Mitterrand « qu'au forceps », après lui avoir fait visiter de fond en comble le Palais et expliqué à quel point le cinéma méritait « un lieu à sa mesure ». Avant la première cohabitation, le gouvernement avait dégagé près de 46 millions d'euros pour les travaux.

En mars 1988, l'architecte Frank Hammoutène remporte le concours pour créer le Palais de l'image, qui s'appellera Palais Jean-Renoir, Palais du cinéma... Or ce bâtiment de 23 000 m² répartis sur trois niveaux est éclairé par un jeu sophistiqué de lumière zénithale, idéal pour la peinture ou la sculpture, pas pour des salles obscures. « Un outil muséal exceptionnel », selon Christian Phéline, ex-directeur général adjoint du Centre national de la cinématographie (CNC). « Si le paradoxe peut être stimulant, le projet cinéma était vraiment contre nature », reprend M. Phéline.

« Tous les occupants, la Femis, le centre national de la photographie (CNP), la Bifi, la Cinémathèque, le musée, allaient dans un sens différent », souligne l'architecte. « Les travaux n'ont véritablement com-

mencé qu'en 1996 », précise-t-il. Huit ans après le concours. Entre-temps le projet avait été remanié. Un à un, les locataires devaient partir. Le Fonds national d'art contemporain emménagea à la Défense. En 1993, le CNC s'était installé rue Berryer, à Paris-8e. « C'est absurde, on nous a obligés à quitter en urgence un endroit idéal pour des expositions de photos, dans lequel nous étions très bien. De plus, le Palais de Tokyo est resté vide pendant des années », regrette son ancien directeur, Robert Delpire.

L'aile ouest du bâtiment de 1937 est un lieu idéal pour la peinture et la sculpture. Mais pas pour le cinéma

La Femis, l'école de cinéma, qui occupait depuis 1986 des locaux peu fonctionnels – il avait fallu bâcher les toits, peindre les salles en bleu nuit – s'était résolue à louer, pour un prix plus élevé, les locaux historiques de Pathé, rue Francoeur, à Paris-18e. Le musée de la Cinémathèque, qui restait à inventer, fit l'objet de « quatre projets (...) tous contestés par l'administration », rappelle Dominique Païni, alors directeur de la Cinémathèque française. « Chacun avait son mot à dire. Pourtant, personne ne dit au directeur du Louvre s'il doit

ou non accrocher davantage de peintres italiens », estime-t-il.

Quant à la Bibliothèque du film (Bifi), renonçant au futur Palais, elle s'installa près de la Bastille. « Quand un projet de cette ambition n'est pas réalisé en cinq ans, c'est qu'il existe un vrai problème, des vices congénitaux. Là, il s'agissait de savoir si le lieu était adéquat et si on pouvait y mettre un contenu intelligent », ajoute M. Phéline.

Tous exercices confondus, le total des autorisations de programmes inscrites au budget de l'Etat s'est élevé à 48 millions d'euros, la plus grande partie (31,5 millions) ayant été affectée au projet en 1992-1993. Deux séries d'annulations de crédits – en 1995-1996, sous le ministère de Philippe Douste-Blazy (10 millions d'euros), puis en 1997, sous le ministère de Catherine Trautmann (15 millions), ont amputé le budget. Fin 1997, seuls restaient disponibles 24 millions d'euros, dont la moitié avait été engagée.

La dernière décision budgétaire de M. Douste-Balzy approuvait une enveloppe de 60 millions d'euros, tenant compte des retards pris. La mission des grands travaux évaluait de son côté la réalisation à 69 millions d'euros (avec un dépassement de 15 %) et les travaux déjà effectués à 12 millions. Elle estimait le coût d'une annulation pure et simple à 15 millions d'euros.

En 1998, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, donne le coup d'arrêt à la vocation cinématographique du Palais. « Les travaux ont été abandonnés en plein chantier, nous n'avons jamais été reçus par la ministre. Je l'ai appris par hasard,

Le « PdT » a reçu 173 000 visiteurs

Depuis le 21 janvier, le Centre d'art du palais de Tokyo a reçu 173 000 visiteurs. Ouvert jusqu'à minuit, même pendant les périodes de montage ou de démontage d'expositions, il reçoit, précise Catherine Sentsis, son administrative, « en moyenne, 15 000 à 20 000 personnes par mois », ce qui est « très honorable pour un centre d'art contemporain ». Les premières études indiquent que la parité hommes-femmes est respectée, et que la fréquentation est plus régionale et internationale que parisienne. M^{me} Sentsis assure que la cohabitation avec les riverains n'a fait l'objet d'aucune plainte. Réfutant les nombreuses critiques affirmant que le palais a été déguisé en friche industrielle alternative, et que le bâtiment a été peu plus cassé, pour faire plus trash, M^{me} Sentsis affirme que la moitié du budget (4,75 millions d'euros) a été utilisée pour conforter les structures. Rien n'a été, selon elle, à nouveau mis à nu, et il manque encore des crédits d'Etat pour effectuer la fin des travaux.

en allant voir un ami à l'hôpital », regrette M. Hammoutène. « L'Etat ne pouvait pas tout faire, il a fallu faire des choix et trouver une place pour le Musée des arts premiers, voulu par Jacques Chirac. Il a pendant un temps été envisagé de le loger à Tokyo », souligne M. Encrevé, qui a présidé la Bifi avant d'être chargé de mission au cabinet de Catherine Trautmann. Des occupants initialement prévus, il ne restait plus – la Femis et la Bifi étant relogées – que la Cinémathèque et le musée. Marc Tessier, alors directeur du CNC, a donc plaidé pour un nouveau lieu destiné à devenir une « Maison du cinéma ».

L'American Center, construit par l'architecte Frank Gehry rue de Bercy, avait été acheté par l'Etat pour 23,5 millions d'euros. « J'ai quand même été convaincu que Bercy serait un lieu mieux adapté », déclare aujourd'hui Marc Nicolas, ancien conseiller de Jack Lang, puis de Catherine Trautmann.

En 1999, le projet de centre d'art contemporain est acté. Jack Lang, qui n'a pourtant pas profité de ses postes de ministre pour rendre irréversible son projet, ne cache pas son amertume aujourd'hui. « J'ai commis une erreur, dit-il, céder à l'époque le projet au CNC, alors que j'aurais dû le confier à la mission des grands travaux. » Et il reproche à Catherine Trautmann d'avoir « cassé le projet pour en faire une « maisonnette du cinéma », alors que des crédits très importants avaient déjà été engagés. C'est un gâchis culturel et financier grave, qui mériterait des sanctions ».

M. Encrevé récusé toute « gageure » et assure que seulement 12 millions d'euros de crédits avaient été engagés entre 1993 et 1997. « Il aurait fallu encore investir environ 60 millions d'euros pour terminer le projet initial. Nous avons préféré un projet moins cher, adapté à la vocation du Palais de Tokyo. Les travaux du Centre d'art contemporain n'ont coûté que 4,75 millions d'euros », ajoute-t-il. Dans la mineur de l'enveloppe, et pour 8 700 m², c'est le projet d'Anne Lacaton et Jean-Philippe Vassal qui a été retenu, réalisé et inauguré par Catherine Tasca.

Nicole Vulser

Esa-Pekka Salonen, maestro de Los Angeles

Dix ans après son arrivée à la tête de l'Orchestre Philharmonique, le chef finlandais s'est imposé dans la mégalopole californienne

DÉBARQUÉ à Los Angeles avec comme carte de visite une réputation internationale, une énergie juvénile et un look de jeune premier, le chef d'orchestre Esa-Pekka Salonen a vite conquis le public de la mégalopole californienne. Il y a dix ans, il prenait les rênes de l'Orchestre philharmonique de Los Angeles avec, avoue-t-il aujourd'hui, quelques préjugés méprisants et bien européens envers la culture locale. « *Mais aujourd'hui, je me sens partie intégrante de la ville, comme je n'aurais jamais rêvé de le devenir* », avoue-t-il, dans sa loge, avant l'un des concerts qu'il donne au Hollywood Bowl, la salle en plein air où il se produit quatre fois cet été, entre deux tournées européennes avec le L.A. Philharmonic.

La veille, le chef d'orchestre a dirigé *Iberia* de Claude Debussy, le *Premier Concerto pour piano* de Bela Bartok, et *Roméo et Juliette* de Prokofiev. Le lendemain, Dimitri Chostakovitch et Ludwig van Beethoven sont au programme. Avant de gagner l'Europe, Salonen dirigera encore Richard Strauss, Gustav Mahler, Maurice Ravel, Jean Sibelius et Igor Stravinsky (dont il a enregistré avec succès de nombreuses œuvres pour son label discographique, Sony Classical). Sous les étoiles, avec les grillons et les avions en fond sonore, le patron du L.A. Philharmonic semble tout à son aise. Quant au public, qui fait ce soir arène comble et ne ménage pas son enthousiasme, on sent que le maestro a su établir un vrai dialogue avec lui. « *Nous avons déplacé le centre de notre répertoire et rendu la musique contemporaine plus abordable au grand public, tout en conservant au programme les grands morceaux classiques.* »

Salonen a su élargir l'audience et améliorer l'image de l'orchestre californien, notamment à l'étranger. Ses enregistrements de la *Troisième Symphonie* de Witold Lutoslawski et des *Trois concertos pour piano* de Bartok avec le pianiste Yefim Bronfman lui ont valu des Grammy Awards. « *L'orchestre a dépassé toutes mes attentes. Non seulement ils jouent très bien, mais ils ont aussi soutenu mes choix artistiques. Ils sont prêts à aller là où je les entraîne, et c'est parfois loin des sentiers battus !* » C'est donc tout naturellement que son contrat a été renouvelé jusqu'en 2006, lui permettant d'installer son orchestre dans la nouvelle grande salle de concert, le Walt Disney Concert Hall, conçue par l'architecte Frank Gehry, et dont l'ouverture est prévue à l'automne 2003.

Les parents d'Esa-Pekka Salonen n'étaient pas musiciens. Pourtant l'enfant entend vite de la musique classique : la *Neuvième Symphonie* de Beethoven décide aussitôt de la vocation du jeune Finlandais. « *A onze ans, je*

BIOGRAPHIE

► 1958

Naissance à Helsinki.

► Années 1970

Etudes de cor et de composition à l'académie Sibelius.

► 1985

Signe un contrat exclusif avec Sony Classical.

► 1992

Nommé chef du L.A. Philharmonic.

► Octobre 2003

Ouvrira la saison du L.A. Philharmonic au nouveau Disney Hall.

savais que je ferais de la musique, quelle qu'en soit la forme. J'ai appris le cor et j'ai commencé à composer très jeune. » Il étudie l'écriture musicale avec les compositeurs italiens Niccolò Castiglioni et Franco Donatoni et décide de faire de la composition son métier quand une autre symphonie décide de son avenir : à Londres, en 1983, le désistement inattendu d'un chef l'oblige à diriger au pied levé la *Troisième* de Mahler. Il fait sensation. Sa vocation de chef d'orchestre est née. Deux ans plus tard, en 1985, il prend la direction de l'Orchestre de la radio suédoise, avant d'être nommé au L.A. Philharmonic. Il prend ainsi sa place dans une dynastie impressionnante : André Previn, Carlo Maria Giulini, Zubin Mehta, Otto Klemperer se sont succédé à la tête de l'orchestre.

Pendant des années, les activités du chef vont laisser au second plan celles du compositeur. Aujourd'hui, il parvient à les concilier sans trop de difficultés : « *Il m'est parfois difficile de composer quand j'ai la tête trop pleine de la musique des autres, mais je m'organise. J'ai gardé une maison isolée en Finlande où j'aime écrire ma musique. Et d'ailleurs, pour quoi se spécialiser, se restreindre à un aspect du métier ? Il y a une tradition de chefs d'orchestre qui sont aussi compositeurs ou réciproquement. Je préfère composer pour l'orchestre*

symphonique, qui est un instrument fantastique. » Sa première œuvre orchestrale, un concerto pour saxophone et orchestre, date de 1981. Entre autres compositions symphoniques, Esa-Pekka a même rendu hommage à « son » orchestre, avec les *L.A. Variations*, reçues avec enthousiasme à leur création au Dorothy Chandler Pavilion, en janvier 1997.

PIQUE-NIQUE EN MUSIQUE

Salonen revient d'une année sabbatique, mais il aime les collaborations avec d'autres compositeurs ou avec des hommes de théâtre tel Peter Sellars, l'enfant terrible de la mise en scène, avec lequel il a monté *Le Grand Macabre*, de György Ligeti, ou *El Nino*, de John Adams.

Il a collaboré étroitement avec l'architecte Frank Gehry, qu'il a soutenu dans les heures difficiles de la construction du Disney Hall, lancée en 1987, mais qui aura mis plus de quinze ans à voir le jour. Il espère qu'entretiens les mentalités vis-à-vis de la culture ont évolué. « *Aujourd'hui, les gens comprennent que pour diffuser de l'art dans une société comme celle de Los Angeles, la solution qui consisterait à opter pour le plus petit dénominateur commun serait élitiste. Au contraire, la construction du Disney Hall, par son ampleur, n'est pas un geste élitiste, mais se veut un lieu*

démocratique et optimiste. » La notoriété de Gehry, mondiale depuis la construction du Musée Guggenheim de Bilbao, fait déjà du Disney Hall un repère culturel international. En octobre 2003, le monde entier écouterait les premières notes du L.A. Philharmonic Orchestra sous la baguette de Salonen, dans la nouvelle salle de concert au toit de bois en forme de voiles.

Mais il continuera de « *faire le Bowl* », de temps en temps. « *C'est difficile musicalement* », avoue-t-il à propos de cet amphithéâtre de verdure où le public pique-nique avant et pendant le concert. « *Lorsque j'arrive sur scène et que je vois cet immense espace noir et ces visages ivres et heureux, je me demande vraiment ce que je fais là ! Vous jouez une note et elle s'envole, disparaît... La première expérience d'un chef qui dirige au Hollywood Bowl est toujours terrifiante pour lui... Mais on finit par s'habituer et par apprécier... Et c'est encore meilleur quand je suis spectateur et que c'est moi qui bois du vin !* » La tradition du Bowl veut que chaque concert commence par l'hymne américain, entonné par le public debout. « *It's just a tune !* » (ce n'est qu'une chanson), ironise Esa-Pekka Salonen...

Claudine Mulard



TODD EBERLE

LES GENS DU MONDE

■ Mort en 323 avant notre ère, Alexandre de Macédoine, dit le Grand, est aujourd'hui l'objet d'une lutte de titans. D'un côté, Leonardo DiCaprio, qui incarnerait le conquérant sous la direction du réalisateur australien Baz Luhrmann (l'homme qui a fait de Toulouse-Lautrec un auteur de comédies musicales dans *Moulin-Rouge*) ; de l'autre, le beaucoup moins connu Colin Farrell (que l'on verra bientôt dans *Minority Report*, de Spielberg, et qui, pour l'instant, ne s'est jamais départi de son accent irlandais à l'écran), qui enfourcherait Bucephale devant la caméra d'Oliver Stone, l'homme qui a fait assassiner John F. Kennedy par Lyndon B. Johnson dans *JFK*. Pour l'instant, le projet DiCaprio semble tenir la corde, il est produit par Dino de Laurentiis et le vieux producteur italien doit bientôt rencontrer, selon l'hebdomadaire américain *Variety*, le roi du Maroc, Mohammed VI, pour discuter des conditions du tournage.

■ La compétition du Festival du film américain de Deauville est consacrée au cinéma indépendant et permettra cette année de découvrir dix films, parmi lesquels *Sonny*, la première réalisation de l'acteur Nicolas Cage, *One Hour Photo*, de Mark Romanek, qui réunit Robin Williams et Connie Nielsen, ou *The Good Girl*, de Miquel Arteta, avec Jennifer Aniston. Le jury sera présidé par Pierre Lescure et des hommages seront rendus aux acteurs Ellen Burstyn, Matt Dillon et Harrison Ford, au producteur Robert Evans ainsi qu'au réalisateur John Frankenheimer, récemment disparu.

■ Les acteurs Antonio Banderas et Emma Thompson sont arrivés à Madrid, où ils doivent terminer le tournage d'*Imagining Argentina*, un film de Christopher Hampton, le dramaturge et cinéaste britannique auteur de l'adaptation scénique des *Liaisons dangereuses*. Le film met en scène un homme (Banderas) capable de retrouver les victimes disparues de la dictature militaire argentine grâce à un don surnaturel. A Buenos Aires, l'équipe du film a reçu le soutien des Mères de la place de Mai.

■ Au classement des meilleures ventes d'albums de la semaine du 4 au 10 août (Top IFOP/Tite-Live diffusé par le SNEP), Bruce Springsteen, qui avait fait la semaine précédente une entrée directe à la troisième place avec *The Rising*, un album enregistré avec l'E Street Band dont de nombreux thèmes évoquent l'après-11 septembre, fait un plongeon au dixième rang. En revanche, les deux piliers du classement depuis plusieurs semaines ne vacillent même pas : Patrick Bruel avec *Entre deux* et Renaud avec *Boucan d'enfer* occupent respectivement les première et deuxième places.

TÉLÉVISION

Paillettes et pattes d'eph'

Ace et Dick, les héros de « *Funky Cops* » (la nouvelle série en vingt-six épisodes coproduite par AnteFilms production, M6 et TPS Cinéma), paraissent tout droit sortis de la chanson de IAM *Je danse le Mia*. Chemises à paillettes et pantalons pattes d'eph', culte de la danse, du look et de la frime : ce dessin animé s'amuse à parodier les années 1970, avec l'ambition de séduire un public large. Gags et aventures pour les petits, références aux séries cultes des années 1970-1980 et musique disco à volonté pour leurs parents (le générique, *Let's Boogie*, de DJ Abdel et Bustafunk, est déjà un tube). Ce duo de flics gaffeurs et casse-cou est directement inspiré du célèbre couple Starsky et Hutch, auquel est également emprunté le bolide rouge vif ainsi que le chef obèse et hystérique. Au détour d'une rue de San Francisco, on croise les Drôles de dames, Kojak ou encore les Bee Gees ! Outre ces clins d'œil réjouissants, les prouesses techniques réalisées grâce à la « *motion capture* » font de « *Funky Cops* », réalisée par Franck Michel et Thierry Sapy, une série hors norme. Des capteurs de mouvement placés sur des danseurs professionnels ont permis de recréer les chorégraphies en 3D. L'agressivité du graphisme et des couleurs rend néanmoins à la longue un peu indigestes les prouesses de ces deux anti-héros. — M. Cl.

« *Funky Cops* », tous les samedis à 16 h 35, M6.

RADIO

SAMEDI 17 AOÛT

► In Extremis

11 h 00, France-Inter
La navigatrice-animatrice Isabelle Autissier s'entretient avec Louis Robin, météorologue, Gilles Reverdien, océanographe, et François Schindelé, chercheur, sur le thème : « *La mer et ses extrêmes* ».

► Le Journal inattendu

13 h 00, RTL
Edition spéciale Elvis Presley à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la disparition de la star du rock, morte le 16 août 1977, à l'âge de 42 ans.
► Isabelle Motrot
15 h 00, Europe 1
Pour « *Souvenirs de cinéma* », l'animatrice reçoit le peintre Gérard Garouste et Thomas Duval, directeur des effets spéciaux chez Dubois.

SAMEDI 17 AOÛT

► Sans toi

11 h 00, France 2
A l'annonce de la mort d'Emilie, emportée par une crise d'asthme, Léa, Jules, Stéphanie et Eric se sont posés la même question : « *Pourquoi elle ?* » Deux mois après la disparition de leur amie, ils évoquent, devant la caméra d'Anne Georget, la mémoire de cette jeune fille de 14 ans, drôle et douce, qui était le pivot de leur bande. Avec leurs mots d'ados, ils disent leur sentiment de révolte, leur émotion, leur manque. Mais la vie continue. Rythmée par des musiques et des poèmes composés pour Emilie, ce documentaire sobre et sensible évoque avec simplicité la violente confrontation de l'adolescence avec la mort. Il s'inscrit dans la collection de documentaires pour adolescents proposés en août dans « *KD 2 A* ».

► Un zoo dans la ville

12 h 40, France 5
Pourquoi les humains prennent-ils plaisir à aller au zoo ? Que vont-ils chercher dans la contemplation de bêtes mises en cage ? Telles sont les questions posées par *Un zoo dans la ville*, le documentaire de Marion Lary. Installée à la ménagerie du Jardin des plantes, dans le V^e arrondissement de Paris, la réalisatrice a observé, le temps

d'une journée, le fonctionnement du « *plus vieux zoo du monde conservé en l'état* ». Réveil des animaux, nettoyage des litières, livraison des repas, soins aux malades, la caméra a saisi de nombreuses scènes pittoresques, jamais vues d'aussi près par les visiteurs. Parallèlement, Marion Lary a interrogé historiens, vétérinaires, et même un psychanalyste, afin de comprendre l'utilité de ce genre de lieux, pour l'homme et pour l'animal.

► Le sexe et ses secrets

13 h 30, France 2
Un couple faisant l'amour dans un scanner, une femme qui devient un homme en six mois... Ce n'est pas un film de science-fiction mais le troisième des quatre volets de la série « *Le nouveau corps humain* » coproduite par la BBC. A grand renfort d'images de synthèse, ce documentaire s'efforce de rendre abordables et vivants pour un vaste public les mystères de la reproduction. Le pari est gagné.

► Les Alsaciens et les deux Mathilde

20 h 50, Teva
Rediffusion d'une excellente série de fiction en huit épisodes de Michel Favart, écrite par Henri de Turenne et Michel Deutsch, et programmée en 1996 sur Arte. Cette vaste fresque raconte l'histoire de l'Alsace à travers

le destin du village emblématique d'Alsheim et celui de quatre familles. Les auteurs ont situé l'action entre 1870 et 1953, période tragique durant laquelle cette région a subi trois guerres et changé de nationalité à cinq reprises. La distribution réunit quelques brillants comédiens : les Français Aurore Clément, Jean-Pierre Miquel, Maxime Leroux, Catherine Aymerie, Caroline Tresca... ; les Allemands Manfred Andrae, Sébastien Koch, Irina Wanka ; les Alsaciens Bernard Freyd, Dinah Faust, Luc Schillinger...

► New York

20 h 50, Odyssée
Premier volet d'une série sur New York, dans la lignée des documentaires historiques comme les Américains les aiment lorsqu'il

s'agit de leur pays. Commentaire dense et pédagogique, iconographie très riche, nombreux témoignages d'historiens et d'écrivains (Luc Sante, Caleb Carr, Peter Quinn...). C'est le 2 septembre 1609 qu'un explorateur anglais, chargé par les Hollandais de trouver une voie d'accès aux richesses de l'Orient, découvre une baie immense. Henri Hudson n'a pas découvert la Chine. Mais qui pouvait imaginer l'énergie qui allait se développer en voyant ces bois et ces collines au bord de l'eau ? Récit très documenté de l'expansion d'un petit comptoir commercial, histoire d'un peuplement et d'un urbanisme, beaucoup de dates, beaucoup de noms, beaucoup d'informations. Deuxième volet, samedi 24 août.

Courier
INTERNATIONAL

Cet été, voyagez sur les cinq continents

EN KIOSQUE CHAQUE JEUDI, 3 €

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 16 AOÛT

TF1

16.10 Pacific Blue L'homme à la chaise roulante. Série **17.05** Melrose Place Le prix à payer. Série **17.55** Sous le soleil C'est mon droit. Série **18.55** Qui veut gagner des millions ? **20.00** Journal, Météo.



20.50 **KOH-LANTA** Episode n°8. Divertissement présenté par Denis Brogniart. 7077245

21.50 **L'ÉMISSION DES RECORDS** Divertissement présenté par Valérie Benaim, Nicolas Deuil. Invités : Laurence Boccolini et Mouss Diouf. 3144697

23.15 Le Droit de savoir Magazine **0.25** L'île de la tentation **0.120** Madonna Drowned World Tour 2001 **3.30** Reportages **4.00** Nul ne revient sur ses pas [12/12]. Feuilleton **4.25** Histoires naturelles **4.50** Musique (25 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

15.20 Kanzo Sensei ■ ■ Shohei Imamura (France - Japon, 1998, v.m., 130 min) **CineCinemas 2**
15.45 Zoulou ■ ■ Cy Endfield (Grande-Bretagne, 1964, v.o., 135 min) **Cinéo**
16.00 Ginger et Fred ■ ■ Federico Fellini (France - Italie, 1986, 120 min) **Cinéfaz**
19.25 Le Port du désir ■ ■ Edmond T Gréville (France, 1954, N., 95 min) **CineClassics**
21.00 Le Hussard sur le toit ■ ■ Jean-Paul Rappeneau (France, 1995, 125 min) **Cinéstar 1**
22.20 La Tournée d'Elvis ■ ■ Robert Abel et Pierre Adidige (Etats-Unis, 1972, v.o., 100 min). **TCM**
22.40 F.P. 1 ne répond pas ■ ■ Karl Hartl. Avec Hans Albers (Allemagne, 1932, N., v.o., 110 min) **CineClassics**
22.45 Des feux mal éteints ■ ■ Serge Moati (France, 1994, 100 min) **Cinéstar 2**
0.10 Passage à l'acte ■ ■ Francis Girod (France, 1996, 105 min) **CineCinemas 3**
0.30 Généalogies d'un crime ■ ■ Raoul Ruiz (France, 1996, 115 min) **CineCinemas 2**
1.20 Mima ■ ■ Philomène Esposito (France, 1990, 80 min) **TPS Star**
1.55 Si Versailles m'était conté ■ ■ Sacha Guitry (France, 1953, 165 min) **Cinéo**

20.50 **QUI VEUT GAGNER DES MILLIONS ?** Spéciale nouveaux mariés, nouveaux pasés. Divertissement présenté par Jean-Pierre Foucault. 607272
Des couples, récemment unis par les liens du mariage ou du Pacés, accumulent les gains pour tenter de décrocher le million d'euros destiné au vainqueur...

22.30 **L'ÎLE DE LA TENTATION** Jeu présenté par Stéphane Bouillaud **0.3975765** Les révélations du jeu commencent à produire leur effet : des couples rompent, déçus du comportement affichés devant les caméras par les dragueurs et autres séductrices du groupe...
23.35 Le Prix du doute Téléfilm. Ron Senkowski. Avec Michael Rooker (EU, 1999) **0.7059678** **1.20** Formule F1 Magazine.

1.55 Voile Solitaire du Figaro **2.15** Helmut Loti, mon hommage à Elvis Presley Documentaire **3.00** Très chaste **3.55** Reportages **4.20** Histoires naturelles Documentaire **4.50** Musique **4.55** Histoires naturelles (30 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

14.10 Lone Star ■ ■ John Sayles (Etats-Unis, 1996, v.m., 135 min) **CineCinemas 3**
14.15 Conte d'automne ■ ■ Eric Rohmer (France, 1998, 110 min) **CineCinemas 1**
14.20 Raspoutine et sa cour ■ ■ Richard Boleslawski (Etats-Unis, 1932, N., v.o., 115 min) **CineClassics**
15.30 Mima ■ ■ Philomène Esposito (France, 1990, 85 min) **Cinéstar 2**
16.15 Ils vont tous bien ■ ■ Giuseppe Tornatore (France - Italie, 1990, 125 min) **Cinéo**
16.25 Calme blanc ■ ■ Philip Noyce (Australie, 1989, v.m., 95 min) **CineCinemas 3**
16.40 David Copperfield ■ ■ George Cukor (Etats-Unis, 1935, N., v.m., 130 min). **TCM**
17.50 F.P. 1 ne répond pas ■ ■ Karl Hartl (Allemagne, 1932, N., v.o., 110 min) **CineClassics**
18.50 Billy Jack ■ ■ Tom Laughlin et Frank Laughlin (Etats-Unis, 1971, v.o., 115 min). **TCM**
22.30 Les Rats de cave ■ ■ Randal MacDougall (Etats-Unis, 1960, v.o., 90 min). **TCM**
23.00 Redemption ■ ■ Fred Niblo (Etats-Unis, 1930, N., v.o., 65 min) **CineClassics**
23.00 Les Voleurs ■ ■ André Téchiné (France, 1996, 115 min) **CineCinemas 1**
0.40 Lone Star ■ ■ John Sayles (Etats-Unis, 1996, v.m., 130 min) **CineCinemas 2**
0.40 Kanzo Sensei ■ ■ Shohei Imamura (France - Japon, 1998, v.m., 130 min) **CineCinemas 3**

FRANCE 2

16.55 Jesse Série **17.20** Hartley, cœurs à vif Série **18.10** Tous au club **18.55** JAG Série **19.45** Histoires remarquables par Stéphane Peyron Magazine **19.50** Un gars, une fille Série **19.55** Objectif Terre **20.00** Journal, Météo.



20.50 **UNE SOIRÉE DE POLARS** P.J. Rumeur 7075887. Strip-tease 6407210. Série. Gérard Vergez. Avec Bruno Wolkowitch, Raphaëlle Lubansu, Charles Schneider, Guillaume Cramoissant, Emmanuelle Bach (2001) **0.22.50** Avocats et associés Les tensions durent. Série **0.8205239**.

23.40 S.L.A.P. Miossec. 6246055

0.55 Journal de la nuit, Météo **1.15** Eurocops La longue traque. Série **0.5333814**.

2.05 Faites entrer l'accusé Pierre Chanal, les disparus de Mournmelon. Magazine **0.3.35** 24 heures d'info, Météo **4.00** Turquie, les troglodytes du XX^e siècle Documentaire **4.05** Comme on s'aime Magazine **0** (120 min).

MAGAZINES

16.15 Comme à la télé. Invités : William Leymergie ; Sophie Davant ; Patrick Chêne. **Match TV**
16.20 Recto Verso. Invité : Pierre Arditi. **Paris Première**
16.40 Ecolo mag. Paradis terrestres et enjeux écologiques. Invité : Yann Arthus-Bertrand. **LCI**
17.15 Les Lumières du music-hall. Odette Laure, Petula Clark. **Paris Première**
18.55 J'y étais. Invité : Frank Dubosc. **Match TV**
18.55 Rive droite, rive gauche. Spéciale « Dessous ». Littérature : les livres sur les dessous. Invités : Chantal Thomas ; Guillaume Dasquie ; Claire Blinski ; François Simon ; Alain Sevestre. **Paris Première**
19.00 Explorer. Le feu et l'acier. Danser avec les raies des îles Caïmans. La course du Palio. **National Geographic**
22.15 Vie privée, vie publique. Les clés de la richesse. Invités : Stéphane Collaro ; Sylvana Lorenz ; Philippe Bosc ; Marc Simoncini ; Suzanne de Begon ; Jean-Luc Thuvenin ; Vincent Beauflis. **TV 5**

DOCUMENTAIRES

17.00 Les Dauphins dans leur élément. **National Geographic**
17.05 Pologne, au nom de Solidarité. [1/4]. L'unité. **Histoire**
17.15 Tribus d'Afrique. [3/5]. **Odyssée**
18.00 Histoire du XX^e siècle. Nuremberg, procès de la tyrannie. **La Chaîne Histoire**

FRANCE 3

15.20 Plan d'attaque Téléfilm. Fred Walton. Avec Loni Anderson (EU, 1992) **16.50** Côté vacances **18.25** Questions pour un champion **18.55** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.



20.55 **THALASSA** Voyages autour de la mer. Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : Les îles d'Italie ; Les îles du Pacifique ; Les îles d'Angleterre et d'Irlande. 1350806

22.20 Météo **22.25** Soir 3.

22.45 **JOE DASSIN, L'ÉTÉ INDIEN** Documentaire. André Flédéric. 8634177

0.25 La Case de l'oncle doc Haut-Koenigsbourg, l'empereur, la ruine et le château.

1.20 Capitaine Flam Les êtres électriques 8721098 **1.45** Soir 3 **2.10** Les Dossiers de l'été L'énigme corse. Magazine **3.30** Côté vacances A Dax. Magazine 6587524 (90 min).

18.10 Hollywood Stories. [1 et 2/2]. Les derniers jours d'Elvis. **Paris Première**

18.30 Les Légendes de l'US Open. **Eurosport**

19.45 Les Mystères de l'Histoire. Frankenstein. **La Chaîne Histoire**

19.55 Les Peintres aborigènes d'Australie. **Odyssée**

20.00 La Fièvre des dinosaures. **National Geographic**

20.50 La Famille Presley. [1 et 2/2]. **Odyssée**

21.00 La Fièvre des îles. **Voyage**

21.00 Jacques Delors. [2/3]. **Histoire**

21.00 Les Frelons. Le piquant de l'histoire. **Nat. Geographic**

21.15 Mémoire de la seconde guerre mondiale. Pearl Harbor. **La Chaîne Histoire**

21.45 Au fond des océans. [4/6]. **Planète**

21.55 Espionnes de guerre. **Histoire**

22.20 L'enfance dans ses déserts. [4/7]. **Odyssée**

22.25 Le Lieu du crime. L'affaire Thierry Paulin. **13^{ème} RUE**

23.00 La Flotte exotique de Guadalcanal. **Nat. Geographic**

0.15 L'Histoire du sexe. **La Chaîne Histoire**

SPORTS EN DIRECT

17.00 Tennis. Tournoi féminin de Montréal (Quarts de finale). **Eurosport**

19.00 Football. Championnat de Ligue 2 (3^e journée). **Eurosport**

0.00 Golf. Championnat de la PGA (2^e jour). **Canal + vert**

CANAL+

17.40 Surprises **17.55** Bush, président [1 et 2/8]. Série ► *En clair jusqu'à 20.25* **18.40** ET **19.45** Le Zapping **18.47** Daria Série **19.10** Le Cours Florent **19.35** Journal **9.55** Best of « Les Guignols de l'Info » **20.05** La Grande Course.



20.25 **FOOTBALL** Championnat de France Ligue 1. Marseille - Lyon. Match avancé de la 3^e journée. **20.45** Coup d'envoi en direct du stade Vélodrome. 503264
Après sa victoire à Monaco (0-1), Marseille reçoit les champions de France lyonnais, dotés d'une attaque particulièrement performante (neuf buts en deux rencontres).

23.00 **L'ELUE** Film. Chuck Russell. Avec Kim Basinger, Jimmy Smits, Rufus Sewell, Angela Bettis, Holliston Coleman. *Fantastique* (Etats-Unis, 2000) **0.6931852**
0.45 Spin City Série **0.3525291**.

1.05 Les Griffin La pâtée si je rends. Série (v.o.) **0.1.25** Le Monde des ténèbres Johnny Guitar. Série **0.2.15** Golf Championnat de la PGA (2^e jour) **4.15** Juan Bautista, une histoire de Camargue Documentaire **0** (60 min).

FRANCE 5 / ARTE

16.00 La Famille Presley **17.30** 100 % Question **18.05** Le Sanctuaire des tortues **19.00** Tracks Best of : hors limite **19.45** Arte info, Météo **20.15** Il était une fois une famille des Landes Documentaire.



20.40 **LA COURSE DE L'ESCARGOT** Téléfilm. Jérôme Boivin. Avec Eric Métayer, Isabelle Pasco, Didier Bénéureau, Thierry Hancisse, Fred Ulysse (Fr., 1997) **0.212806**
Albert, citadin farfelu et passionné de littérature, hérite d'une escargotière en Bourgogne. Une étudiante en zoologie va l'aider dans cette entreprise.

22.10 **LA VIE EN FACE** Rêve de Cendrillon. Documentaire. Angelika Andrees et Sigurdur Grimsson (All., 2000). 8539177

23.05 Profils Le Monde selon John Irving.

0.05 Yentl ■ Film. B. Streisand. Avec B. Streisand. *Musical* (EU, 1983, v.o.) 2903562 **2.15** Le Dessous des cartes Le Haut-Karabakh, une seconde Arménie ? **2.30** Deux Court métrage. F.-J. Holzer. 5446098 (2000, v.o., 25 min).

M 6

17.00 80 à l'heure **17.50** Le Clown Série **18.50** Sydney Fox, l'aventurière Série **19.45** ET **20.40** Caméra café Série **19.50** Le Bar des frappés **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série **20.38** Faire simple Magazine.



20.50 **LA MAISON DES OMBRES** Téléfilm [1 et 2/2]. Cinzia TH Torrini. Avec Tobias Moretti, Jürgen Heinrich, Stefania Rocca (It. - All., 1999) **0.447055/2265910**
Après avoir été blessée par un tueur à New York, une jeune médecin décide de s'installer en Italie. Mais la menace qu'elle croit avoir fuie va le rejoindre.

0.35 **ZONE INTERDITE** Marché noir, drogue, prostitution : la guerre aux trafiquants. Magazine présenté par Bernard de La Villardière. Au sommaire : Le marché aux voleurs ; La chasse aux trafiquants ; etc. 2451543

2.24 Météo **2.25** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale 90883833 (270 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.00 XVII^e Rencontres de Pétrarque : Le nouveau désordre mondial. L'universalité de nos valeurs est-elle remise en cause ? **20.30** Musiques.
21.00 Fiction. Exercices d'admiration : Saint-John Perse.
22.00 Journal.
22.10 Terres étrangères.
23.50 Un titre, l'autre, histoire de titres.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 54^e Festival international d'art lyrique d'Aix-en-Provence. Oratorio *Les Saisons*, de Haydn, par le Chœur et l'Orchestre Les Arts Florissants, dir. William Christie.
23.00 Soirée privée.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres d'Ivanov, Borodine, Chostakovitch. 20.40 Le Chef d'orchestre James Levine. Œuvres de Haydn, Mozart...
22.55 Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de J.S. Bach, Telemann, W.F. Bach, C.P.E. Bach.

SAMEDI 17 AOÛT

TF1

13.00 Journal **13.25** Reportages Histoires de bergers **14.00** Les Dessous de Palm Beach Ce n'est pas du cinéma. Série **14.50** Flipper La légende du dauphin blanc. Série **15.40** Will & Grace La théière d'hier. Série **16.05** Invisible Man Cerueils de glace. Série **17.00** Angel Anniversaire. Série **17.50** La Vie devant nous Le film. Série **18.55** Le Maillon faible **19.55** Météo, Journal, Tiercé, Météo.



20.50 **QUI VEUT GAGNER DES MILLIONS ?** Spéciale nouveaux mariés, nouveaux pasés. Divertissement présenté par Jean-Pierre Foucault. 607272
Des couples, récemment unis par les liens du mariage ou du Pacés, accumulent les gains pour tenter de décrocher le million d'euros destiné au vainqueur...

22.30 **L'ÎLE DE LA TENTATION** Jeu présenté par Stéphane Bouillaud **0.3975765** Les révélations du jeu commencent à produire leur effet : des couples rompent, déçus du comportement affichés devant les caméras par les dragueurs et autres séductrices du groupe...
23.35 Le Prix du doute Téléfilm. Ron Senkowski. Avec Michael Rooker (EU, 1999) **0.7059678** **1.20** Formule F1 Magazine.

1.55 Voile Solitaire du Figaro **2.15** Helmut Loti, mon hommage à Elvis Presley Documentaire **3.00** Très chaste **3.55** Reportages **4.20** Histoires naturelles Documentaire **4.50** Musique **4.55** Histoires naturelles (30 min).

FRANCE 2

13.00 Journal, Météo **13.30** Le Nouveau Corps humain [3/4]. Le sexe et ses secrets **14.20** Au royaume de la pieuvre géante Documentaire **15.15** Nestor Burma Les affaires reprennent. Série **16.45** Athlétisme Golden League (5^e manche). Meeting de Zurich (Sui.) **18.30** Voleurs de charme Pari gagnant. Série **19.10** Vous n'allez pas le croire ! **20.00** Journal **20.40** Tirage du loto **20.45** Météo.



20.55 **FORT BOYARD** Divertissement présenté par Cendrine Dominguez et Jean-Pierre Castaldi. Invités : Carole Montillet ; Anne Floriet, Nicolas Bal, Caroline Pellat-Finet, Pierre Gignoux, Stéphane Brosse. 9925272
Pour ce Fort Boyard, c'est Carole Montillet, championne olympique de descente à Salt Lake City, qui sera le coach de l'équipe.

22.40 **LE GRAND ZAPPING DE L'HUMOUR** Divertissement présenté par Miguel Derennes. 6080272

0.35 Journal de la nuit, Météo **0.55** L'irrésistible Jack Ton père tu honoreras. Série 8703692 **1.20** Trois hommes sur le green Comme dans la Mafia. Série 3587031.

1.40 Benben Show Encore une p'tite goutte. Série **2.00** Par où la sortie, s'il vous plaît ? **2.55** Initiation à la vidéo **3.25** 24 heures d'info **3.50** Sauver Bruxelles **4.02** L'Arche de la Défense **4.10** La Femme de ta vie (90 min).

FRANCE 3

13.35 C'est mon choix pour le week-end **14.50** Keno **14.55** Côté jardins Spécial Drôme **15.25** Côté maison Spécial été **16.00** Chroniques d'en haut Aménager la montagne **16.55** Nos jolies colonies de vacances Téléfilm. Stéphane Kurc. Avec Jean-Claude Brialy (Fr., 1998) **18.25** Questions pour un champion **18.55** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** Euro millionnaire.



20.50 **DOCTEUR SYLVESTRE** Maladie d'amour. Série. Avec Jérôme Anger, Marthe Villalonga, Anne Canovas, Julie Voisin. 174123
Nommé depuis peu dans un hôpital, le docteur Sylvestre est fort intrigué par le cas d'un garçonnet asthmatique, fils du médecin qu'il est chargé de remplacer...
22.20 Météo **22.25** Soir 3.

22.45 **LE PIÈGE** Téléfilm. Eli Cohen. Avec Michael Harris, Carrie-Anne Moss, Corbin Bernsen, Kim Morgan Greene, Jimmy Medina (Etats-Unis, 1994) **0.161659**
Objet d'une sordide manipulation, un détective est soupçonné du meurtre de sa maîtresse, épouse d'un ambitieux politicien local.
0.15 Clair de lune Les jeux sont faits. Série 5414437.

1.00 Sorties de nuit Dee Dee Bridgewater au Festival de Paris **1.50** Soir 3 **2.15** Joe Dassin, l'été indien **3.50** La Case de l'oncle Doc Le Haut-Koenigsbourg, l'empereur, la ruine et le château **4.45** Côté jardins (30 min).

CANAL+

► *En clair jusqu'à 15.00* **13.35** Star Hunter Le temps dénoté. Série **14.30** La Grande Course **15.00** Rugby Tournoi des Tri Nations : Afrique du Sud - Australie. **17.00** Football Magazine ; 17.15 Championnat de France Ligue 1 (3^e journée). Montpellier - Bordeaux. En direct ► *En clair jusqu'à 21.00* **19.25** Journal **19.40** En aparté Magazine. Invités : Sœur Emmanuelle, Benoît Poelvoorde.



20.30 **SAMEDI** COMÉDIE **20.30** Grolandsat Divertissement. Best of **0.21.00** A la demande générale Divertissement. Trash 22949.
21.45 H Une grosseesse **0.3**. Série. Avec Jean-Luc Bideau, Jamel Debbouze 938479.

22.15 **JOUR DE FOOT** Magazine présenté par Hervé Mathoux. Au sommaire : Tous les buts et les meilleures actions de la 3^e journée de Ligue 1. 9596727

23.15 Golf Championnat de la PGA (3^e jour). Au Hazeltine National Golf Club, à Chaska (Minnesota) 4220543.

1.00 Possessed ■ Film. Anders Ronnow-Klarlund. Avec Udo Kier. *Fantastique* (Dan., 1999) **0.2.40** Viva Las Vegas ? Documentaire **3.35** Rugby Tournoi des Tri Nations : Afrique du Sud - Australie (115 min) 1813692.

FRANCE 5 / ARTE

13.40 Susan Sarandon **14.35** Le Sanctuaire des chimpanzés **15.35** Australie extrême **16.35** Traditions et saveurs **17.35** Carnets de l'Inde Langues écrites, langues parlées **18.05** L'Argent de la mer Le temps des moissons **19.00** Biographies **19.45** Arte info **20.00** Le Dessous des cartes Des cartes trop simples : l'exemple de l'Islam **20.15** Palettes, Manet le modèle au chat noir : « Olympia », 1865.



20.45 **L'AVENTURE HUM**

Corse, phares, tours et mégalithes



LES RIVAGES du Sartenais offrent de nombreuses possibilités de balades en famille. La côte courant du port Campomoro au lion granitique de Roccapina figure ainsi parmi les grands sites littoraux de Corse dédiés aux marcheurs, au même titre que ceux de la pointe du cap Corse, du désert des Agriates ou du golfe de Porto.

Pour s'en persuader, rien de tel qu'une visite au phare de Senetosà, à la pointe du même nom, qui domine sereinement la quiétude de ces lieux de rêve et de solitude. Une promenade de trois heures le long d'une côte sauvage et d'une eau très claire appréciée des plongeurs. Emprunter pour cela la route goudronnée qui conduit au petit port de pêche de Tizzano et la poursuivre vers le nord du port par une piste carrossable se terminant près de la plage de Barcaju. Une sente prend alors le relais, desservant la crique étroite de Cala Longa puis sa sœur de Tivella.

Le sentier s'éloigne alors légèrement du rivage et file jusqu'au phare de Senetosà. On passera juste à droite des éoliennes servant à l'alimentation de cet édifice aux airs de château fort pour rejoindre la tour génoise de Sene-

tosa, autre figure architecturale des lieux et incomparable vigie des côtes du grand Sud. Une seconde randonnée, beaucoup plus longue, gagne depuis le phare l'anse de Conca, en suivant le sentier des douaniers qui glisse entre de beaux blocs de granite orangé. Cette baie se situe au débouché d'une vallée pastorale et agricole mise en valeur depuis des temps immémoriaux.

PRATIQUE

- Renseignements : office de tourisme de Propriano ; tél. : 04-95-76-01-49 ; office de tourisme de Bonifacio, tél. : 04-95-73-11-88.
- Accès : le départ s'effectue du port de Tizzano, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Sartène, par la D48.
- Carte : IGN Top 25 Propriano.
- Difficulté : parcours côtier facile jusqu'au phare et à la tour, mais attention aux « caresses » du maquis.

A quelques pas, à l'écart de la piste qui dessert cette vallée, on pourra découvrir l'oppidum préhistorique d'Alo Bisuje ainsi que les sites mégalithiques de Bizzicu Rossu (beau dolmen) ou Vaccie Vecchiu (menhir haut de plus de 3 mètres). Mais la plupart des marcheurs pourront se contenter de la visite plus classique des sites préhistoriques situés de part et d'autre de la route descendant de Sartène à Tizzano : alignements de Palaggiu (plus de 250 menhirs) et mégalithes de Cauria (le plus beau dolmen de Corse ainsi que plusieurs menhirs sculptés).

Quant aux amateurs de tours génoises, ils ont aussi le choix, sur la route qui mène à Bonifacio, entre celles de Roccapina, d'Olmetto et de Caldarello, accessibles en quelques minutes de marche à travers le maquis.

Charles Pujos
(Méditerranée Magazine)

SAPINTZA (Roumanie) de notre envoyé spécial

Deux colombes sont venues roucouler, comme hypnotisées, sur une croix que décore une autre scène d'amour, peinte celle-ci : un homme et une femme s'embrasent sous le regard d'un tiers. C'est ainsi que Vasile a découvert, il y a une trentaine d'années, l'aventure amoureuse de son épouse. Il en mourra de chagrin, et son histoire restera inscrite à jamais sur le bois. Des croix comme celle-ci, il y en a huit cents dans ce cimetière du village de Sapintza, situé au nord de la Roumanie, à proximité de la frontière roumano-ukrainienne. Peintes de couleurs vives, elles racontent les histoires drôles d'un village qui s'est doté d'un « cimetière joyeux ». Stan Patras, un villageois qui aimait la bonne chère et le bon vin, est à l'origine de ce défi existentiel.

Avant de faire ses derniers adieux à ses compagnons de Sapintza, en 1977, il leur laissa en héritage ce cimetière où la vie du village est représentée dans toute sa diversité : des bergers plantés au milieu de leurs troupeaux, une bouteille d'eau de vie dans la poche, des chasseurs, des femmes en train de cuisiner ou d'embrasser des hommes qui ne sont pas forcément leurs maris, des enfants ailés comme des petits anges et un policier crâneur. « Un petit baiser caché/Dans les bras du jeune Fané/Que Marie prit avec elle », « Toderel que je m'appelais/Et la vie, qu'est-ce que j'aimais/Avant qu'une voiture m'écrase/Moi, et mon fusil de chasse », « Mon Dieu, quelle injustice/De me laisser comme ça mourir/Je venais juste d'obtenir/Mon permis de conduire... »

Puisque mourir est inévitable, il vaut mieux s'en moquer. C'est la philosophie des cinq mille paysans de Sapintza. Lorsque l'un d'eux s'en va dans l'autre monde, ils se réunissent chez lui la veille de l'enterrement et lui parlent comme s'il était toujours vivant. Puis ils se mettent à faire la fête en évoquant la vie de celui qui les a quittés, jouant aux cartes autour d'un



Les épithames peintes de Sapintza attirent quelque 500 000 visiteurs par an.

verre. C'est ainsi que le texte de la future épithame prend forme avant d'être inscrit sur le bois de la croix. Les qualités du mort comme ses faiblesses sont passées au crible avec un mélange d'ironie et de tendresse.

Cette entreprise de la mort joyeuse a fait la renommée internationale du village de Sapintza. Chaque année, un demi-million de touristes, dont la majorité viennent de l'étranger, font un pèlerinage dans cet étrange cimetière. Ce déluge de touristes aurait pu faire de Sapintza un village prospère, mais la logique commerciale ne l'a pas emporté sur le mode de vie traditionnel des paysans. Pas d'hôtel, donc, pas de restaurant, pas de gîte touristique. « Nous avons de beaux paysages et un cimetière qui attire les étrangers, mais nous ne savons pas comment faire pour attirer l'argent, affirme Mihai Turda, le vice-maire du village. Le gouvernement devrait nous aider parce que



nous sommes incapables de nous en sortir tout seuls. » Et, pourtant, le vice-maire semble s'en être plutôt bien sorti. Malgré un salaire de 200 euros par mois, il a réussi à bâtir une villa de dix pièces. « J'ai entendu parler de crédits européens non remboursables, déclare-t-il. J'aimerais bien y avoir accès pour transformer ma maison en hôtel. » Pour l'administration locale de Sapintza, l'argent doit toujours tomber d'en haut, du gouvernement, de l'Europe ou d'un Dieu miséricordieux.

Quoi qu'il en soit, grâce à un billet d'entrée de 6 euros pour les étrangers et de 3 euros pour les Roumains, le cimetière joyeux rapporte environ 3 millions d'euros par an, un véritable pactole dans un pays où le salaire moyen est de 100 euros. S'ils se plaignent du manque d'argent, les paysans de Sapintza préfèrent fermer les yeux sur les affaires du pape Grigore Luta. Lui voit grand. Avec l'argent gagné grâce au cimetière, il a entrepris de construire « la plus grande église en bois du monde, d'une hauteur de 78 mètres ».

Que va-t-il advenir de ce cimetière exotique ? Deux anciens apprentis de Stan Patras entendent bien continuer cette tradition et apprendre aux enfants du village ce métier de la mort joyeuse. « Je leur apprend ce que j'ai moi-même appris de Stan Patras, affirme Dumitru Pop. Mais, avec toutes ces croix, on ne fait pas fortune. » Pourtant, quelques commandes discrètes de croix peintes venant de quelques clients européens lui permettent de joindre les deux bouts. Quant à Gheorghie Stan, l'autre disciple, il a tenté sa chance en Espagne, où il a essayé de travailler au noir. « J'ai trouvé du travail dans le bâtiment, mais je n'ai pas gagné grand-chose, raconte-t-il. Il vaut mieux que je m'occupe des morts de Sapintza. On n'est pas payé cher, mais qu'est-ce qu'on se marre ! »

Mirel Bran

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Après la mort du spéléologue Marcel Loubens

LA MORT de Marcel Loubens met fin tragiquement à l'exploration du gouffre de la Pierre-Saint-Martin. Dès que les quatre membres de l'équipe de Max Cosyns, qui sont encore au fond de la caverne, seront remontés en surface, une enquête sera ouverte par la gendarmerie pour déterminer les causes de l'accident dont a été victime l'un des meilleurs spéléologues français. Ces expéditions souterraines, dans lesquelles les

recherches scientifiques s'appuient sur des performances sportives, comportent une part de risque, au même titre que l'alpinisme. Le conquérant des gouffres, comme le vainqueur des cimes, peut être trahi par une corde qui casse ou un piton qui s'arrache. Mais pourquoi a-t-on confusément l'impression qu'à la Pierre-Saint-Martin la fatalité n'a pas tenu, dans l'accident, le premier rôle ? Les pannes successives du

treuil électrique, le retard sur l'horaire, les déclarations mêmes des spéléologues avaient fait naître, bien avant l'épilogue dramatique, des doutes sur le soin et la minutie avec lesquels une telle expédition doit être préparée. On peut s'étonner qu'aucune mesure n'ait été prise dans l'éventualité d'un accident. Le problème posé par la remontée d'un blessé a pris toute l'équipe au dépourvu.

(17-18 août 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



L'actualité en images

Chaque vendredi, lemonde.fr vous présente une sélection des images marquantes de la semaine dans un portfolio.

■ **Été 2002.** En tête de cette rubrique, vous trouverez, chaque jour, une nouvelle photographie. Une façon originale de découvrir le travail du collectif Revue. com sur www.lemonde.fr/ete2002

■ **L'actualité en continu** sept jours sur sept sur lemonde.fr

CONTACTS

REDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 9
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>

Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>

■ **TÉLÉMATIQUE**

3615 lemonde

■ **DOCUMENTATION**

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

■ **COLLECTION**

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-09-43-21

Le Monde sur microfilms :

03-88-71-42-30

■ **LE MONDE 2**

Abonnements : 01-44-97-54-54

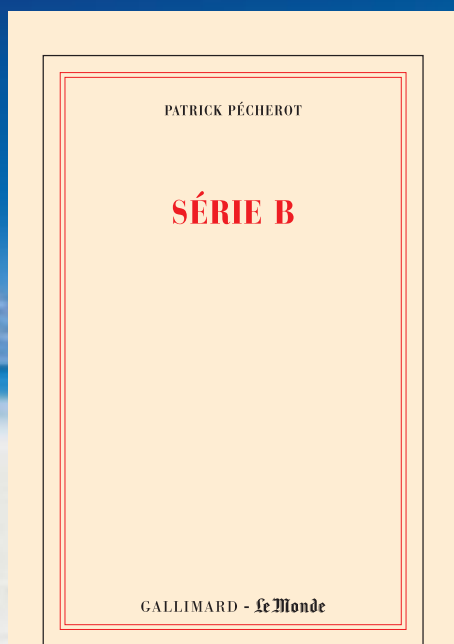
En vente : « Carnets de voyage ».

■ Tirage du Monde daté vendredi 16 août 2002 : 499 468 exemplaires.

1-3

Le Monde

www.lemonde.fr



Ce week-end, dans le quotidien de votre été...

Voyagez avec « Série B », une nouvelle inédite signée Patrick Pécherot

Samedi 17 août, dans Le Monde daté dimanche 18 - lundi 19 août 2002

Evadez-vous avec le premier épisode d'une grande série

Interrogées par Annick Cojean, 10 personnalités se racontent et nous font découvrir leur histoire à travers les liens qui les unissent à leurs parents. A partir d'une photo inédite, entrez dans l'univers intime de Mikhaïl Gorbatchev, Sylvie Guillem, Henri Cartier-Bresson, Simone Veil, Christian Lacroix, Dee Dee Bridgewater...

A partir de samedi 17 août, dans Le Monde daté dimanche 18 - lundi 19 août 2002

Le Monde

Tout l'été, des nouvelles inédites, des séries et l'actualité des festivals